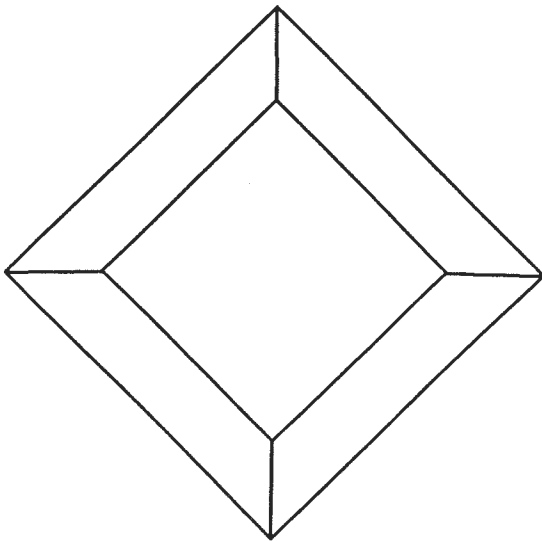


La lutte pour l'autosuffisance :

**Les participantes au Projet d'autosuffisance parlent
du travail, de l'aide sociale et de leur avenir**



Wendy Bancroft

Sheila Currie Vernon

SRSA

**SOCIÉTÉ DE
RECHERCHE
SOCIALE
APPLIQUÉE**

Décembre 1995

Le Projet d'autosuffisance est financé en vertu d'une entente de contribution avec Développement des ressources humaines Canada (DRHC). Les constatations et les conclusions présentées dans le rapport n'engagent que les auteurs.

Copyright © 1995 Société de recherche sociale appliquée

This report is available in English on request.

Table des matières

| | Page |
|--|-------------|
| Remerciements | iv |
| Préface | v |
| Chapitre | |
| 1 Introduction | 1 |
| Le Projet d'autosuffisance: renseignements généraux | 2 |
| Le modèle de recherche | 4 |
| Les groupes de discussion | 5 |
| Méthodologie | 5 |
| Structure des séances de discussion | 7 |
| Structure du rapport | 10 |
| 2 On voudrait s'en sortir, mais... aide sociale ou travail rémunéré | 12 |
| Sentiments qu'inspire l'Aide au revenu | 12 |
| Perception du travail | 17 |
| Pourquoi ne pas travailler alors? | 17 |
| 3 Évaluer l'offre de supplément | 21 |
| Réaction initiale | 21 |
| Facteurs d'incitation à accepter l'offre | 23 |
| Les obstacles à surmonter | 29 |
| Évaluer les avantages et les inconvénients | 37 |
| Les principaux obstacles pour celles qui ont refusé l'offre | 38 |
| 4 Acceptation de l'offre de supplément | 45 |
| Caractéristiques de celles qui ont accepté l'offre | 45 |
| Démarches préalables | 47 |
| "Bons" emplois "mauvais" emplois | 50 |
| Incidence du Projet d'autosuffisance sur la vie des participantes | 53 |
| Celles qui ont décroché et pourquoi elles ont décroché | 59 |
| 5 Regard sur l'avenir | 63 |
| "Je serai contente de moi et de ma vie" | 64 |
| "Je serai avec ceux qui me sont chers" | 66 |
| "J'aurai la sécurité financière" | 67 |
| 6 Éléments de conclusion | 68 |
| Celles qui ont accepté l'offre | 71 |
| Celles qui ont refusé l'offre | 72 |

Remerciements

L'enquête que nous avons entreprise est d'une envergure telle que nous n'aurions pu la mener à terme sans l'apport de bien des gens. D'abord et avant tout, nous tenons à dire notre gratitude aux femmes et aux deux hommes qui, en participant aux groupes de discussion et en nous parlant de leur vécu, nous ont renseignés par leurs récits souvent douloureux sur les situations et les problèmes qui font obstacle à leur lutte pour l'autosuffisance.

Nous tenons également à remercier les nombreux employés du Projet d'autosuffisance qui nous ont aidés à recruter les participantes et à organiser les groupes de discussion. Nous tenons à remercier tout particulièrement Betty Tully et Elizabeth Dunn, de Bernard C. Vinge and Associates Ltd., ainsi que Shelly Price et Linda Nelson, de Services à la famille de Saint-John, au Nouveau-Brunswick. Nous voulons aussi souligner le travail de Dan Doyle, de la SRSA, qui nous a servi de guide au Nouveau-Brunswick. À Statistique Canada, Ann Brown et Richard Veevers ont passé de nombreuses heures à vérifier les données de base relatives à nos participantes, répondant chaque fois avec patience quand nous leur demandions un nouvel élément d'information. John Greenwood, de DRHC, a lu le projet de rapport et nous a fourni de précieux conseils pour la rédaction du rapport final. Plusieurs personnes à la MDRC ont aussi contribué de façon importante à la conception et à l'analyse du travail de recherche. Judith Gueron, Janet Quint, David Long et Tod Mijanovich ont lu le projet de rapport et proposé de nombreuses révisions très utiles. Nina Gunzenhauser a révisé le rapport avec énormément de compétence et de doigté. Gordon Berlin, directeur exécutif de la SRSA, a assuré la gestion d'ensemble du projet.

La SRSA tient également à remercier tous ceux qui collaborent au Projet d'autosuffisance. À DRHC, Barry Carin, Louise Bourgault et Yigal Messeri ont guidé nos efforts au début du projet, tandis que Harvey Lazar et Jean-Pierre Voyer ont pris le relais, offrant des conseils inestimables sur toutes sortes de questions si mineures ou si importantes soient-elles. Nous avons également la chance de pouvoir compter sur un éminent comité consultatif technique, qui a contribué à élaborer et à mettre au point les principales composantes du programme et du travail de recherche et qui continuera à participer de près à la réalisation du projet. Les membres de ce comité sont Charles Beach, Elaine Campbell, Sidney Gilbert, Gilles Jasmin, Alice Nakamura, Samuel Rea, Lyn Tait, Martin Ulrich et Toro Uno.

Nous sommes aussi reconnaissants aux nombreux membres du personnel du ministère des Services sociaux de la Colombie-Britannique et de Développement des ressources humaines Nouveau-Brunswick pour l'aide et le soutien qu'ils nous ont apportés.

Les auteurs

Préface

Les familles monoparentales sont plus susceptibles que les familles biparentales d'être pauvres et de dépendre de l'Aide au revenu (AR). Le coût socio-économique à long terme de la pauvreté des familles et de leur dépendance à l'égard de l'aide sociale est élevé tant pour le Trésor public que pour les familles prestataires. Malheureusement, il est d'autant plus difficile de trouver une solution à ce problème que dépendance et pauvreté sont des objectifs contradictoires. De plus en plus, les efforts déployés pour répondre aux besoins des familles monoparentales misent sur l'emploi comme solution de rechange à l'aide sociale. Étant donné toutefois que les chefs de famille monoparentale prestataires de l'aide sociale ont souvent un niveau d'instruction peu élevé et une expérience de travail limitée, le salaire d'embauche pour les emplois qui leur sont accessibles est bien souvent inférieur aux prestations d'aide sociale, ce qui tend à exacerber les problèmes dus à l'insuffisance du revenu familial. Par ailleurs, le travail rémunéré est une source de tension à cause de la difficulté à concilier obligations professionnelles et familiales; bien qu'il touche la majorité des femmes qui travaillent, le problème est particulièrement aigu pour les mères seules qui travaillent à plein temps à des emplois mal rémunérés.

Dans la quête d'une solution au dilemme des chefs de famille monoparentale prestataires de l'AR qui doivent choisir entre le travail peu rémunéré et la honte de l'aide sociale, le Projet d'autosuffisance a été conçu pour que le travail devienne une solution de rechange plus viable à l'aide sociale qu'il ne l'est à l'heure actuelle pour beaucoup de ces prestataires. Le Projet d'autosuffisance offre un supplément de revenu aux chefs de famille monoparentale prestataires de l'AR qui touchent des prestations depuis au moins un an et qui acceptent de renoncer à l'aide sociale pour occuper un emploi à temps plein. Le supplément est d'une durée limitée - les prestataires qui trouvent un emploi dans l'année qui suit l'offre de supplément peuvent toucher le supplément pour une période d'au plus trois ans. Le supplément est aussi généreux; il permet effectivement de doubler les gains de la plupart des travailleurs qui prennent un emploi rémunéré à un taux qui se situe entre le salaire minimum et 8,00\$ l'heure. Ainsi, pour la plupart des prestataires de l'AR, le Projet d'autosuffisance permet de surmonter un obstacle clé à la participation au marché du travail: le salaire d'embauche peu élevé.

Pour que nous puissions bien savoir dans quelle mesure le fait de "rendre le travail plus payant" influe sur le choix que font les chefs de famille monoparentale entre le travail et l'aide sociale, nous avons adopté un modèle de recherche d'une rigueur exceptionnelle, selon lequel la moitié des personnes qui acceptent de participer à l'étude sont choisies au hasard pour être admissibles au supplément de revenu du Projet d'autosuffisance, tandis que l'autre moitié, qui présente les mêmes caractéristiques, observées ou non observées, que le premier groupe, devient un "groupe témoin", dont les comportements au fil des ans révéleront quels auraient été les comportements du "groupe programme" en l'absence du Projet d'autosuffisance. En choisissant d'évaluer ainsi le programme, nous avons voulu faire en sorte que la possibilité de participer à ce projet-pilote de portée restreinte soit la même pour toute la clientèle visée. Nous avons également l'assurance que l'évaluation fournira des données fiables qui permettront de déterminer si le fait de participer au programme conduit à des changements sur le plan de l'emploi et des gains, de la dépendance à l'égard de l'aide sociale et d'autres éléments que nous avons choisi de mesurer, puisqu'elle permettra aux chercheurs de comparer le comportement à long terme des prestataires qui étaient admissibles au supplément à celui d'un groupe semblable de prestataires qui n'y étaient pas admissibles.

Le modèle de recherche fondé sur la répartition au hasard nous permettra de mesurer, le cas échéant, la différence attribuable au Projet d'autosuffisance, mais il ne nous renseignera pas sur les causes de cette différence. Il ne nous renseignera pas non plus sur l'incidence qu'aura le programme sur le vécu des

prestataires. Aussi, pour compléter et éclairer les recherches de nature quantitative sur l'incidence et le rapport avantages-coûts du Projet d'autosuffisance, deux types de recherche qualitative sont également en cours: des recherches sur le processus, c'est-à-dire sur la façon dont le programme a été mis en oeuvre par les fournisseurs de service, et des recherches ethnographiques réalisées à l'aide de groupes de discussion visant à mesurer l'effet du programme sur une base individuelle.

Dans ce rapport, nous décrivons l'expérience de chefs de famille monoparentale de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick qui avaient la possibilité de toucher des paiements en espèces pour arrondir leur revenu gagné à condition de renoncer à l'AR pour occuper un emploi à temps plein. Ces personnes nous ont raconté leur histoire lors d'une série de groupes de discussion tenus dans les deux provinces; 99 chefs de famille monoparentale ont participé à ces discussions. La moitié environ de ces chefs de famille monoparentale, principalement des femmes, avaient accepté l'offre de supplément et travaillaient, tandis que l'autre moitié ne travaillaient pas et avaient soit refusé l'offre de supplément soit accepté l'offre mais avaient par la suite cessé de travailler et étaient revenues à l'AR. Les groupes de discussion avaient pour but d'interroger les prestataires sur le pourquoi, le quoi et le comment de leur réaction à l'offre de supplément du Projet d'autosuffisance. Nous avons notamment cherché à obtenir des réponses aux questions suivantes: Pourquoi certaines femmes ont-elles accepté l'offre alors que d'autres l'ont refusée? Pourquoi certaines de celles qui ont accepté l'offre ont-elles fini par cesser de travailler? Quels étaient les obstacles auxquels elles se heurtaient pour ce qui est de trouver un emploi et comment s'y sont-elles prises pour essayer de les surmonter? Quel a été l'impact de l'offre de supplément sur leur vie et sur celle de leurs enfants? Les réponses des femmes leur étaient principalement dictées par leur perception de l'aide sociale, de l'offre de supplément, du marché du travail, de leur situation personnelle actuelle et future ainsi que de la difficulté qu'elles ressentaient à concilier leur double rôle de soutien de famille et de mère. Leurs récits que nous relatons en reprenant en grande partie leurs propos témoignent de façon saisissante de leur lutte pour l'autosuffisance. Nous en tirons des enseignements importants sur les conséquences volontaires et involontaires des politiques d'intérêt public.

Le rapport sur les groupes de discussion est le troisième d'une série de rapports qui seront publiés au cours des quelques années à venir. Le rapport devrait être lu en parallèle avec le deuxième rapport de la série - *Créer une solution de rechange à l'aide sociale : Le point sur la première année du Projet d'autosuffisance – mise en oeuvre, impacts sur l'aide sociale et coûts* - qui est publié comme document d'accompagnement. Un quatrième rapport sur l'impact préliminaire du programme sur l'emploi, les gains et le recours à l'aide sociale sera publié à l'hiver 1995-1996.

Conçu et financé par Développement des ressources humaines Canada (DRHC) en collaboration avec le ministère des Services sociaux de la Colombie-Britannique et Développement des ressources humaines Nouveau-Brunswick, le Projet d'autosuffisance est géré par la Société de recherche sociale appliquée (SRSA), société sans but lucratif créée grâce à l'appui de DRHC. La SRSA a pour mission de repérer les politiques et les programmes sociaux qui contribuent de façon efficace à l'autosuffisance et au mieux-être des populations sans emploi, déplacées et défavorisées. La SRSA conçoit et gère des partenariats de démonstration qui réunissent des organismes des secteurs public et privé, des chercheurs et des fournisseurs de services afin de vérifier l'efficacité de nouvelles politiques et d'évaluer l'effet de divers programmes sociaux sur les personnes qui y participent et sur la société dans son ensemble. La SRSA a pour but de fournir à des organismes et des particuliers ayant chacun leurs objectifs propres un cadre qui leur permette de travailler ensemble à des projets où ils peuvent se compléter les uns les autres.

Gordon Berlin
Directeur exécutif

Chapitre 1

Introduction

En septembre 1994, 12 rencontres de deux heures ont eu lieu avec 12 groupes différents réunissant au total 99 chefs de famille monoparentale de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick. Au moment où les groupes de discussion ont eu lieu, certaines des participantes travaillaient, mais les participantes - presque toutes des femmes - avaient déjà été ou étaient encore prestataires de l'Aide au revenu (assistance sociale). Elles se sont réunies pour parler de ce que c'était que de travailler et d'être prestataire de l'Aide au revenu et pour expliquer pourquoi certaines travaillaient alors que d'autres continuaient à toucher des prestations d'assistance sociale. Elles ont discuté de leurs espoirs, de leurs craintes et de leur souci d'élever leurs enfants en leur inculquant des valeurs solides. Elles ont parlé d'estime de soi et d'ambition, de privilèges et de droits. Elles font toutes partie d'un projet de recherche sociale appliquée appelé Projet d'autosuffisance, qui vise à déterminer si le fait de rendre le travail plus payant que l'assistance sociale incitera les chefs de famille monoparentale à choisir le travail rémunéré de préférence à l'Aide au revenu.

Le projet, qui a pour clientèle cible le grand nombre de chefs de famille monoparentale qui dépendent de l'Aide au revenu et qui préféreraient travailler, permet d'arrondir le revenu de celles qui renoncent à l'Aide au revenu pour travailler à plein temps. Bien souvent, les chefs de famille monoparentale pauvres qui tentent de passer de l'assistance sociale au travail rémunéré se heurtent à un dilemme: quand elles décident de renoncer à l'Aide au revenu pour occuper un emploi, bien souvent, leur situation financière ne s'en trouve guère améliorée; dans bien des cas, elles sont même perdantes après avoir payé les nouvelles dépenses qu'elles doivent assumer comme les frais de garde, les frais de transport et les impôts. En offrant à ces personnes un supplément de revenu temporaire pour la période initiale où le salaire qu'elles obtiennent d'un emploi de premier échelon est souvent trop bas pour leur permettre de faire vivre leur famille, le Projet d'autosuffisance vérifie l'efficacité de l'offre d'un supplément de revenu aux chefs de famille monoparentale prestataires à long terme de l'Aide au revenu comme solution de rechange à l'assistance sociale.

Tout comme les autres parents qui touchent des prestations d'Aide au revenu, les participantes aux groupes de discussion ont dit avoir besoin de cette aide financière pour diverses raisons. Dans certains cas, elles avaient dû quitter leur emploi parce qu'elles étaient enceintes et qu'elles n'avaient pas droit à un congé de maternité; dans d'autres, elles avaient un handicap physique qui limitait leurs possibilités d'emploi. D'autres encore avaient dû se tourner vers l'Aide au revenu à la suite de leur rupture avec l'autre parent. La plupart n'aimaient pas avoir à dépendre de l'Aide au revenu, d'une part à cause de la honte qui s'y rattache et d'autre part parce que les prestations sont insuffisantes pour leur permettre de répondre convenablement aux besoins de leurs enfants. Elles s'étaient malgré tout tournées vers l'Aide au revenu parce qu'elles étaient ainsi assurées d'un revenu vital pour assurer la subsistance de leur famille.

Les femmes qui ont participé aux séances de discussion faisaient partie d'un groupe plus nombreux comprenant plus de 1 000 chefs de famille monoparentale qui étaient admissibles au supplément de revenu à condition qu'elles se trouvent un emploi à plein temps. Le tiers environ de toutes celles qui y étaient admissibles ont accepté l'offre de supplément, tandis que les deux tiers l'ont refusée. Parmi celles qui ont accepté l'offre et qui sont passées de l'assistance sociale à un emploi rémunéré, certaines ont fini par laisser leur emploi et revenir à l'Aide au revenu. Les trois groupes - celles qui ont accepté l'offre, celles qui l'ont refusée et celles qui ont décroché - étaient représentés dans les groupes de discussion.¹ Le coût et les effets à long terme du Projet d'autosuffisance sur l'emploi, les gains, le recours à l'assistance sociale et d'autres éléments seront soigneusement évalués au cours des quelques années à venir, mais les groupes de discussion permettent de se faire une idée de ce que les participantes pensent de l'Aide au revenu et de la solution de rechange que constitue le Projet d'autosuffisance et des raisons qui les ont amenées à faire les choix qu'elles ont faits.

Le présent rapport sur les groupes de discussion est destiné à servir de document d'accompagnement au rapport intitulé *Créer une solution de rechange à l'aide sociale : Le point sur la première année du Projet d'autosuffisance – mise en oeuvre, impacts sur l'aide sociale et coûts* et les deux rapports devraient être lus en tandem. Le rapport sur la mise en oeuvre du projet renseigne le lecteur sur la façon dont le modèle du programme et le projet de recherche ont été conçus et mis en oeuvre. Le lecteur y trouvera également des renseignements détaillés sur l'échantillon de recherche, une analyse de la participation des sujets échantillonnés au Projet d'autosuffisance et un aperçu préliminaire des effets du projet sur le recours à l'Aide au revenu. Le rapport sur les groupes de discussion donne la parole aux participantes et l'analyse de leurs réflexions vient compléter les données cumulatives et souvent quantitatives que le lecteur trouvera dans les autres rapports sur le projet.

Le Projet d'autosuffisance: renseignements généraux

Conçu et financé par Développement des ressources humaines Canada, le Projet d'autosuffisance est géré par la Société de recherche sociale appliquée (SRSA), société à but non lucratif créée pour concevoir et gérer de nouvelles politiques et de nouveaux programmes d'intérêt social et pour faire des recherches sur ces politiques et programmes. Le Projet d'autosuffisance est le fruit de la collaboration de divers organismes:

- Statistique Canada, pour la collecte de données d'enquête et de dossiers administratifs et pour l'établissement du fichier de recherche;
- Bernard C. Vinge and Associates pour l'application du programme en Colombie-Britannique;
- Services à la famille de Saint John, pour l'application du programme au Nouveau-Brunswick;

¹Pour faciliter la lecture du rapport, des désignations abrégées ont été retenues pour chacun des trois groupes, à savoir celles qui ont accepté l'offre, celles qui ont refusé l'offre et celles qui ont décroché.

- SHL Systemhouse, de la Nouvelle-Écosse, pour l'élaboration et l'entretien des systèmes informatisés d'information de gestion et de paiement du supplément du programme; et
- Manpower Demonstration Research Corporation (MDRC) et plusieurs chercheurs universitaires, pour les travaux de recherche sur la mise en oeuvre du projet, sur ses effets et sur son rapport coûts-avantages.

D'autres organismes fédéraux et provinciaux collaborent aussi au projet en nous assurant leur aide technique, en nous fournissant des renseignements généraux sur le régime d'assistance sociale et les marchés du travail provinciaux et en nous donnant accès à certaines données. Ces organismes comprennent notamment le ministère des Services sociaux de la Colombie-Britannique, le ministère du Développement des ressources humaines du Nouveau-Brunswick et divers centres d'emploi du Canada.

Les sujets échantillonnés sont choisis au hasard à partir des listes provinciales de prestataires de l'Aide au revenu qui touchent des prestations depuis au moins 12 mois. Toutes les participantes qui pourraient être admissibles reçoivent la visite d'un intervieweur de Statistique Canada, qui leur explique certains des éléments fondamentaux du Projet d'autosuffisance, qui obtient le consentement informé de la participante et qui remplit un questionnaire au domicile de la participante afin d'établir certaines données de base. Puis, les personnes échantillonnées sont réparties au hasard soit dans le groupe programme - celles à qui le supplément sera offert - soit dans le groupe témoin - celles à qui le supplément ne sera pas offert mais sur qui des données relatives à l'emploi, aux gains et à d'autres facteurs pertinents seront également recueillies. Le personnel du Projet d'autosuffisance communique alors avec les participantes du groupe programme pour les inviter à participer à une séance d'orientation où elles reçoivent des renseignements détaillés au sujet du projet et de ce qu'elles doivent faire pour accepter l'offre de supplément.

Le Projet d'autosuffisance offre un supplément de revenu à certaines mères célibataires du sud de la Colombie-Britannique et du sud du Nouveau-Brunswick qui sont âgées de plus de 18 ans.

Il s'agit d'une offre de durée limitée: les prestataires admissibles ont un an pour se trouver un emploi qui réponde aux critères établis et renoncer à l'Aide au revenu, après quoi elles peuvent toucher un supplément de revenu pour une période ne dépassant pas trois ans. La participation au marché du travail est l'élément clé, en ce sens que seules celles qui travaillent à plein temps (au moins 30 heures par semaine) sont admissibles au supplément. Le supplément est assez généreux pour que le travail soit plus payant que l'Aide au revenu pour la plupart des assistées sociales: même compte tenu des impôts, des frais de garde et des autres dépenses liées au travail, la plupart des familles dans la plupart des catégories de revenu touche de 3 000 \$ à 5 000 \$ de plus par année avec le supplément du Projet d'autosuffisance que si elles travaillaient le même nombre d'heures et qu'elles continuaient à recevoir des prestations d'Aide au revenu.²

²Les prestataires de l'Aide au revenu ont le droit de travailler. Si leurs gains nets dépassent 200\$ par mois, leurs prestations sont réduites de 75 p. 100 (selon la formule d'incitation au travail de la Colombie-Britannique) ou de 100 p. 100 (dans le cas des prestataires du Nouveau-Brunswick et de celles qui ne répondent pas aux critères du programme d'incitation au travail de la Colombie-Britannique). Ainsi, bien souvent, les personnes qui ont droit à des prestations d'Aide au revenu assez élevées (comme les chefs de famille monoparentale) et qui travaillent à plein

Le supplément de revenu équivaut à la moitié de la différence entre le revenu brut de la participante et le seuil de revenu provincial, qui en 1993 était de 37 000 \$ en Colombie-Britannique et de 30 000 \$ au Nouveau-Brunswick. Prenons par exemple le cas d'une participante de la Colombie-Britannique qui travaille 35 heures par semaine à 7 \$ l'heure et qui gagne donc 12 740 \$ par année; elle touchera un supplément de revenu de 12 130 \$ par année - 37 000 \$ moins 12 740 \$, divisé par deux - qui portera son revenu total avant impôt à 24 870 \$.³

Le modèle de recherche

Le Projet d'autosuffisance a été conçu comme une étude d'évaluation longitudinale par répartition au hasard visant à mesurer l'effet de l'offre d'un supplément sur les taux de participation au marché du travail, sur les gains, sur le revenu familial, sur le recours à l'Aide au revenu et sur d'autres éléments. Le budget du Projet d'autosuffisance permet d'offrir le supplément de revenu à quelques milliers de personnes seulement, et la sélection au hasard a été retenue comme la façon la plus juste de choisir les participantes qui seraient admissibles au supplément parmi l'ensemble de la clientèle cible du programme (c.-à-d. les chefs de famille monoparentale prestataires à long terme de l'Aide au revenu). Comme nous l'avons indiqué plus haut, les personnes échantillonnées sont réparties au hasard soit dans le groupe programme, celles qui sont admissibles au supplément de revenu si elles décident de travailler, soit dans le groupe témoin, celles qui ne sont pas admissibles au supplément. Des données sur la participation au marché du travail, les gains, le recours à l'Aide au revenu, la pauvreté et d'autres caractéristiques seront recueillies pour les deux groupes à partir des données d'enquêtes et de sources administratives pendant au moins cinq années à partir du moment où les prestataires échantillonnées acceptent de participer à l'étude. Qu'elles soient inscrites au groupe programme ou au groupe témoin, les participantes auront été choisies au hasard parmi la même population de chefs de famille monoparentale prestataires à long terme de l'Aide au revenu, de sorte que les caractéristiques préexistantes des deux groupes ne présenteront aucune différence systématique. Ainsi, toute différence entre les deux groupes sur le plan de la participation au marché du travail, des gains ou du recours à l'aide sociale pourrait vraisemblablement être attribuée au programme.

Le recrutement des participantes à l'échantillon de recherche du Projet d'autosuffisance a commencé en novembre 1992 et s'est poursuivi jusqu'en décembre 1994. Au mois de janvier 1994, plus de 2 100 mères célibataires y étaient inscrites, la moitié d'entre elles au groupe programme et l'autre moitié au groupe témoin. Quelque 7 000 prestataires et requérantes de plus ont été inscrites en 1994 et au début 1995. Le mois de janvier 1994 a marqué la fin de la première année complète de l'application du programme au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique. Les participantes aux groupes de discussion dont nous faisons rapport proviennent de l'échantillon

temps à un emploi peu rémunéré peuvent continuer à bénéficier de l'Aide au revenu parce que leur salaire n'est pas assez élevé.

³Les participantes peuvent aussi avoir d'autres types de revenu, comme une pension alimentaire. Le montant du supplément de revenu du Projet d'autosuffisance est toutefois calculé uniquement à partir de leur revenu gagné.

initial de 2 100 chefs de famille monoparentale inscrites au groupe programme pendant la première année de l'application du projet.

Les groupes de discussion

Le groupe de discussion est un outil utile pour sonder les valeurs, les inquiétudes et les opinions sous-jacentes. De l'avis des chercheurs, plusieurs questions se prêtaient particulièrement bien à la formule du groupe de discussion. Comment les participantes comparent-elles leur expérience de l'Aide au revenu et du Projet d'autosuffisance? Quel a été l'effet du Projet d'autosuffisance sur leur vie - sur leurs rapports avec leurs enfants et leur compagnon de vie, sur leur estime de soi, sur leur bien-être et sur leur niveau de stress et de conflit? Comment celles qui acceptent l'offre diffèrent-elles de celles qui la refusent? Pourquoi les deux tiers de celles à qui le supplément a été offert ont-elles décidé de *ne pas* l'accepter? Quels obstacles les participantes ont-elles dû surmonter pour accepter le supplément, et pourquoi celles qui l'ont accepté l'ont-elles fait et comment s'y sont-elles prises?

Les séances de discussion dont il est fait rapport ici montrent qu'il n'existe pas de réponse simple ni de réponse unique à ces questions. Ainsi, bien que les participantes aient dit à maintes reprises qu'elles détestaient être prestataires de l'Aide au revenu, se plaignant amèrement de la honte qui s'y rattache, beaucoup d'entre elles ont critiqué des personnes de leur connaissance qui abusaient du programme d'Aide au revenu. Certaines disaient être elles-mêmes devenues paresseuses, mais il ressortait au fur et à mesure de la discussion que cette paresse était un sentiment d'inertie qui semblait lié à la piètre image qu'elles avaient d'elles-mêmes et à leur crainte de ne pas pouvoir "réussir" dans le monde du travail. Celles qui continuaient à dépendre de l'Aide au revenu étaient moins portées que celles qui avaient accepté le supplément de revenu du Projet d'autosuffisance à condamner en bloc cette réalité. Celles qui avaient refusé l'offre étaient plus nombreuses à souffrir d'un handicap physique grave que celles qui l'avaient acceptée, mais il y avait aussi d'autres différences moins évidentes entre les deux groupes. Ainsi, l'argent semblait avoir plus d'importance pour celles qui avaient accepté l'offre, alors que la crainte de l'inconnu était plus répandue chez celles qui l'avait refusée. Celles qui avaient accepté l'offre semblaient aussi être plus en mesure de surmonter des obstacles qui s'étaient révélés insurmontables pour celles qui l'avaient refusée, et elles semblaient davantage prêtes à prendre n'importe quel emploi, même un emploi mal rémunéré et de rang inférieur.

Méthodologie

Douze séances de discussion ont été organisées avec 12 groupes de participantes du sud de la Colombie-Britannique et du sud du Nouveau-Brunswick faisant partie du groupe programme du Projet d'autosuffisance. Celles qui ont participé aux séances de discussion avaient été choisies par des représentants du Projet d'autosuffisance aux Services à la famille de Saint-John (Nouveau-Brunswick) et chez Bernard C. Vinge and Associates, de Vancouver (Colombie-Britannique). La participation aux groupes de discussion était volontaire, et celles qui y ont participé avaient déjà

pour la plupart eu des contacts avec le personnel du programme; elles n'ont pas été choisies au hasard.

On a pris soin de choisir des participantes qui appartenait à l'une ou l'autre des catégories suivantes: 1) celles qui avaient accepté l'offre de supplément et qui touchaient encore le supplément (celles qui avaient accepté l'offre); 2) celles qui avaient accepté l'offre de supplément, mais qui avaient quitté leur emploi depuis (celles qui avaient décroché); 3) celles qui n'avaient pas accepté l'offre de supplément, mais qui avaient déjà manifesté leur intérêt (celles qui avaient refusé l'offre/intéressées); et 4) celles qui n'avaient pas accepté l'offre de supplément et qui avaient bien indiqué que cela ne les intéressait pas (celles qui avaient refusé l'offre/pas intéressées). Les différences éventuelles entre milieu rural et milieu urbain étaient des considérations secondaires pour la répartition des participantes dans les groupes de discussion.

Les six groupes recrutés dans chacune des deux régions comprenaient deux groupes composés de celles qui avaient accepté l'offre; un groupe composé de celles qui avaient décroché; un groupe de celles qui avaient refusé l'offre/intéressées; et un groupe de celles qui avaient refusé l'offre/pas intéressées. En outre, il y avait également dans chaque région un groupe de participantes venant d'un milieu rural qui avaient refusé l'offre sans égard à l'intérêt qu'elles avaient manifesté (celles qui avaient refusé l'offre/groupe mixte). À cause d'un problème de recrutement, on trouvait aussi au Nouveau-Brunswick dans ce groupe mixte de celles qui avaient refusé l'offre un certain nombre de participantes qui avaient décroché et qui étaient d'ailleurs plus nombreuses que les autres dans ce groupe. Au total, 99 chefs de famille monoparentale ont participé à ces groupes de discussion, 55 d'entre elles ayant accepté l'offre et persévéré ou décroché et 44 ayant refusé l'offre. Sur les 99 chefs de famille monoparentale qui ont participé aux groupes, deux étaient des hommes, qui faisaient tous deux partie du même groupe de celles qui avaient accepté l'offre à Vancouver.⁴

Les différences qui sont ressorties entre celles qui avaient refusé l'offre/intéressées et celles qui avaient refusé l'offre/pas intéressées étaient minimales. Plusieurs de celles qui n'étaient soi-disant "pas intéressées" ont même indiqué qu'elles étaient en fait intéressées, mais qu'elles n'avaient tout simplement pas pu accepter l'offre. Par conséquent, les deux groupes ne sont pas examinés séparément dans le rapport qui suit.

Les femmes qui ont accepté de participer aux groupes de discussion avaient de un an à un peu moins de deux ans d'expérience du Projet d'autosuffisance depuis que la répartition au hasard les avait placées dans le groupe programme. Ainsi, celles qui avaient accepté l'offre avaient toutes une certaine expérience de la formule travail-supplément, mais cette expérience était plus ou moins longue selon le cas. D'après les données démographiques de base qui ont été recueillies au moment de leur inscription initiale au programme, l'âge moyen était de 34 ans. La majeure partie d'entre elles n'avaient jamais été mariées. La plupart étaient de race blanche, d'ascendance britannique ou

⁴Cette proportion n'est pas attribuable à un contingentement délibéré, mais reflète effectivement la proportion différente de mères célibataires (95 p. 100) et de pères célibataires (5 p. 100) qui bénéficient de l'Aide au revenu au Canada. Étant donné que la grande majorité des groupes dont il est question dans notre rapport étaient composés uniquement de femmes, nous utiliserons généralement le féminin pour désigner les participantes aux groupes de discussion.

canadienne, et elles étaient presque toutes nées au Canada. Elles avaient en moyenne 1,8 enfant chacune, et la plupart avaient des enfants de six ans ou plus. Sous ce rapport, celles qui avaient accepté l'offre et celles qui l'avaient refusée se ressemblaient, comme d'ailleurs sous la plupart des rapports. Cependant, parmi l'ensemble de celles qui avaient refusé l'offre, celles qui ont participé à nos groupes de discussion présentaient quelques caractéristiques démographiques particulières, qui ne correspondaient pas toujours à ce qu'on attendait. Elles semblaient être généralement plus instruites. Cette différence s'explique peut-être par le fait que la participation aux groupes de discussion était volontaire; les personnes qui se sentent à l'aise pour participer à des discussions de ce genre seraient plus susceptibles d'accepter d'y prendre part. Le niveau d'instruction plus élevé de celles qui ont refusé l'offre pourrait toutefois avoir influencé certaines de leurs réponses, notamment leurs réponses concernant les emplois dits de "bons emplois". En outre, celles qui avaient refusé l'offre et que nous avons recrutées pour nos groupes de discussion semblaient proportionnellement plus susceptibles que l'ensemble du groupe échantillonné d'avoir été en contact avec l'aide sociale pendant leur enfance et d'avoir une expérience de travail cumulative moins grande.

Comme le lecteur pourra s'en rendre compte dans les pages qui suivent, les mamans qui ont participé à ces groupes ont souvent les mêmes préoccupations et convictions que tous les parents en général. Elles se font du souci pour leurs enfants et veulent leur donner ce qu'il y a de mieux aujourd'hui et pour l'avenir. Collectivement, elles sont plus pauvres et moins bien instruites que la plupart des Canadiens, mais comme la plupart de nous, elles ont des espoirs pour l'avenir et rêvent notamment de réalisation individuelle et de sécurité financière.

Structure des séances de discussion

Les participantes à chacun des groupes de discussion ont été invitées par l'animateur à réfléchir à divers aspects de leur expérience du Projet d'autosuffisance depuis le premier moment où elles avaient entendu parler du programme. Elles ont notamment été appelées à nous faire part, non seulement de leurs premières impressions, mais aussi des raisons qui les avaient incitées à accepter l'offre ou à la refuser et de la perception qu'elles avaient après coup de certains éléments. Bien qu'elles aient passé la majeure partie de la séance de deux heures à discuter de ces questions, les participantes ont également fait plusieurs exercices à caractère plus projectif visant d'une part à obtenir des réponses de celles qui s'exprimaient moins facilement et d'autre part à gratter la surface pour aller au-delà de l'auto-censure dont témoignaient peut-être certaines réponses. Les éléments de la séance de discussion de deux heures sont décrits ci-après.

Expérience comparée: Projet d'autosuffisance et Aide au revenu

Plusieurs des questions et exercices avaient pour but de mettre à jour les réactions affectives et évaluatives des participantes à leur état de prestataire de l'Aide au revenu ainsi qu'au premier contact qu'elles avaient eu avec le Projet d'autosuffisance et à l'expérience qu'elles en avaient. Les participantes ont tout d'abord été invitées à nous livrer leurs réactions spontanées ou "instinctives". Ainsi, chaque séance de discussion commençait par un exercice où les participantes devaient écrire la première chose qui leur venait à l'esprit quand elles entendaient les mots "Projet

d'autosuffisance” et quand elles entendaient les mots “Aide au revenu” (tantôt dans cet ordre tantôt dans l'ordre inverse, de façon que certains groupes entendaient d'abord les mots “Projet d'autosuffisance”, alors que d'autres entendaient d'abord les mots “Aide au revenu”). Après nous avoir parlé de leurs réactions initiales au Projet d'autosuffisance et à l'Aide au revenu, les participantes ont été amenées à en parler de façon plus concrète. Elles ont été invitées à réfléchir au premier contact qu'elles avaient eu avec le Projet d'autosuffisance. Comment avaient-elles entendu parler du projet pour la première fois? Que restait-il dans leur souvenir de ces premiers éléments d'information? Y avait-il quelque chose en particulier dont elles se souvenaient? Quelles avaient été leurs réactions initiales quand elles avaient entendu parler du Projet d'autosuffisance?

Que se passait-il quand elles se présentaient au bureau de l'Aide au revenu ou du Projet d'autosuffisance? Se sentaient-elles à l'aise? Se sentaient-elles bienvenues? Était-on serviable pour ce qui était de leur offrir des renseignements au sujet des programmes et des services? Était-on poli? Leur donnait-on des explications claires? Quel message leur était véhiculé dans chaque cas?

Avantages et inconvénients du travail et de l'assistance sociale

Quand les participantes songeaient au travail, quels étaient les avantages et les inconvénients qui ressortaient dans leur esprit? Et quand elles songeaient à l'état de prestataire de l'Aide au revenu, quels étaient les avantages et les inconvénients qui ressortaient dans leur esprit? Tous les groupes se sont livrés à une séance de brainstorming et ont produit ainsi une liste des avantages et des inconvénients les plus marqués de ces deux expériences.

Évaluer l'offre

Les participantes ont été invitées à réfléchir à ce qui se produisait dans leur vie au moment où on leur avait offert le supplément de revenu. Elles ont été invitées à se rappeler ce qui se passait avec leurs enfants et avec les autres personnes de leur entourage ainsi qu'à l'image qu'elles avaient d'elles-mêmes et, le cas échéant, aux projets d'avenir qu'elles avaient. Nous leur avons demandé de nous faire savoir, le cas échéant, quels étaient les éléments de l'offre qu'elles avaient trouvés les plus intéressants, et quels étaient ceux qui leur avaient paru le moins intéressants. Nous leur avons ensuite demandé de nous parler des facteurs qui auraient pu les empêcher de vouloir accepter l'offre ou de se sentir capables de le faire (services de garde, propos décourageants des autres, transport, temps pour soi, problèmes concernant l'éducation, etc.). Enfin, nous les avons invitées à réfléchir aux éléments qui auraient pu les aider à décider d'accepter l'offre de supplément (encouragement des autres et événements ou circonstances propices à l'acceptation de l'offre).

Répondre aux critères

Celles qui avaient décidé d'accepter l'offre de supplément devaient entreprendre certaines démarches afin de pouvoir commencer à toucher le supplément: 1) elles devaient se trouver un emploi à plein temps, ou à tout le moins 30 heures de travail par semaine, et 2) elles devaient trouver quelqu'un pour s'occuper de leurs enfants. Les participantes ont été invitées à réfléchir à

leur expérience et à nous dire si elles avaient eu du mal à se trouver un emploi et ce qu'elles trouvaient le plus difficile s'agissant de faire garder leurs enfants (coût, transport, temps passé loin des enfants, etc.).

Regard sur le passé

Nous avons demandé à toutes les participantes de réfléchir à l'impact que le Projet d'autosuffisance avait eu ou aurait pu avoir sur leur vie. Le plus souvent, les questions que nous avons posées pour ce volet de la discussion variaient selon que le groupe était composé de personnes qui avaient accepté l'offre ou de personnes qui l'avaient refusée.

À celles qui avaient accepté l'offre, nous avons demandé ce qu'elles pensaient de l'emploi qu'elles avaient trouvé et de la façon dont le supplément avait changé leur vie. Aimaient-elles leur emploi? Étaient-elles satisfaites du salaire qu'elles touchaient? Croyaient-elles pouvoir réaliser leurs objectifs d'avenir en travaillant à cet emploi? Quel effet, le cas échéant, le fait de travailler et de toucher le supplément avait-il sur leurs rapports avec leurs enfants et les autres membres de leur famille ainsi qu'avec leurs amis, y compris leurs amis masculins?

Quant à celles qui avaient refusé l'offre, nous les avons invitées à réfléchir à la façon dont leur vie aurait pu changer si elles avaient accepté l'offre de supplément. Elles ont été invitées à réfléchir, non seulement aux changements personnels qui auraient pu en résulter, mais à ce qu'elles imaginaient comme changements possibles dans leur vie au foyer, dans leurs rapports avec leurs enfants, leurs amis et les membres de leur famille et, le cas échéant, dans leur vie amoureuse.

Enfin, toutes les participantes ont été invitées à choisir parmi un paquet de “cartes émotions” présélectionnées, les cartes qui traduisaient le plus fidèlement le sentiment que leur inspirait chacune des quatre activités suivantes: renoncer à l'Aide au revenu, accepter le supplément de revenu, trouver un service de garde et trouver un emploi. Pour celles qui estimaient que les cartes présélectionnées ne reflétaient pas bien ce qu'elles ressentaient, nous avons aussi des cartes en blanc.

Améliorations à apporter au Projet d'autosuffisance

Les participantes ont été invitées à imaginer qu'elles étaient responsables du Projet d'autosuffisance et qu'elles avaient la possibilité de proposer n'importe quelle modification qui rendrait la tâche plus facile pour celles - qu'il s'agisse d'elles-mêmes ou d'autres bénéficiaires éventuelles - qui voudraient accepter l'offre. Chaque groupe s'est livré à une séance de brainstorming pour en arriver à une liste de modifications proposées.

Regard sur l'avenir

Chaque séance de discussion s'est terminée par un exercice de projection où les participantes devaient choisir parmi une multitude d'images tirées de magazines celle qui se

rapprochait le plus de l'idée qu'elles se faisaient de ce que serait leur vie dans cinq ans. Les participantes ont ensuite discuté de leur choix.

Structure du rapport

Voici comment nous avons structuré notre rapport. Nous fondant sur divers exercices réalisés avec les groupes de discussion, nous décrivons au chapitre deux ce que c'est que d'être prestataire de l'Aide au revenu du point de vue des chefs de famille monoparentale qui ont participé aux groupes. Les participantes ont d'abord été invitées à noter ce qui leur venait immédiatement à l'esprit quand elles pensaient aux mots "Aide au revenu", de sorte que nous avons pu nous faire une idée des sentiments que leur inspirait leur état de prestataire. À ces réactions spontanées sont venues s'ajouter des évaluations plus réfléchies lors d'exercices ultérieurs où les participantes ont été appelées à évaluer l'Aide au revenu sous l'angle de leur contact avec le personnel et de l'ambiance générale du bureau et à faire du brainstorming sur les avantages et les inconvénients du travail rémunéré par rapport à l'Aide au revenu.

Au chapitre trois, nous nous penchons sur les sentiments, les expériences et les problèmes auxquels les participantes avaient été confrontées quand elles avaient décidé d'accepter l'offre de supplément ou de la refuser. Comment ces mères célibataires avaient-elles réagi quand on leur avait parlé pour la première fois de l'offre de supplément? Y avait-il des circonstances particulières qui faisaient qu'il était difficile pour certaines d'envisager de renoncer à l'Aide au revenu pour accepter l'offre de supplément? Y avait-il aussi des circonstances qui faisaient que cette décision était plus facile à prendre pour certaines que pour d'autres? Nous résumons dans notre analyse les réactions instinctives des participantes aux mots "Projet d'autosuffisance" ainsi que leurs réponses plus réfléchies à un certain nombre d'autres questions, depuis les sentiments que leur inspirait leur expérience du Projet d'autosuffisance et le premier souvenir qu'elles en avaient jusqu'à l'évocation de certains des facteurs qui les avaient incitées à accepter l'offre ou qui les en avaient empêchées. Dans la dernière partie du chapitre, nous nous intéressons tout particulièrement à celles qui ont refusé l'offre et nous explorons certaines questions qui leur sont propres.

Le chapitre quatre porte sur celles qui ont accepté l'offre. Nous examinons certains des problèmes d'ordre pratique auxquels elles ont été confrontées pour ce qui est de trouver un emploi et de faire garder leurs enfants, et nous essayons de déterminer s'il y avait quelque chose en elles ou dans leur vie qui faisait qu'elles étaient plus susceptibles d'accepter l'offre. Nous nous intéressons à la façon dont elles ont surmonté les obstacles qui auraient pu les empêcher d'accepter l'offre, aux attitudes qui ont peut-être influencé leur décision et à ce que leur vie est devenue après qu'elles ont commencé à travailler et à toucher le supplément. En outre, nous jetons un bref coup d'oeil sur celles qui ont quitté leur emploi après avoir accepté l'offre, c'est-à-dire à celles qui ont décroché.

Au chapitre cinq, nous suivons les participantes dans le voyage imaginaire qu'elles sont appelées à faire à l'aide de diverses images tirées de magazines pour nous dire à quoi elles voudraient que leur vie ressemble dans cinq ans. Enfin, au chapitre six, nous résumons les principaux thèmes évoqués lors des séances de discussion.

Les participantes aux groupes de discussion ont passé deux heures à discuter de façon intense avec les animateurs. Si elles ont en commun d'être mère et prestataire de l'Aide au revenu, ces chefs de famille monoparentale forment par ailleurs un groupe extrêmement hétérogène. Certaines bouillonnaient de joie, d'autres de rage; certaines étaient pleines d'espoir pour l'avenir, d'autres étaient sans espoir. Comme dans tous les groupes, certaines des participantes à nos groupes de discussion étaient plus expansives que d'autres, mais de manière générale, la discussion était animée et le taux de participation élevé. L'humour avait sa place dans la plupart des discussions, mais les récits douloureux étaient nombreux et les larmes ont coulé parfois. À quelques rares exceptions près, ces chefs de famille monoparentale souhaitent une vie différente de celle qu'elles connaissent en tant qu'assistée sociale. Si toutefois elles continuent à dépendre de l'Aide au revenu, c'est bien souvent parce qu'elles ont l'impression d'être enfoncées dans un borbier et de ne pas pouvoir prendre pied et s'engager dans la voie qui leur permettra de sortir de là. Bien que notre recherche soit centrée sur la question de savoir quelles sont les différences entre celles qui ont accepté l'offre et celles qui l'ont refusée, nous devons aussi nous demander comme question corollaire pourquoi certaines voient une issue possible alors que d'autres ne voient que le cul-de-sac.

Chapitre 2

On voudrait s'en sortir, mais... aide sociale ou travail rémunéré

Pour comprendre dans quel contexte les participantes ont répondu à l'offre d'un supplément, les chercheurs ont commencé par essayer de savoir ce que c'est que d'être chef de famille monoparentale prestataire de l'Aide au revenu. Que pense-t-on, que ressent-on quand on décide d'accepter une aide financière comme celle-là? À quoi peut ressembler la vie quotidienne de la femme chef de famille monoparentale et de ses enfants? Enfin, puisque la plupart des assistées sociales ont choisi en toute connaissance de cause de devenir prestataires de l'Aide au revenu, quel est l'attrait de ce choix de vie par rapport au travail rémunéré?

Sentiments qu'inspire l'Aide au revenu

Il convient de préciser dès le départ que, contrairement à ce que pensent bien des Canadiens, ces chefs de famille monoparentale n'aiment guère dépendre de l'assistance sociale. Elles ne considèrent pas l'assistance sociale comme un moyen de se la couler douce. Quand on insiste pour qu'elles énumèrent les aspects positifs de l'Aide au revenu, elles sont capables de produire une liste assez imposante, mais le simple fait d'entendre les mots "Aide au revenu" suscite chez elles une réaction spontanée qui est on ne peut plus négative. À toutes les séances de discussion tenues dans chacune des deux provinces, la simple mention de ces mots lors du premier exercice d'association libre a aussitôt déclenché un grognement audible chez la plupart des participantes. Quelques-unes réagissaient ainsi au simple fait d'être pauvres, mais l'exercice initial d'association libre et les observations plus réfléchies que les participantes ont faites par la suite donnent à penser que cette réaction est attribuable à deux grands facteurs. D'une part, elles détestent la honte qui se rattache à la condition d'assistée sociale et le sentiment de détresse lié à cet état de dépendance. D'autre part, elles ont l'impression de n'avoir aucun pouvoir du fait qu'elles sont prestataires de l'assistance sociale; elles considèrent qu'elles ont à toutes fins utiles perdu la maîtrise de leur vie et elles n'ont guère confiance en leur capacité à améliorer leur situation.

La honte

Bon nombre des participantes défendaient leur décision de recourir à l'assistance sociale, qu'elles soient toujours prestataires ou qu'elles l'aient déjà été. Elles étaient toutefois unanimes à dire que la société condamnait ce choix de vie qu'elles avaient fait, et cette perception colorait leurs rapports avec le monde extérieur et avec les représentants du régime d'Aide au revenu. Une des participantes a expliqué ce qu'elle ressentait en ces termes: "*Les médias, le milieu ambiant, les personnes que nous côtoyons, tout conspire à nous donner cette impression.*" Des mots comme "*honte*", "*humiliant*" et "*gênant*" revenaient sans cesse dans la bouche des participantes, qui disaient aussi se sentir "*méprisées*" et "*inférieures*". À cause de cette honte qu'elles ressentaient, les femmes, bien souvent, se gardaient de révéler, parfois même à leurs propres enfants, qu'elles

touchaient des prestations d'aide sociale. Candace⁵ racontait comme elle essayait de se cacher pour encaisser son chèque mensuel: *“C'est humiliant, extrêmement humiliant. Le simple fait d'aller à la banque où d'autres personnes te voient encaisser ton chèque.”* Une autre femme renchérisait: *“Tu le caches ton chèque. C'est vrai. Moi, je le tenais à l'envers. Quand je le signalais, j'avais toujours quelque chose pour le cacher.”*

Pour ces femmes, le terme “assistance sociale”, ou même “Aide au revenu”, est devenu synonyme d'infériorité. Une des participantes s'est même excusée auprès du groupe d'avoir utilisé le terme, tandis qu'une autre expliquait: *“Les gens vous traitent de ‘bien-êtreux’. On vous regarde - toutes celles qui sont ici le savent bien - avec l'air de dire ‘t'es une moins que rien’, hein? Ça te démoralise comme c'est pas possible.”* Selon Denise, les gens *“arrêtent aussitôt de te parler dès que tu dis les mots ‘Aide au revenu’”*. D'autres disaient que l'expérience qu'elles en avaient les incitait à beaucoup de prudence quand on les interrogeait sur leur situation: *“Quand tu rencontres des gens et qu'on te demande ce que tu fais dans la vie...tu réponds tout bas...[marmonnement]. Souvent, on pense que t'es rien qu'une paresseuse, que tu t'en fous, ou que t'as pas beaucoup d'instruction.”*

C'est peut-être Tanya qui, plus que toutes les autres, incarnait le personnage de la “prestataire inavouée”; cette femme avait réussi à élever ses enfants jusqu'à l'âge adulte, sans jamais leur révéler qu'ils vivaient de l'assistance sociale. Au moment où nous l'avons rencontrée, Tanya avait elle-même accepté sa décision de recourir à l'assistance sociale et de rester au foyer avec ses enfants, et ses enfants savaient maintenant ce qu'il en était. D'autres n'avaient pas encore réussi à réconcilier leur état de dépendance avec les valeurs auxquelles elles souscrivaient auparavant. Denise a fondu en larmes quand elle s'est mise à nous expliquer pourquoi elle avait écrit les mots *“pauvre, paresseuse, pauvreté et honte”* comme étant les premiers qui lui étaient venus à l'esprit en entendant les mots “Aide au revenu”: *“Paresseuse en ce sens que les autres te pensent paresseuse parce que tu reçois des prestations. Les autres te voient comme quelqu'un qui s'en fout - t'as une très mauvaise opinion de toi-même. Pour moi, c'est synonyme de pauvreté, de honte, parce que ma fille fait rire d'elle...”* (Elle n'a pas pu continuer.)

En fait, bien que les réponses des participantes lors de l'exercice d'association libre témoignaient surtout de la honte qu'elles ressentaient elles-mêmes à être assistées sociales, pendant la discussion qui a suivi, beaucoup d'entre elles se disaient préoccupées par l'effet que leur dépendance à l'égard de l'Aide au revenu et la honte qui s'y rattachait avaient sur leurs rapports avec leurs enfants et sur les enfants eux-mêmes. La culpabilité semblait peser très lourd dans leurs observations, quand elles disaient notamment ne pas pouvoir offrir à leurs enfants les vêtements, la nourriture ou les sorties en famille auxquelles ils étaient en droit de s'attendre ou que leur état de dépendance se répercutait sur la vie sociale de leurs enfants. Une des participantes a expliqué la situation en ces termes: *“Les autres enfants peuvent être méchants, et certains adultes aussi. Ils [les enfants] sont pénalisés pour quelque chose qui n'est vraiment pas de leur faute.”* Cette réaction était plus fréquente chez les nouvelles prestataires de l'Aide au revenu, mais elle se

⁵Pour protéger la vie privée des participantes aux groupes de discussion, partout leurs noms ont été changés de même que certains détails pouvant permettre de les identifier.

remarquait aussi chez certaines prestataires de longue date. Voici ce que disait Grace, qui vivait de l'Aide au revenu depuis l'enfance:

Ma soeur était sur le bien-être elle aussi... pis mon autre soeur, elle est très très intelligente - bon emploi, tout ça - mais elle a décidé de rester au foyer et de toucher des prestations, elle aussi. ...Mes enfants en sont pas très fiers; ils aiment pas vraiment que leurs amis le sachent, même si la moitié de leurs amis ont des parents qui sont, eux aussi, sur le bien-être. Je sais pas. On a comme l'impression d'appartenir à une classe inférieure.

Comme le montrent les réflexions suivantes, ce sont des sentiments comme ceux-là qui ont amené un groupe de participantes du Nouveau-Brunswick à se dire très préoccupées par le fait qu'elles étaient peut-être en train de perpétuer un cycle de dépendance intergénérationnelle:

C'est pas drôle d'être assistée sociale. T'as pas de quoi nourrir tes enfants. Tes enfants s'en vont à l'école et ils ont du mal à apprendre parce que tu peux pas leur donner de lait; tu peux pas leur donner des bonnes choses à manger... Tu peux pas dire ça à la travailleuse sociale qui en profitera pour t'enlever tes enfants.

Tes enfants apprennent pas à être responsables. Ils apprennent pas à être indépendants quand tu vis de l'assistance sociale. Ils apprennent à vivre aux frais du gouvernement.

J'en ai un qui veut aller à Disneyland. Je demanderais pas mieux que de l'emmenner à Disneyland. Je lui dis: Je peux pas t'emmenner à Disneyland parce que j'en ai pas les moyens, et la seule façon pour toi d'y aller un jour, c'est d'aller à l'école, d'aller à l'université, de décrocher un bon emploi et d'y emmener tes enfants. Sinon, tu feras comme moi et t'élèveras tes enfants avec l'aide du gouvernement.

Enfin, plusieurs des réflexions des participantes montraient qu'elles se sentaient jugées par les intervenants de l'Aide au revenu, qui semblaient refléter l'opinion générale de la société. Pour Pam, l'Aide au revenu évoquait la pauvreté, mais aussi l'humiliation, car “le plus dur c'est pas de pas avoir assez d'argent pour vivre, c'est de se sentir humiliée par ces gens-là avec qui on traite... On est moins que rien pour eux.” Comme l'a dit une autre participante: “Quand t'es devant eux, t'as l'impression d'être bonne à rien, et ils te méprisent parce que t'as des enfants.” Certaines étaient très conscientes de la différence entre leur situation économique et celle des intervenants de l'Aide au revenu. Une des participantes l'a expliqué en ces termes:

Ils appartiennent à une autre classe. C'est comme ça que je vois ça: je vois pas comment ils peuvent comprendre puisqu'ils vivent dans un monde complètement différent où ils ont tout, l'auto, la maison, le beau bureau propre et confortable [tandis que] de l'autre côté du comptoir, y a rien que des gens crasseux. C'est parfois difficile de respirer; ça pue même des fois. Mais eux sont de l'autre côté. On les regarde et on voit bien qu'ils ont de l'argent. Ils sont très propres; ils ont des

bureaux très propres... ils ont l'air d'être mieux nourris, ils sont mieux habillés. Ils ont tout ce qui est bien de l'autre côté.

Il est intéressant de noter que, même si les réflexions de ce genre semblent indiquer qu'elles aimeraient avoir une certaine aisance économique, de manière générale, l'argent n'avait pas de valeur intrinsèque pour ces femmes. Quand elles en parlaient, c'était parce qu'elles auraient voulu être en mesure d'offrir des petits luxes à leurs enfants, comme de les emmener à Disneyland ou même au McDonald. Même quand on leur demandait d'imaginer ce que pourrait être leur avenir, la réussite financière venait en bas de liste.

La perte de pouvoir

Comme elles sont très sensibles à la façon dont elles sont perçues par l'ensemble de la société et par ceux dont les décisions les touchent le plus directement dans leur vie quotidienne, beaucoup de ces femmes, il va sans dire, avaient une mauvaise image d'elles-mêmes et n'avaient guère confiance en leur capacité à influencer les décisions les concernant directement. Environ le quart de toutes celles qui ont participé aux groupes de discussion disaient se sentir “*prises au piège*”, “*coincées*” et “*dépendantes*” du fait qu'elles vivaient de l'assistance sociale. Elles se disaient “*déprimées*” et “*désespérées*”.

Plusieurs d'entre elles en étaient venues à assimiler cette image négative d'elles-mêmes qu'elles croyaient voir chez les autres. Si elles étaient devenues prestataires de l'Aide au revenu, c'était par leur faute, parce qu'elles avaient échoué ou qu'elles n'étaient tout simplement pas à la hauteur. Elles se décrivaient elles-mêmes comme des “*minables*” ou des “*décrocheuses*”. Même si elles essayaient de se convaincre elles-mêmes de leur valeur, au plus profond d'elles-mêmes, elles n'arrivaient pas tout à fait à y croire. Les propos de Marie l'illustrent: “*Je suis intelligente, je crois être très intelligente, et j'aime pas vivre comme ça. Mes amis - je dirais pas qu'ils sont riches, mais ils sont fonctionnaires... et c'est plus fort que moi, quand je suis avec eux, j'ai l'impression d'être une minus.*”

Ces participantes ne disaient pas que les autres les considéraient comme “*paresseuses*”; elles disaient qu'elles *étaient* paresseuses. Elles avaient l'impression que, pour une raison quelconque, elles avaient échoué dans la vie, et elles acceptaient le jugement des autres qui disaient que, si elles avaient fait plus d'effort, si seulement elles s'en étaient donné la peine, elles “*auraient dû pouvoir cesser de dépendre de l'assistance sociale*”. Myrna l'a expliqué en ces termes:

Que tu vives de l'assistance sociale ou que tu y sois revenue, t'as l'impression que t'aurais dû pouvoir te prendre en main, devenir quelqu'un, mais non. T'es là à rien faire, tu touches ton chèque une fois par mois, t'essayes de survivre tant bien que mal, avec tes enfants... et c'est démoralisant.

Selon Gwen, quand on est assistée sociale, on accepte d'être inférieure à tous les égards: “*Tout est minable, ta qualité de vie, tes amis, ton milieu.*” Plusieurs participantes, il va sans dire, étaient “*déprimées*” par leur situation. Une d'elles disait: “*Je suis tellement déprimée que je pleure*

tout le temps. J'ai été hospitalisée pendant quatre mois, vous savez, parce que je faisais une dépression aiguë."

Certaines se sentaient "prises au piège", du fait qu'elles ne pouvaient pas échapper à leur situation financière, l'Aide au revenu leur permettant tout juste de vivre, mais n'ayant pas les compétences voulues pour se trouver un emploi qui leur permettrait de renoncer à leurs prestations. Pour Wanda, c'est comme "*te retrouver dans les limbes, sans porte de sortie et sans aucune aide pour améliorer ta situation*". Écoutons encore Kathleen à ce sujet:

On dirait presque que c'est un piège... [l'Aide au revenu] est censée être là pour t'aider à te remettre sur tes pieds, mais quand j'ai essayé d'aller travailler - j'ai trois enfants - je me suis rendu compte que j'étais pas plus avancée parce qu'on m'enlevait tout ce que je gagnais. Plus tu gagnais d'argent, plus on t'en enlevait, et j'ai rien contre ça parce que, nous aussi, on doit faire notre part, mais c'était très strict et [t'avais l'impression] d'avoir bien peu de chances de t'en sortir.

Par ailleurs, quand ces femmes disent être prises dans une situation "sans porte de sortie", c'est aussi dans certains cas qu'elles ont l'impression d'avoir perdu tout pouvoir de décision véritable, qu'il s'agisse de pouvoir gérer elles-mêmes leur budget ou se mettre en ménage avec quelqu'un. Ce sont les intervenants de l'Aide au revenu avec qui elles traitent qui détiennent le pouvoir de décision absolu selon elles. Une des participantes a décrit la situation en ces termes: "*Ils ont le pouvoir de dire 'oui, tu peux avoir telle chose' ou 'non, tu ne peux pas avoir telle chose'*", et beaucoup de femmes se plaignaient de ne plus être aux commandes de leur vie et de ne plus avoir aucune intimité. Comme le disait une participante: "*Ils [les employés de l'Aide au revenu] peuvent se présenter chez toi n'importe quand.*" Il n'est pas surprenant que, quand ces chefs de famille monoparentale s'en prennent à la vie qu'elles mènent comme assistée sociale, ce sont les employés de l'Aide au revenu, en raison du pouvoir direct qu'ils exercent sur elles et du fait qu'ils sont les représentants d'un appareil bureaucratique souvent perçu comme très lourd, insensible et excessivement frustrant, qui essuient le gros de leurs critiques.⁶ De même, les réceptionnistes des bureaux de l'Aide au revenu leur servent souvent de paratonnerres: "*Ceux qui... sont là à la réception, ce sont eux qui donnent le ton dès que t'ouvres la porte. Si t'as l'impression en mettant les pieds là qu'ils se sentent meilleurs que toi, t'es aussitôt sur la défensive.*" Il se peut bien que les prestataires de l'Aide au revenu, qui le plus souvent ont déjà une très piètre estime de soi, s'attendent à être rejetées avant même de pénétrer dans l'immeuble. Comme Ann nous l'a expliqué: "*Je pense qu'on finit par avoir une très mauvaise image de soi. On a l'impression qu'on vaut rien, alors on se présente là la tête basse.*"

Encore une fois, ce qu'il faut retenir de toutes ces réflexions, c'est que ces femmes n'aiment pas être prestataires de l'Aide au revenu; les trois quarts du temps, leur réaction spontanée aux mots

⁶En fait, quand elles étaient appelées à entrer dans les détails, beaucoup des participantes pouvaient donner des exemples d'employés qu'elles avaient appréciés. Elles allaient même parfois jusqu'à dire que ces employés étaient "vraiment très bien". Certains employés font vraiment tout ce qu'ils peuvent pour aider leurs clients: les aider à obtenir certains avantages pour leurs enfants ou à les inscrire à des programmes, par exemple, ou encore donner à une cliente particulièrement indigente de l'argent de leur poche pour qu'elle puisse s'acheter un billet d'autobus.

“Aide au revenu” était négative. Même par la suite, après qu'elles avaient eu l'occasion de réfléchir aux avantages et aux inconvénients de leur expérience comme prestataires de l'Aide au revenu et qu'elles avaient réussi à énumérer beaucoup d'éléments positifs, la liste des éléments négatifs était toujours bien plus longue.

Perception du travail

Les participantes avaient presque toutes une certaine expérience de travail et trouvaient beaucoup d'avantages au fait de travailler. D'abord, elles considéraient que le travail leur permettait d'avoir une meilleure estime de soi et d'être davantage aux commandes de leur vie. Voici certaines des réflexions que nous avons entendues: *“Tu te lèves le matin et tu sais ce que tu vas faire... tu te sens confiante”, “Tu te sens utile” et “T'es productive... tu contribues à l'économie. Tu demandes pas la charité.”* Mandy décrivait son expérience en ces termes: *“Tu peux commencer à acheter des choses pour ta maison ou ton appartement simplement parce que t'en as envie, et t'as pas besoin de dire à personne que tu vas acheter ces choses-là.”* Plusieurs des participantes disaient que le fait de travailler leur donnait l'impression que l'argent qu'elles gagnaient leur appartenait véritablement (*“Même si c'est pas grand chose... au moins je peux en faire ce que je veux”*) et qu'elles pouvaient par conséquent décider de ce qu'elles en feraient (*“t'as pas de comptes à rendre à personne”*). Elles avaient également l'impression d'être *“plus respectées des autres”* parce que cet argent, elles l'avaient gagné elles-mêmes et, même si elles étaient peu nombreuses à penser que ce serait bon pour leurs enfants qu'elles travaillent, quelques-unes d'entre elles étaient d'avis que l'exemple qu'elles donneraient à leurs enfants en travaillant leur permettrait d'apprendre *“la responsabilité”, “l'indépendance” et “le respect”*.

Dans tous les groupes, bon nombre des participantes pouvaient imaginer que le fait de travailler améliorerait dans l'ensemble leur qualité de vie: elles se feraient plus d'amis et s'occuperaient davantage d'elles-mêmes, et même le temps aurait vraiment un sens. Léa pensait qu'elle dormirait mieux la nuit parce qu'elle se serait dépensée au travail: *“Tu peux pas passer toute ta journée à astiquer et froter.”* Si nous incluons celles pour qui travailler c'était avoir une certaine sécurité financière ou à tout le moins pouvoir acheter plus de choses pour leurs enfants et pour elles-mêmes, un peu moins de la moitié de toutes les mères célibataires qui ont participé à nos groupes de discussion considérait que le travail était le gage d'une vie meilleure. En tout cas, il est révélateur qu'aucune des participantes, quand on leur demandait d'imaginer où elles voulaient être dans cinq ans, n'a répondu: *“J'espère vraiment être encore prestataire de l'Aide au revenu.”*

Pourquoi ne pas travailler alors?

Nous ne pouvons faire autrement que de nous demander: si ces chefs de famille monoparentale détestent à ce point être prestataires de l'Aide au revenu et trouvent tellement d'avantages à travailler, pourquoi sont-elles si nombreuses à continuer à dépendre de l'Aide au revenu? Si la question est évidente, les réponses le sont tout autant. Certaines continuent à

dépendre de l'Aide au revenu parce qu'elles souffrent d'un grave handicap physique; d'autres poursuivent leurs études; d'autres encore ont décidé en toute connaissance de cause de rester au foyer tant que leurs enfants ne seront pas à l'école. Il y a aussi d'autres explications, notamment que l'Aide au revenu, comme l'ont fait remarquer plusieurs des participantes, incite à "la paresse". Quand nous avons cherché à savoir ce qu'elles entendaient au juste par "paresse", nous avons constaté qu'il s'agissait pour elles d'une inertie générale, d'un "sentiment de dépendance qui va en s'accroissant". Comme nous l'a expliqué une participante: "Tu deviens entièrement dépendante du système et de la personne qui s'occupe de ton dossier." Quand on a affaire à quelqu'un qui souffre déjà d'une piètre estime de soi, ce sentiment de dépendance atténue le désir de travailler. Voici comment Dana décrivait la transformation qui se produit:

Les premiers mois où tu touches des prestations, t'as toujours l'intention de travailler: 'J'aime pas dépendre des autres; je préfère aller travailler.' Mais quand t'arrives pas à trouver d'emploi, ton estime de toi baisse encore. Puis, tu finis par dire: 'Oh, même si j'arrivais à me trouver un emploi, c'est plus facile de continuer comme ça.' Plus le temps passe, moins t'as envie de travailler. Tu te rends compte que tu peux vraiment pas t'en sortir.

Ainsi, le message que semble véhiculer la société dans son ensemble, à savoir "si t'es obligée de compter sur les autres, tu vauz rien" et dont on a bien souvent l'impression qu'il est aussi véhiculé par le système d'Aide au revenu, aurait l'effet contraire à celui qu'on recherche. Au lieu d'inciter les gens à renoncer à leur état de dépendance, on renforce chez eux le sentiment de leur insuffisance et de l'impossibilité d'échapper à leur état de dépendance.

Les inconvénients du travail rémunéré

Par ailleurs, le travail rémunéré n'est pas toujours considéré comme un moyen d'améliorer sa condition financière, sociale ou personnelle. Du fait qu'on travaille, on est peut-être davantage en mesure de vivre sa vie comme on l'entend, mais à moins d'avoir un bon emploi avec des heures de travail raisonnables, un salaire acceptable, un patron compréhensif et des collègues accommodants, le prix n'en vaut peut-être pas la chandelle. Appelées à décrire les éléments les plus négatifs associés au travail, les participantes ont surtout parlé d'être constamment fatiguées et de ne plus avoir de temps pour elles ou pour leurs enfants quand elles avaient à concilier obligations professionnelles et familiales. Elles étaient souvent "trop fatiguées" et "stressées" pour bien profiter du temps qu'elles passaient avec leurs enfants. Il y avait aussi le problème d'avoir à trouver quelqu'un en qui elles puissent avoir confiance pour s'occuper de leurs enfants et le fait de devoir payer des frais de garde.

Environ le tiers de leurs observations portait sur des questions liées directement au travail, notamment les salaires médiocres, la perte de la protection médicale et dentaire que leur offrait l'Aide au revenu, les heures de travail irrégulières (postes de nuit par exemple) et la difficulté à s'entendre avec les autres employés ou avec un employeur incompréhensif. Pour des femmes comme Marcia, qui se souvenait comme elle était "fatiguée", comme elle avait "attendu son autobus pendant vingt minutes sous la pluie battante" et comme elle était toujours inquiète "qu'on

me congédie si mes enfants tombent malades”, l'Aide au revenu est peut-être synonyme de frustration, de manque d'autonomie et de dépression, mais ses avantages dépassent de beaucoup ceux qu'offre le travail.

Les avantages de l'Aide au revenu

Plus du quart de toutes les participantes ont réagi de façon positive aux mots “Aide au revenu” lors du premier exercice, et la plupart des participantes, quand elles ont été interrogées à ce sujet, ont pu ajouter ce qui était pour elles les “éléments les plus intéressants” de l'Aide au revenu. Malgré les nombreux griefs qu'elles avaient contre l'Aide au revenu, dans l'ensemble, les participantes étaient d'avis que le système joue un rôle vital dans notre société; c'est la corde de sécurité à laquelle peuvent se rattacher les personnes qui, comme elles, se trouvent marginalisées en raison des déficits et des pressions qu'elles connaissent à certains moments de leur vie. C'était pour elles la main qu'on leur tendait quand elles en avaient besoin, leur dernier recours, “*un moyen de faire vivre ma famille quand il y a rien d'autre*”. Une des participantes a exprimé sa pensée en ces termes: “*Je considère que... c'est très positif ce que fait le gouvernement. En fin de compte, c'est un privilège que nous avons dans notre pays. Je déteste être obligée d'y avoir recours, et c'est pas suffisant, mais c'est quand même quelque chose. Et ça m'aide beaucoup.*”

Plusieurs participantes reconnaissaient que l'Aide au revenu avait joué un rôle dans leur épanouissement personnel. Comme nous l'a expliqué Marcia: “*Sans l'aide des services sociaux, j'aurais pas pu aller à l'école.*” Quelques-unes allaient même jusqu'à dire que l'Aide au revenu leur avait sauvé la vie. C'était le cas de Mandy, qui avait été abandonnée avec ses trois enfants, dont un seulement était d'âge scolaire. “*Comment aurais-je pu, disait-elle, mettre deux de mes enfants en garderie, mettre l'autre en garderie parascolaire et aller travailler sans perdre complètement la carte?*” Elle trouvait que c'était dégradant au possible d'être prestataire de l'Aide au revenu, mais disait-elle: “*Sans cela, nous serions morts.*”

Comme en témoignent leurs réflexions, beaucoup d'autres participantes étaient, comme Mandy, reconnaissantes, mais c'était bien malgré elles. Ainsi, Pam trouvait “*difficile à accepter*” d'être prestataire de l'Aide au revenu, parce que “*t'as pas de vie à toi*”, mais elle reconnaissait que “*sans cette aide, je me serais retrouvée dans la rue*”. Selon Kristen, “*l'envers de la médaille, c'est le côté humiliant*” de l'assistance sociale, mais a-t-elle ajouté: “*Comment faire autrement quand t'en as besoin?*” Marcia a peut-être résumé ce que pensaient la plupart des participantes quand elle a dit: “*Je crois que nous aurions pas nos enfants beaucoup d'entre nous... si c'était pas de l'Aide au revenu, mais par moments on voudrait pouvoir tous les envoyer promener.*”

D'après ces chefs de famille monoparentale, l'Aide au revenu répond à quatre grands besoins dans leur vie. Tout d'abord, elle leur assure plusieurs avantages auxquels elles n'auraient pas accès autrement, comme la couverture médicale et dentaire, divers programmes de soutien leur permettant de jouer leur rôle de parent de façon plus efficace, l'aide au titre de l'éducation et de la formation, les services de garde subventionnés et la possibilité d'inscrire leurs enfants à des programmes récréatifs et culturels dans leur quartier. Deuxièmement, l'assistance sociale leur assure un revenu qui, bien qu'il soit minime, a au moins le mérite d'être garanti: elles n'ont pas à

s'inquiéter de tomber malades ou d'être mises à pied et de perdre une partie de leur salaire. Troisièmement, elles ont ainsi la possibilité de rester au foyer avec leurs enfants. Bon nombre des participantes estimaient qu'il serait dans l'intérêt de leurs enfants d'avoir un parent à plein temps au foyer, et quelques-unes soutenaient également qu'en étant au foyer elles pouvaient mieux contrôler les allées et venues de leurs enfants. Enfin, certaines considéraient l'Aide au revenu comme un moyen d'éviter tous les fardeaux supplémentaires qui se rattachent au travail, comme de devoir assurer leur transport, de trouver des services de garde et de les payer, de concilier obligations professionnelles et familiales et de n'avoir pas de temps pour soi.

En somme, du fait qu'elles étaient prestataires de l'Aide au revenu, les participantes sentaient qu'elles étaient à la merci de ce que d'autres décidaient pour elles et des jugements négatifs qu'on portait sur elles. N'ayant qu'un revenu de subsistance, elles ne pouvaient pas non plus offrir à leurs enfants les petits luxes que les familles plus aisées étaient en mesure d'offrir aux leurs. En outre, même si pour la majorité d'entre elles le travail n'était pas synonyme de gain financier considérable, elles l'assimilaient à une plus grande confiance en soi, à une meilleure image de soi et à une plus grande autonomie. Elles s'imaginaient que leur vie aurait plus de sens si elles travaillaient et qu'elles donnaient ainsi l'exemple à leurs enfants en étant elles-mêmes des membres productifs de la société.

Par contre, la plupart savaient d'expérience que le travail comporte parfois des inconvénients, que les heures peuvent être longues et les conditions de travail incertaines. Elles se sentaient coupables de devoir confier leurs enfants à quelqu'un d'autre et, bien souvent, elles étaient trop fatiguées pour profiter du peu de temps qu'elles pouvaient passer avec eux. La plupart avaient constaté que le travail n'améliorait pas de façon appréciable leur situation financière; si donc elles passaient moins de temps avec leurs enfants pour pouvoir travailler, elles ne pouvaient même pas en contrepartie les habiller à la mode ou les inscrire à des cours de danse ou de musique. Si elles avaient eu d'autres possibilités, elles n'auraient pas nécessairement choisi de vivre aux dépens de la société, mais l'Aide au revenu avait à tout le moins le mérite de leur procurer un revenu garanti et un certain nombre d'autres avantages importants. Pour beaucoup de ces chefs de famille monoparentale, l'Aide au revenu était tout simplement le meilleur emploi auquel elles pouvaient aspirer et représentait une décision financière parfaitement justifiable.

À compter de novembre 1992, un nouvel élément a été introduit dans cette équation coûts-avantages, un projet-pilote dans le cadre duquel on a demandé à des mères célibataires prestataires de l'Aide au revenu qui avaient été choisies au hasard si elles accepteraient de quitter l'Aide au revenu pour le marché du travail si on pouvait leur assurer un revenu acceptable. Cette perspective ferait-elle pencher la balance en faveur du travail? Dans le chapitre suivant, nous décrivons ce qu'a été la réaction de ces femmes à la proposition qui leur a été faite de même que certains des facteurs qui les ont incitées à accepter l'offre ou à la refuser.

Chapitre 3

Évaluer l'offre de supplément

Dès le départ, les responsables du Projet d'autosuffisance savaient que l'offre de supplément ne conviendrait pas à toutes les prestataires de l'Aide au revenu à qui elle serait faite. Ils n'étaient toutefois pas aussi sûrs de savoir à qui elle conviendrait et à qui elle ne conviendrait pas. Il y aurait forcément certaines prestataires dont les circonstances seraient telles qu'elles ne pourraient vraiment pas envisager de travailler, mais il y en aurait sûrement d'autres pour qui la décision à prendre ne serait pas aussi évidente. L'évaluation du projet devait donc comporter comme composante essentielle l'étude des facteurs qui semblaient avoir influencé la décision des prestataires d'accepter l'offre d'un supplément ou de la refuser. Quels étaient les facteurs qui avaient amené les prestataires à trouver qu'il serait plus avantageux pour elles d'occuper un emploi qui leur assurerait un salaire acceptable pendant au moins trois ans que de continuer à dépendre de l'Aide au revenu ou vice-versa? L'argent avait-il été une considération importante? Les prestataires avaient-elles été influencées par leurs enfants ou leurs amis? Y avait-il certains éléments de l'offre comme telle qui avaient eu un effet dissuasif ou incitatif?

Pour explorer cet aspect, l'animateur a invité les participantes aux groupes de discussion à retourner le plus loin possible dans leur souvenir du Projet d'autosuffisance pour se rappeler comment elles avaient entendu parler du programme, comment elles pensaient avoir été traitées par le personnel du projet et quel sentiment général elles avaient eu en réaction au projet.

Réaction initiale

Contrairement à ce à quoi on aurait pu s'attendre, quand on les a contactées la première fois pour leur parler du supplément de revenu offert dans le cadre du Projet d'autosuffisance, la réaction générale n'était pas positive, non pas parce que les participantes tenaient à tout prix à demeurer prestataires de l'Aide au revenu au lieu de travailler, mais parce qu'elles n'arrivaient tout simplement pas à croire qu'il s'agissait d'une offre authentique. Comme nous l'a expliqué Évelyne: *"Je n'arrivais tout simplement pas à comprendre que quelqu'un veuille me donner de l'argent, [que quelqu'un dise] 'T'as qu'à te trouver du travail et on va te donner plein d'argent.' Je n'arrivais pas à croire que ça pouvait être si facile que ça."* Candace, elle, a répondu en ces termes: *"Un instant. On va me payer pour que j'aie travailler? Je croyais que la personne à l'autre bout du fil faisait du télémarketing, alors je l'ai engueulée."* Ruth a tout simplement dit que *"ça se pouvait pas"*, que *"des choses comme ça, ça arrive à d'autres, pas à nous"*.

En fait, la plupart des femmes étaient extrêmement sceptiques. Plusieurs nous ont dit qu'elles pensaient que *"ça se pouvait pas, c'était trop beau"*; elles étaient *"sur [leurs] gardes"* ou *"[se] méfiaient"*; elles se disaient *"[qu'il devait y avoir] une attrape là-dessous"*. Beaucoup d'entre elles se disaient que ce devait être un *"piège"*, car *"y a rien de gratuit dans la vie"*. Mandy, elle,

s'est dit: *“Je sais bien que je serai pas choisie. Je serai parmi celles qui y auront pas droit.”* La méfiance et le scepticisme étaient tellement forts que, si ce n'avait été de la persévérance des personnes-contacts du Projet d'autosuffisance, certaines des participantes n'auraient sans doute pas adhéré au programme:

La pauvre, je pense qu'elle m'a appelée cinq fois, et chaque fois je remettais ça à plus tard. Elle s'est présentée chez moi deux fois, mais comme j'étais pressée de me rendre à une entrevue, je lui ai dit 'désolée', pensant que je serais bien débarrassée. Elle revenait toujours à la charge!

Le scepticisme était souvent nourri par la peur. Sachant qu'on avait obtenu leur nom de l'Aide au revenu, les participantes se demandaient ce qu'on leur voulait vraiment. N'était-ce pas un piège pour découvrir celles qui gagnaient un peu d'argent sans le déclarer? Comme nous l'a expliqué une participante: *“Quand on est assistée sociale et qu'on gagne un peu d'argent en gardant des enfants ou en faisant de la couture ou autre chose, on se demande toujours: 'Ah, mon Dieu, est-ce que j'ai pas gagné 50 \$ de plus que ce à quoi j'avais droit?' On a l'impression d'être toujours aux aguets.”*

Une autre participante nous a dit: *“On me posait tellement de questions que j'ai tout de suite conclu que c'était un piège - 'Oh, oh. Qu'est-ce que j'ai encore fait?'”* Une autre nous a expliqué sa réaction en ces termes: *“Je me disais que c'était rien qu'un truc pour avoir accès à ma déclaration d'impôt.”* Certaines étaient vraiment prises de peur; elles étaient *“paniquées”* ou *“terrifiées”*. Randi était de celles-là:

Parfois, t'as peur de répondre non quand tu reçois une lettre pour t'inviter à participer à un groupe comme celui-ci. Si tu refuses, est-ce que ça va pas compter contre toi?... Tu veux rien faire qui pourrait compromettre ton assistance sociale... mais es-tu obligée de le faire? Est-ce que ça fait partie de ton contrat en tant qu'assistée sociale?

Tout comme Randi, d'autres participantes s'inquiétaient de ce qui leur arriverait si elles n'acceptaient pas de faire partie du projet, se disant *“si je joue pas le jeu, on me coupera mes prestations”*. D'autres encore craignaient que le projet ait été conçu pour les *“prendre au piège”*: si elles acceptaient de se trouver un emploi, et de renoncer à l'assistance sociale, il leur serait impossible de laisser leur emploi, puisque *“une fois que t'as un emploi, si tu le laisses, tu peux pas revenir à l'assistance sociale”*. Ayant été mis au fait de ces craintes, les chercheurs n'ont pas été surpris d'apprendre que certaines personnes avaient dit au début qu'elles étaient intéressées par le projet uniquement parce qu'elles avaient l'impression de ne pas avoir le choix:

Si je disais à mon travailleur social que j'avais cette possibilité, on m'enlèverait mon chèque, on m'obligerait à me chercher du travail et on oublierait que j'ai un garçon à l'école et que j'ai personne pour s'en occuper. J'avais donc l'impression qu'il fallait jouer le jeu - pas accepter l'offre, mais me montrer intéressée.

Enfin, les craintes de certaines des participantes tenaient aux problèmes de santé particuliers qu'elles avaient à ce moment- là. Ainsi, une de celles qui a fini par accepter l'offre nous a dit:

J'étais comme emballée par tout ça, mais j'étais sûre de sortir perdante parce que j'avais besoin d'une opération à la jambe. Je me disais: "autant laisser faire, personne voudra m'embaucher avec [mon handicap]", et ça me préoccupait. J'étais donc pas mal angoissée.

Presque toutes les participantes nous ont dit qu'elles sont devenues plus enthousiastes quand elles en sont venues à croire que le programme était "légitime" et que l'information qu'elles fournissaient était confidentielle et ne serait pas communiquée au personnel de l'Aide au revenu. D'ailleurs, en entendant les mots "Projet d'autosuffisance", elles avaient aussitôt l'idée que ce serait pour elles un moyen, non seulement d'avoir plus d'argent, mais de s'épanouir, de se sortir du cycle de l'assistance sociale et de faire leur chemin dans la vie. En outre, quand elles ont été interrogées sur la façon dont elles avaient été traitées par les responsables du projet, elles ont dit qu'ils avaient été courtois et serviables et qu'ils semblaient être là, non pas pour les juger, mais pour les appuyer.

Néanmoins, cette impression favorable qu'elles avaient du projet ne suffisait pas à garantir qu'elles accepteraient l'offre de supplément. Le chemin qui mène à l'autosuffisance économique peut être truffé d'obstacles. Certains de ces obstacles tenaient au choix difficile entre l'assistance sociale et le travail dont il a été question dans le chapitre précédent, les participantes ayant parfois tendance à penser que les emplois mal rémunérés auxquels elles pourraient accéder pour la plupart ne valaient tout simplement pas les sacrifices qu'ils exigeraient. L'offre d'un supplément qui se traduirait par un revenu accru pour celles qui travailleraient faisait grimper la mise; en modifiant ainsi la donne, le Projet d'autosuffisance a fait ressortir d'autres facteurs liés à des valeurs et des aspirations fondamentales. Beaucoup des participantes se heurtaient aussi à d'autres obstacles en raison de leurs circonstances très pénibles et de leurs expériences passées qui n'étaient guère de nature à leur donner confiance en l'avenir. Dans le chapitre qui suit, nous examinons la réaction des participantes à cette nouvelle donne qui pouvait influencer le choix qu'elles feraient entre l'assistance sociale et le travail, et nous décrivons certains des facteurs qui entraient en ligne de compte dans la nouvelle équation coûts-avantages.

Facteurs d'incitation à accepter l'offre

Avoir plus d'argent, ne plus dépendre de l'Aide au revenu, donner l'exemple à leurs enfants, pouvoir mieux nourrir leur famille et simplement se rendre compte que quelqu'un croyait en elles sont autant de facteurs qui ont fortement influencé les participantes quand elles ont eu à peser le pour et le contre de l'offre qui leur était faite. Les participantes aux groupes de discussion étaient toutefois d'avis que l'incitatif le plus important qu'il y aurait à travailler et à toucher le supplément était le sentiment d'autonomie et d'indépendance qu'elles en retireraient.

La possibilité de rehausser son image de soi

La réaction spontanée des participantes aux mots “Projet d'autosuffisance” le montre bien, dès qu'elles envisageaient de travailler, surtout s'il s'agissait pour elles d'un choix économique rentable, elles imaginaient aussitôt toutes les conséquences qu'aurait le travail sur l'image qu'elles avaient d'elles-mêmes: elles se sentiraient plus autonomes, elles auraient davantage l'impression d'être aux commandes de leur vie et elles vivraient de façon plus conforme à l'idée qu'elles se faisaient elles-mêmes de la valeur du travail.

Ainsi, pour Candace, les mots “Projet d'autosuffisance” évoquaient l'idée d'être “autosuffisante”, car disait-elle: “*Je travaille maintenant, je suis plus responsable.*” Quant à Pam, c'est le mot “*indépendance*” qui lui est venu à l'esprit, car grâce au Projet d'autosuffisance, elle a “*une meilleure image de moi*”, ce qui pour elle équivalait à “*faire quelque chose de ma vie; avoir des objectifs et essayer de les réaliser*”. Randi considérait que le Projet d'autosuffisance lui permettait d'être celle qu'elle était vraiment: “*Dans ma famille, on encourageait l'indépendance. J'aime être indépendante.*” Enfin, Sally disait que l'expérience l'avait rendue “plus expansive”:

[Le fait de travailler et de toucher le supplément] *m'a amenée à dire plus souvent ce que je pensais et à foncer au lieu de me demander: “Je le fais ou je le fais pas?” J'avais pas du tout envie, par exemple, d'aller me trouver du travail parce que je savais pas comment parler à ces gens-là ni quoi leur dire. Puis, je me suis dit que le programme m'aiderait beaucoup si je réussissais à me trouver un emploi à plein temps, et ça m'a donné le coup de pouce qu'il me fallait!*

Denise pensait pour sa part qu'elle se sentirait mieux du simple fait de pouvoir sortir de la maison. Pour elle, “*le travail te permet d'exister pour toi... t'as pas toutes ces pressions qui s'exercent sur toi comme quand tu restes à la maison avec les enfants toute la journée.*” De même, pour Bérénice, le travail permet “*d'échapper un peu à la pression d'avoir à m'occuper tout le temps des enfants*”; elle disait que ce serait bien de pouvoir “*sortir de la maison pour aller travailler et m'occuper de moi*”. Souvent, ce désir d'indépendance était évident du simple fait que les participantes entrevoyaient la possibilité de ne plus dépendre de l'Aide au revenu, de “*faire les choses moi-même au lieu que ce soit toujours l'assistance sociale qui le fasse.*”

Pour une faible proportion seulement des participantes, le travail comme tel était au centre de leurs préoccupations d'après leur réaction spontanée aux mots “Projet d'autosuffisance” (“*avoir un travail régulier*”, “*lié au travail*”, “*un programme d'incitation au travail*”). Les réflexions sur le travail étaient bien plus souvent axées sur d'autres objectifs personnels, familiaux ou sociaux: argent, bonheur, indépendance, liberté et estime de soi. Bien souvent, tout cela était lié si non directement, du moins indirectement. Ainsi, Donna décrivait en ces termes une expérience de travail qu'elle avait eue auparavant: “*Je sais comment je me sentais quand je rentrais à la maison à la fin de la journée. J'étais peut-être fatiguée, mais j'étais fière de travailler et de subvenir moi-même à mes besoins.*” Jennifer disait elle aussi: “*Le simple fait de pouvoir subvenir moi-même à tous mes besoins et à ceux de mon enfant suffirait pour que j'aie une bien meilleure image de moi.*” Randi, à qui on avait demandé ce que ce serait pour elle de travailler et de toucher le supplément,

disait: *“Il me semble que je me sentirais mieux dans ma peau. Je serais en mesure d'élever moi-même ma famille. Je dépendrais plus de l'Aide au revenu pour ça.”* Dana estimait que, si elle avait accepté le supplément, non seulement sa *“situation économique serait bien meilleure”*, mais elle serait plus heureuse:

J'aurais sans doute plus l'impression d'avoir ma place dans la société au lieu d'être seulement un numéro... Si on voulait aller prendre une crème glacée le dimanche, on aurait l'argent pour le faire... Rien que manger une crème glacée - c'est quelque chose qui est le plus souvent hors de notre portée à nous six.

Enfin, le Projet d'autosuffisance, c'était, surtout pour celles qui avaient refusé le supplément, un moyen d'échapper à la dépendance à l'égard de l'Aide au revenu et à la honte qui s'y rattache. Selon Sarah, quand tu travailles, *“tu te sens bien dans ta peau parce que t'es pas là à attendre qu'on te fasse la charité. Tu te lèves le matin et tu sais que tu fais ta part. Personne va te traiter de ‘lâche’ parce que tu touches des prestations sociales. T'as pas besoin de t'inquiéter que tes enfants te dénoncent.”* Elle a toutefois ajouté que ses enfants ne la *“dénonceraient”* pas - c'est-à-dire qu'ils ne diraient pas à d'autres qu'elle vit de l'Aide au revenu - parce que, disait-elle, ils savent que *“j'en ai honte moi-même”* et ils aiment pas eux non plus vivre de l'assistance sociale. De même, Carla disait que le changement de condition sociale rendrait la vie plus supportable pour elle-même et pour ses enfants, *“parce que les enfants ont honte quand ils sont à l'école ou ailleurs et qu'au moment des présentations l'enseignant demande ‘Que faites-vous dans la vie?’; t'essayes bien sûr d'inventer quelque chose pour ne pas dire que tu vis de l'assistance sociale.”*

La possibilité d'avoir une vie meilleure

Pour les participantes, le supplément, c'était *“un coup de chance”*, *“une aubaine”*, c'était l'occasion de *“donner une chance à mes enfants”*, voire *“de faire quelque chose pour améliorer notre vie maintenant et pour l'avenir”*. Pour sa part, Grace, qui était déjà en voie de revenir à sa situation financière antérieure depuis qu'elle avait accepté l'offre de supplément, faisait le lien entre les mots *“Projet d'autosuffisance”* et le mot *“occasion”*, car disait-elle: *“Une occasion, c'est pas seulement un rêve, ça peut devenir une réalité.”* Une autre participante qui avait accepté l'offre de supplément disait: *“Ça m'a ouvert une porte... Ça m'a permis de passer par la porte et de la garder ouverte pour me bâtir un avenir meilleur.”*

Celles qui s'imaginaient que le fait qu'elles travaillent aurait un effet bénéfique sur leurs enfants considéraient non seulement que leurs enfants auraient ainsi une meilleure qualité de vie mais qu'elles auraient aussi de meilleurs rapports avec leurs enfants. Ainsi, Ruth croyait que ses enfants seraient fiers d'elle si elle travaillait. Elle disait: *“Ma plus vieille est assez insolente; elle me dit des choses comme: ‘T'es rien qu'une lâche, une bien-êtreuse.’ Ben, voilà, je voudrais pas que mes enfants soient des assistés sociaux.”* Laurie considérait, elle aussi, qu'elle aurait peut-être de meilleurs rapports avec ses filles si elle travaillait: *“Je crois que oui, parce que mes rapports avec les deux plus vieilles se sont tellement détériorés. Elles sont parties de la maison parce qu'elles pouvaient tout simplement pas accepter de vivre de l'assistance sociale.”*

Pour beaucoup de participantes, avoir une vie meilleure, c'était avoir plus d'argent. De fait, quand nous leur avons demandé ce qui les enchantait le plus du Projet d'autosuffisance, plus du quart des participantes ont répondu spontanément *“l'argent!”* Quand nous les avons interrogées plus à fond, nous avons constaté que, dans l'ensemble, l'argent n'était pas pour elles une fin en soi, mais un moyen; c'était pour elles le moyen de faire des choses qui leur tenaient encore plus à coeur, y compris d'aller travailler. Pam nous l'a expliqué en ces termes: *“Tu peux tout simplement pas te permettre d'aller travailler sans le supplément. T'arrives pas.”* Le supplément lui permettait de *“travailler au salaire minimum sans crever de faim”*. Certaines pouvaient ainsi accepter un emploi tout de suite au lieu d'attendre: *“T'avais pas besoin d'attendre quelque chose de mieux [du fait que tu touchais le supplément]. J'attendais avant de me trouver un emploi mieux rémunéré, parce que j'ai deux enfants et c'est vraiment difficile... [avec le supplément] je pouvais accepter un emploi moins bien rémunéré et gravir ensuite les échelons.”*

Bon nombre des participantes ont évoqué de façon précise des biens matériels qu'elles ne pourraient pas se payer autrement. Bérénice disait: *“Je sais que, si je m'étais trouvé un emploi et que j'avais travaillé pendant trois ans, j'aurais sans doute maintenant un bon montant à mettre sur une maison et une belle voiture. De quoi être fière.”* D'autres parlaient de pouvoir s'acheter une voiture ou mieux se loger, *“peut-être sortir du sous-sol et emménager dans un logis au rez-de-chaussée d'une maison”*. Une des participantes pensait à Noël: *“Je voudrais, disait-elle, avoir un beau Noël pour la première fois en six ans.”* Certaines disaient qu'elles ne seraient plus obligées d'emprunter à d'autres et, fait assez paradoxal, une des participantes disait que ce serait bien de travailler parce qu'on accepterait de lui faire crédit.

Cependant, pour la plupart des femmes, il était important d'avoir de l'argent pour pouvoir faire des choses pour leurs enfants et avec eux. Candace nous a expliqué la chose ainsi: *“Je pourrais travailler à six piastres de l'heure... Je gagnerais assez pour payer mes comptes, mon loyer, nourrir mon enfant... Puis, la fin de semaine, quand elle me dirait: ‘Tu m'emmènes au parc?’ je pourrais l'emmener et lui acheter du popcorn.”*

Les participantes disaient qu'elles en avaient assez de ne pas pouvoir offrir à leurs enfants des sorties ou des beaux vêtements et elles croyaient que leurs enfants souffraient du fait qu'ils n'avaient que le strict nécessaire. Plusieurs d'entre elles parlaient de la pression à l'uniformité qui s'exerce sur leurs enfants adolescents, qui doivent absolument porter des vêtements designer et des espadrilles de marque connue. Même si elle inquiète aussi beaucoup de parents à revenu moyen, cette pression semble préoccuper tout particulièrement ces mères qui dépendent de l'assistance sociale, car elles craignent qu'on se moque de leurs enfants s'ils ne peuvent pas *“faire comme les autres”*. Sharon nous a expliqué la situation en ces termes:

Les enfants de nos jours portent tous des vêtements designer, et mon fils de 15 ans refuse de porter autre chose. Il préfère porter ses vieilles chaussures et ses pantalons amples que de porter quelque chose qui n'est pas d'un designer... [Il faut que tu fasses de ton mieux] pour bien les habiller pour pas qu'ils se fassent bousculer ou humilier...

Enfin, plusieurs des participantes songeaient aux avantages qu'il y aurait à avoir assez d'argent pour pouvoir en dépenser pour elles. Plusieurs disaient qu'elles renonçaient à s'acheter des vêtements pour elles, à aller au cinéma ou à s'offrir des petits luxes, préférant offrir ces choses à leurs enfants. Comme le disait Mandy: *“J'achète jamais rien pour moi, sauf peut-être une fois par année, quand je trouve quelque chose qui est réduit de 60 p. 100.”* Une autre participante nous a dit qu'elle était emballée par l'idée qu'au moins elle n'aurait plus *“à porter des vêtements refilés par d'autres et qu'elle pourrait aller s'acheter elle-même des vêtements d'occasion.”* Denise, qui disait qu'à cause de ses sacrifices à elle son fils n'avait pas à souffrir du fait qu'il vivait de l'assistance sociale, a reconnu que, même si son fils ne verrait peut-être pas la différence, il y aurait peut-être un avantage pour elle au fait de travailler et de toucher le supplément:

Je suis parfois amère d'être obligée de me priver moi-même, et j'arrive pas toujours à le cacher; quand on va au magasin et qu'il aime quelque chose, je l'achète. Je suis comme ça, mais vous me voyez avec - je porte un short aujourd'hui parce que j'ai pas de pantalon à me mettre... Je pourrais me faire couper les cheveux, m'acheter des vêtements et je serais pas, vous savez, amère.

Comme d'autres, qui semblaient penser qu'elles devraient se sentir honteuses de vouloir des choses pour elles, Denise s'empressait d'ajouter: *“C'est pas toujours comme ça. C'est juste de temps en temps que ça me prend, parce que je me passe de tellement de choses.”*

Avoir une vie meilleure, c'était généralement avoir plus d'argent, mais c'était aussi manger mieux et avoir une vie sociale plus active. Plusieurs participantes disaient que le fait de travailler et de toucher le supplément leur permettraient de mieux nourrir leurs enfants et de mieux se nourrir elles-mêmes. Marcia nous l'a expliqué en ces termes: *“Quand t'as pas beaucoup d'argent, t'es parfois obligée de l'étirer, d'acheter, par exemple, du macaroni au fromage, des nouilles. Tu peux pas manger des choses comme ça année après année et rester en santé. C'est impossible.”*

Les participantes disaient que, quand on dépend de l'Aide au revenu, on fait son marché une fois par mois - le jour où on reçoit son chèque - et que, après avoir acheté la nourriture dont on a besoin, il reste très peu d'argent pour refaire le plein pendant le mois. Elles disaient: *“Quand y en a plus, y en a plus,”* et elles n'ont d'autre choix que d'aller à la banque alimentaire. Elles expliquaient ensuite: *“À la banque alimentaire, y a rien que des conserves, peut-être aussi du pain. Bien souvent, c'est des choses engraisantes, et y a pas vraiment de protéines; il te manque des choses essentielles - des fruits et des légumes - pour rester en santé.”*

Même si plusieurs d'entre elles pensaient que le fait de travailler leur vaudrait des contacts sociaux plus variés, en règle générale, les participantes s'imaginaient que ces contacts se produiraient non pas le soir, mais au travail où elles pourraient faire de nouvelles connaissances. Certaines voyaient la possibilité de vivre ouvertement avec leur chum, et quelques-unes s'imaginaient que le fait de travailler accroîtrait leurs chances d'avoir une vie amoureuse. Une des participantes affirmait: *“Je serais déjà mariée, c'est sûr”*; une autre disait: *“J'aurais peut-être un chum ou je pourrais même me remarier.”* Selon cette dernière, quand on est assistée sociale, *“Les hommes te regardent d'un autre oeil. C'est vrai. Ils se disent que t'es assistée sociale, que c'est*

rien que leur emploi qui t'intéresse, que tout ce que tu veux, c'est te faire vivre par un homme, et que t'es rien qu'une bien-étreuse. Personne veut d'une mère qui vit de l'assistance sociale."

L'encouragement des autres

Il est plutôt rare qu'on prenne des décisions dans le vide; bien souvent, on est influencé par ce que les autres disent. Nous avons demandé aux participantes si quelqu'un les avait encouragées à accepter le supplément (et aussi si quelqu'un les en avait découragées). Leurs réponses donnent à penser que l'influence des autres n'est pas concluante - tant celles qui ont accepté l'offre que celles qui l'ont refusée ont reçu des encouragements. Il semble toutefois raisonnable de supposer que les encouragements ont eu un effet positif sur le coup.

Le Projet d'autosuffisance comme tel était considéré comme un encouragement. Invitées à noter leur réaction immédiate aux mots "Projet d'autosuffisance", environ le cinquième des participantes ont pensé spontanément à des mots comme "incitation" ou "coup de main". Elles ont expliqué que, pour elles, le Projet d'autosuffisance constituait une incitation, non pas seulement à cause du supplément qui viendrait compléter leur maigre salaire, mais parce qu'il y avait là des gens qui étaient prêts à les aider. Cette opinion a surtout été exprimée par celles qui ont fini par accepter le supplément et qui, par conséquent, ont passé plus de temps avec les responsables du Projet d'autosuffisance. Elles considéraient que le personnel était serviable, qu'il ne portait pas de jugement sur elles et qu'il constituait "*un réseau de soutien*". Le personnel était perçu comme étant prêt à aider les participantes en leur donnant de l'information sur les services communautaires et d'orientation professionnelle: "*Quand on leur pose des questions... Ils nous donnent tout de suite la réponse, ou s'ils peuvent pas nous la donner tout de suite, ils se renseignent et nous reviennent le plus rapidement possible.*"

En outre, beaucoup de celles qui ont accepté l'offre ont dit avoir reçu du personnel une aide moins tangible, mais souvent plus nécessaire. Voici ce que disait une participante: "*Ils sont là pour t'épauler. Je sais pas, c'est tellement dur quand je rentre à la maison. Je cherchais un emploi, et j'ai failli abandonner plusieurs fois, puis j'appelais ici et, vous savez, ils étaient là à m'encourager. Ils me disaient par exemple: 'T'es capable.'*"

Enfin, l'offre de supplément en soi était considérée comme une incitation, pour la simple raison qu'elle était le signe que *quelqu'un* s'intéressait à elles et offrait de leur donner un coup de main. Pour Dana, l'offre était surtout intéressante parce qu'il y avait "*quelqu'un - en fait, c'était le gouvernement - qui avait confiance que je pouvais faire quelque chose de ma vie*".

Certaines des participantes parlaient de leurs amis, leur chum, leurs voisins ou leur travailleur social qui les avaient encouragées à accepter l'offre, alors que d'autres disaient avoir été découragées parce que, dans leur entourage, ce n'était que mises en garde, sentiments de culpabilité, doute et incrédulité. Il n'en reste pas moins que, comme nous l'avons déjà indiqué, certaines de celles qui ont fini par accepter l'offre n'ont reçu aucun encouragement ou se sont heurtées à des réactions négatives, tandis que, parmi celles qui avaient refusé l'offre, certaines disaient avoir eu

énormément d'appui de leurs amis et voisins. Les participantes ont également dit avoir été tantôt encouragées tantôt découragées par les intervenants de l'Aide au revenu.

En fait, il semble que, peu importe ce que d'autres ont dit ou fait relativement à l'offre du Projet d'autosuffisance, ce sont au bout du compte les intéressées elles-mêmes qui ont décidé de travailler ou de continuer à dépendre de l'Aide au revenu. Christine, par exemple, a refusé l'offre alors même que sa voisine l'avait amenée aux rencontres préalables et l'avait encouragée à accepter le supplément. Cheryl, par contre, avait demandé en vain à ses voisines de s'occuper de ses enfants le temps qu'elle se cherche un emploi. Même si elle leur avait expliqué que c'était pour elle une occasion inouïe, aucune ne semblait s'en soucier et elles ont toutes refusé de l'aider. Elle a quand même accepté le supplément. L'influence de l'encouragement donné par les enfants mérite d'être explorée davantage, car même si les réflexions à ce sujet étaient peu nombreuses, il semble que celles qui ont accepté l'offre ont peut-être été encouragées de façon plus active par leurs enfants que celles qui l'ont refusée. Celles qui disaient que leurs enfants les avaient encouragées à travailler à plein temps et à accepter le supplément, tant parce que la famille aurait ainsi "plus d'argent" que parce qu'ils étaient d'avis que leur mère devrait travailler. Dans un cas en particulier, les enfants avaient dit à leur mère qu'il y avait "*bien assez longtemps qu'elle restait au foyer*". Dans d'autres cas, les enfants étaient plus directs:

Quand j'étais assistée sociale, si je disais: "Non, je ferai pas telle chose aujourd'hui, je préfère m'asseoir et regarder la télé", ma fille me jetait un de ces regards ou me lançait une remarque du genre: "Ah, tu vas encore passer la journée à faire ta lâche, hein?"

Bien qu'on ne puisse guère parler d'encouragement positif, le message était clair.

Les obstacles à surmonter

Les chercheurs ont non seulement amené les participantes à explorer tous les avantages que présentait l'offre et les effets positifs que le supplément aurait sur leur vie, mais ils les ont aussi interrogées sur les éléments qui auraient pu rendre l'offre moins attrayante ou qui auraient fait en sorte qu'il leur aurait été difficile - voire impossible dans certains cas - de l'envisager même. À divers moments pendant la séance de deux heures, les participantes ont été invitées à réfléchir aux éléments du Projet d'autosuffisance qui leur plaisaient le moins, à dire ce qui les dissuadait le plus de travailler et, de façon générale, à décrire ce qu'elles considéraient comme des obstacles à l'acceptation de l'offre. Trois grands thèmes revenaient sans cesse dans tous les groupes: l'inquiétude et le sentiment de culpabilité qu'avaient les participantes à l'idée de laisser leurs enfants, la conviction profonde de n'avoir guère de chances de se trouver un emploi et la difficulté à satisfaire aux critères du Projet d'autosuffisance.

Préoccupations concernant le soin des enfants

L'inquiétude d'avoir à confier leurs enfants à quelqu'un d'autre ou simplement de ne pas être là avec leurs enfants venait en tête de liste des préoccupations des participantes. Une de celles qui avaient touché le supplément a indiqué très clairement que, si son fils avait été plus jeune quand on lui avait fait l'offre, elle l'aurait refusée sans même y penser à deux fois. Une autre participante, Norrie, décrivait en ces termes le peu d'enthousiasme qu'elle ressentait à l'idée d'aller travailler et de laisser son jeune fils:

Mon fils était très jeune - il avait à peine un an - et j'allais retourner travailler à plein temps. Je me sentais vraiment très coupable; vous savez, quand on a des postes de travail de 12 ou 13 heures - quand on quitte la maison pendant qu'il dort encore et qu'on rentre après qu'il est déjà couché...

Wanda a, elle aussi, accepté l'offre, mais elle s'inquiétait de laisser sa une gardienne:

Je l'avais jamais quittée avant d'obtenir mon emploi il y a environ un an, et elle avait rien qu'un an et demi à l'époque... Je m'inquiétais de la laisser tout le temps entre les mains de la gardienne, je m'inquiétais de ce qu'elle me connaîtrait moins qu'avant...

Ce n'était pas seulement les mères de nourrissons qui s'inquiétaient de laisser leurs enfants. Ainsi, deux ou trois mères de jeunes adolescents considéraient que leurs années critiques comme parents étaient encore à venir, et elles ne voulaient pas être prises par un travail à plein temps pendant ces années difficiles. Une de ces femmes décrivait la situation en ces termes: *“J'ai des adolescents; c'est tellement facile pour eux de se mettre dans le pétrin ces jours-ci que je veux pas les laisser rentrer tout seuls à la maison.”* Selon une autre maman, les corvées ménagères supplémentaires seraient un trop grand fardeau pour ses enfants: *“Oh, ils y arriveraient pas. Ils arriveraient pas à se lever, à aller à l'école, à revenir à la maison, à faire leurs devoirs, à préparer le souper.”* Cette maman reconnaissait qu'elle trouverait que ce serait trop pour elle aussi: *“J'aime rester à la maison au lieu d'aller travailler. Vous savez, j'aimerais bien qu'il en soit autrement, mais c'est comme ça que je me sens.”* Pour quelques autres, cependant, leur désir de rester à la maison avec leurs enfants, même quand il s'agissait d'un enfant plus vieux, était encore plus profond - elles voulaient en quelque sorte réparer ce qu'elles considéraient comme les erreurs que leurs propres parents avaient commises en ne jouant pas bien leur rôle de parent. Carla nous a dit: *“Écoutez. Je me suis droguée pendant 15 ans parce j'avais une mère qui m'aimait pas assez, vous comprenez? J'ai grandi sans avoir d'estime de moi, et ma priorité c'est d'élever mon fils jusqu'à l'âge de 18 ans.”* Une autre femme s'est exprimée en ces termes: *“Je veux qu'il sache que je suis toujours là, le jour comme la nuit, s'il a besoin de moi.”*

Enfin, certaines des participantes craignaient de laisser leurs enfants chez une gardienne parce qu'elles avaient connu des gardiennes ou entendu parler de gardiennes qui maltraitaient les enfants. Les quelques participantes dont les enfants avaient ainsi été maltraités disaient qu'il leur était d'autant plus difficile de confier leurs enfants à quelqu'un d'autre. Une des participantes nous a

dit que c'était précisément pour cette raison qu'elle avait laissé son emploi pour rester à la maison avec ses enfants. D'après elle, le manque de services de garde abordables et *fiables* était le principal obstacle à sa participation au marché du travail.

Quelques femmes nous ont dit que le Projet d'autosuffisance devrait fournir de l'information sur les fournisseurs de services de garde fiables; elles ne se rendaient pas compte que le Projet d'autosuffisance fournit cette information.⁷ Comme nous l'a expliqué Marie: "*Si quelqu'un pouvait me dire où trouver une garderie ou un service de garde fiable, je n'aurais aucun mal à commencer à travailler ni même à accepter de confier mes enfants à quelqu'un d'autre.*" Plusieurs femmes ont laissé entendre que le Projet d'autosuffisance serait plus efficace s'il offrait des services de garde subventionnés: "*Si nous pouvions compter sur une garderie, établie par le gouvernement pour des femmes comme nous, qui ne serait pas nécessairement gratuite, mais qui coûterait beaucoup moins que les garderies privées...*" Ces mamans auraient voulu que le Projet d'autosuffisance aille encore plus loin et leur trouve des services de garde acceptables.

Problèmes liés à l'obtention d'un emploi

Beaucoup des participantes disaient qu'il était trop difficile de se trouver un emploi, même si ce sentiment était plus souvent exprimé par celles qui avaient refusé l'offre que par celles qui l'avaient acceptée; les participantes du Nouveau-Brunswick étaient aussi plus nombreuses à faire cette réflexion que celles de la Colombie-Britannique. Les femmes parlaient non seulement du fait qu'il n'y avait pas d'embauche mais du manque d'emplois à plein temps et d'emplois leur permettant de travailler à des heures régulières le jour. En outre, elles s'inquiétaient de devoir faire face à une concurrence très vive, même pour des emplois de premier échelon; elles n'étaient pas sûres de savoir comment s'y prendre pour se mettre à la recherche d'un emploi.

Une des participantes nous a parlé des efforts qu'elle avait faits pendant des mois pour se trouver du travail - cherchant dans le journal et répondant aux annonces qu'elle y trouvait - mais a-t-elle dit: "*J'ai rien pu trouver.*"⁸ Quelques autres avaient cessé de chercher parce qu'elles avaient l'impression qu'il n'y avait que des emplois à temps partiel: "*Les employeurs veulent pas embaucher d'employés à plein temps, parce que ça leur coûte trop cher en avantages sociaux;*

⁷Les services offerts dans le cadre du Projet d'autosuffisance comprennent notamment de l'information sur les services de garde qui sont offerts ainsi que des conseils sur le choix d'un bon service de garde. De toute évidence, certaines des participantes au Projet d'autosuffisance ne savaient pas que cette aide leur était offerte ou considéraient qu'elle ne répondait pas à leurs besoins.

⁸Il est intéressant - et peut-être révélateur - de noter que, malgré tout ce qu'elles disaient au sujet de la difficulté à se trouver un emploi, la grande majorité des participantes, peu importe qu'elles aient fini par accepter l'offre ou la refuser, ne s'étaient jamais présentées à un club d'emploi, c'est-à-dire à un de ces clubs organisés par les organismes de bien faisance sociale où on initie le groupe aux techniques de la recherche d'emploi. Quelques participantes ne connaissaient pas l'existence de ces clubs, tandis que d'autres n'avaient entendu parler, mais ne pensaient pas pouvoir y trouver de l'aide pour la recherche d'un emploi, soit parce qu'elles ne répondaient pas aux critères soit parce qu'il n'y avait pas de club dans leur région. Deux ou trois participantes se sont plaintes de ce qu'elles auraient bien voulu participer à un club d'emploi, mais n'avaient pas les moyens de payer pour faire garder leurs enfants. Interrogées sur la possibilité que l'Aide au revenu paye leurs frais de garde, certaines participantes ont dit oui, d'autres ont dit non, et d'autres encore ont dit qu'on leur payerait leurs frais de garde pour leur permettre de suivre les cours mais pas pour le temps qu'il leur faudrait par la suite pour se chercher un emploi.

alors, y a que de emplois à temps partiel.” Même si elles avaient la possibilité de combiner des emplois à temps partiel pour obtenir les 30 heures de travail nécessaires pour avoir droit au supplément, ce n'était pas là une formule souhaitable selon les participantes. Le travail à temps partiel ne donne généralement pas droit à des avantages sociaux, et il est perçu comme étant instable, n'assurant aucune sécurité d'emploi et comportant des problèmes d'horaire qui créent des pressions supplémentaires énormes pour les chefs de famille monoparentale.

À la pénurie d'emplois à temps plein venait s'ajouter la pénurie d'emplois offrant des perspectives d'avenir. Plusieurs participantes étaient persuadées qu'il ne valait pas la peine d'accepter n'importe quel emploi, que les avantages temporaires du supplément ne compensaient pas suffisamment les sacrifices qu'elles auraient à faire pour occuper un emploi qui ne semblait leur offrir aucune possibilité d'avancement. Ainsi, Léa s'était trouvé un emploi et avait accepté le supplément, mais elle avait laissé cet emploi depuis parce qu'il ne lui offrait guère de perspectives d'avenir. Voici ce qu'elle dit maintenant: *“Il faudrait que mon prochain emploi m'apporte une certaine satisfaction, il faudrait que j'aie l'impression de pas travailler seulement pour toucher mon chèque de paye... Un emploi qui mènerait à quelque chose, où je me sentirais valorisée. Pas rien qu'un emploi, mais un emploi valorisant.”*

Pour d'autres, la difficulté venait non pas tellement du fait qu'elles ne savaient pas comment s'y prendre pour se trouver un emploi, mais de la perception qu'elles avaient des démarches qu'il leur faudrait entreprendre. Même si elles possédaient les compétences nécessaires à la recherche d'un emploi (comme de savoir comment rédiger un curriculum vitae et comment se présenter à une entrevue), elles ne réussissaient pas pour autant à surmonter la peur qu'elles avaient de contacter des employeurs éventuels et de mettre à profit les compétences qu'elles avaient acquises. D'autres étaient gênées de ne pas avoir de vêtements convenables pour se présenter chez un employeur et se plaignaient de ce que l'aide financière offerte par l'Aide au revenu pour l'achat de vêtements était minime, voire inexistante, tant qu'elles n'avaient pas un emploi assuré. Beaucoup disaient que l'expérience était tout simplement au-dessus de leurs forces.

Pam nous a expliqué que, quand elle s'est mise à chercher un emploi dans le cadre du Projet d'autosuffisance, c'était la première fois en plus de dix ans qu'elle entreprenait une recherche d'emploi: *“J'ai travaillé avant la naissance des jumeaux, qui ont maintenant dix ans, mais c'est mon premier emploi depuis. J'étais donc terrifiée.”* Elle avait toutefois entendu parler d'une possibilité d'emploi à un club vidéo; elle s'y était rendue, avait demandé à parler au gérant et avait été embauchée pour le poste. Même si elle était ensuite partie en congé de maternité, elle avait l'intention de retourner sur le marché du travail et de toucher le supplément.

Les réflexions de bien des participantes témoignaient du peu de confiance qu'elles avaient en leur capacité à se trouver elles-mêmes du travail. Ainsi, parmi celles qui avaient accepté le supplément, plusieurs disaient avoir été inhibées par leur manque d'estime de soi. Une des participantes a fait remarquer que, quand on dépend de l'Aide au revenu, *“on perd le sens de sa dignité personnelle”*. Le manque d'estime de soi peut être encore plus accentué quand on a des amis qui vivent aussi de l'assistance sociale. Rennie l'a exprimé en ces termes: *“Quand tu fais partie d'un groupe d'assistées sociales, ou de parasites comme toi, t'as l'impression que t'es censée*

y rester.” Dans le cas d’Alice, le manque d’estime de soi l’a empêchée de se chercher un travail avant le onzième mois du délai d’un an qu’elle avait pour accepter l’offre d’un supplément:

Je suppose que j’avais tellement l’habitude d’être dans mon trou, et les enfants, je ne voulais pas les laisser. Puis, je me suis dit, je veux leur donner l’exemple, et je leur donne pas tellement l’exemple pour ce qui est de travailler et de faire son chemin dans la vie quand je reste à la maison à attendre qu’ils rentrent de l’école. Il fallait que je fasse quelque chose, pourtant j’avais une très mauvaise image de moi. Je pensais pas pouvoir le faire. Je m’imaginai toutes sortes de choses. Qu’on m’embaucherait et qu’on me mettrait à la porte ou que je partirais. J’ai jamais pensé que j’y arriverais.

Une autre participante nous a dit qu’elle ne se sentait pas à la hauteur, même pour se présenter à une entrevue, encore moins pour occuper un emploi:

T’as peur d’aller te chercher un emploi... Quand tu finis par y aller, t’es nerveuse, t’as plus aucun sentiment de dignité personnelle, alors t’essayes de t’exprimer devant ton employeur ou ton employeur éventuel. Tu obtiens l’emploi si t’as de la chance, pis tu sais pas si t’as encore l’énergie ou la force ou la capacité mentale qu’il faut pour faire le travail.

Ces deux femmes ont fini par accepter le supplément; elles ont découvert qu’elles avaient effectivement ce qu’il fallait. Bien d’autres, cependant, n’avaient pas encore découvert qu’elles avaient cette force en elles. Bien entendu, quand ce manque d’estime de soi est aggravé par l’inertie dans laquelle on s’enlise en tant qu’assistée sociale de même que par la honte débilatante qui se rattache à cet état de dépendance, on trouve de moins en moins en soi les ressources nécessaires pour surmonter les obstacles qu’on voit sur le chemin qui mène de l’aide sociale au travail.

Certaines femmes ont parlé des préjugés auxquels elles s’étaient heurtées chez les employeurs éventuels. Elles estimaient que les femmes d’un certain âge, les chefs de famille monoparentale et les personnes handicapées étaient victimes de discrimination de la part de ces employeurs. Ainsi, Évelyne, avait travaillé pendant de nombreuses années pour une compagnie d’assurances, mais depuis qu’elle avait été mise à pied neuf ans plus tôt, elle avait été incapable de se trouver un emploi semblable. Elle considérait qu’elle avait tout ce qu’il fallait pour se trouver un emploi, mais elle avait l’impression d’être doublement handicapée en raison de son âge et du manque d’emplois dans son domaine, de sorte qu’elle a refusé l’offre de supplément. Marie, une femme dans la quarantaine, avait profité du délai d’un an qui lui avait été accordé pour suivre un cours en informatique et elle s’était ensuite lancée corps et âme dans la recherche d’un emploi. Elle avait postulé de nombreux emplois, mais en vain. Elle était d’avis que les employeurs préfèrent embaucher des personnes plus jeunes et, au moment où elle a participé au groupe de discussion, elle n’avait aucun espoir de se trouver un emploi.

Même si le parti pris des employeurs contre les chefs de famille monoparentale n’est pas ressorti comme un thème important dans la discussion des obstacles à l’emploi, quelques

participantes étaient persuadées que ce parti pris existe bel et bien, et c'est peut-être un facteur qui en a découragé certaines quand elles se sont mises à la recherche d'un emploi ou qu'elles ont envisagé de s'en trouver un. Une de celles qui avaient accepté le supplément a dit que, si c'était à recommencer, elle s'y prendrait autrement: *“Ne leur [aux employeurs] dites pas que vous avez des enfants.”* Une autre femme était du même avis: *“C'est un handicap; ils s'imaginent que tu vas vouloir rentrer chez toi dès que ton enfant pleure.”* Une troisième jeune femme, qui avait refusé le supplément, a décrit l'image que les employeurs éventuels se font des chefs de famille monoparentale selon elle: *“Bien souvent, les employeurs vont dire: ‘Ah, elle est chef de famille monoparentale, peut-on vraiment compter qu'elle sera là, ou va-t-elle partir pendant une semaine ou deux chaque fois que ses enfants sont malades’, vous savez...”*

Aspects problématiques du Projet d'autosuffisance

Même si, pour la plupart d'entre elles, le Projet d'autosuffisance était un coup de main, beaucoup des participantes aux groupes de discussion considéraient que ce coup de main avait quand même des limites et que ces limites les avaient fait hésiter au moment de décider si elles devaient accepter le supplément. Leurs critiques portaient principalement sur le fait qu'elle ne pourraient toucher le supplément que pendant trois ans et qu'elles n'avaient qu'un an pour se trouver un emploi.

Le fait qu'elles ne pourraient toucher le supplément que pendant trois ans a eu un important effet dissuasif sur beaucoup des participantes, plus particulièrement sur celles qui avaient très peu confiance en leur capacité à se trouver un “emploi valorisant”. Elles craignaient de perdre non seulement le supplément de revenu au bout des trois ans, mais aussi la sécurité de l'Aide au revenu; elles s'inquiétaient de perdre leur emploi et de ne plus avoir droit à l'Aide au revenu à l'expiration du délai de trois ans. Marie nous a dit: *“Bien sûr, j'aurais droit au chômage pendant un certain temps, mais est-ce que je vais pouvoir revenir à l'assistance sociale après, et comment vont-ils m'accueillir? J'ai pensé à tout cela.”* Pour Sarah, c'était simple: *“Quand ce sera fini, y aura plus rien.”* Pour les femmes comme elle, le supplément n'était pas le gage d'un changement de vie positif durable; au contraire, elle voyait la fin des trois ans comme une menace, comme l'escarpement d'où elle et sa famille pourraient facilement tomber: *“On serait pas plus avancé qu'on l'est aujourd'hui.”* Les femmes nous ont dit comme ce serait terrible de perdre le supplément après que leur famille et elles-mêmes se seraient habituées à avoir de l'argent de plus pour des beaux vêtements ou peut-être une voiture ou un plus beau logement. Pour elles, la dégringolade financière qui les guettait au bout des trois ans effaçait tous les avantages qu'elles pourraient tirer du supplément.

Pour plusieurs des participantes, le fait de devoir obtenir les 30 heures de travail par semaine dont elles avaient besoin pour avoir droit au supplément était un obstacle certain. Elles se plaignaient de ce critère, évoquant la difficulté de trouver un travail à plein temps et l'alternative peu souhaitable de devoir travailler à deux emplois à temps partiel pour avoir assez d'heures de travail. En outre, beaucoup des participantes considéraient qu'avec leurs compétences, elles ne pourraient travailler que dans des secteurs comme l'hôtellerie, la restauration ou la vente au détail, de sorte qu'elles ne pourraient pas compter sur un nombre d'heures fixe. Dorothée nous a expliqué:

“Je l'aurais accepté [l'offre de supplément] sans la moindre hésitation si j'avais pu trouver un emploi où j'aurais été sûre d'avoir 30 heures chaque semaine, pas 30 heures une semaine et 20 la semaine suivante.” Deux autres femmes qui avaient eu des problèmes en raison des heures de travail instables et qui avaient par la suite quitté leur emploi nous ont dit que le critère des 30 heures était la principale raison pour laquelle elles ne recevaient plus le supplément. Comme nous l'a expliqué une des deux: *“Ce qui m'irritait vraiment quand je participais au Projet d'autosuffisance, c'est que je pouvais me présenter au travail et me faire dire ‘On a pas besoin de toi. Tu peux rentrer chez toi.’ On m'a enlevé 18 heures sur mon chèque de paye une semaine. Ça, ça fait mal.”*

Plusieurs des participantes étaient d'avis que le nombre d'heures de travail exigé devrait être considérablement abaissé pour celles qui n'avaient pas travaillé depuis longtemps ou qui avaient un handicap qui les empêchait de travailler à plein temps. Cependant, comme nous l'a expliqué une des participantes qui avait accepté l'offre, qui était prête à travailler et qui n'avait aucun handicap, même elle avait du mal à satisfaire au critère: *“J'ai deux emplois, et j'ai pas toujours mes 30 heures.”*

Même quand elles pouvaient trouver les 30 heures de travail, certaines craignaient de ne pas pouvoir maintenir ce rythme en cas d'imprévu - notamment si elles ou, ce qui est encore plus probable, leurs enfants tombaient malades. Quelques-unes se sont souvenues d'occasions où leurs enfants avaient été malades pendant deux ou trois jours de suite ou plus. Elles trouvaient que ce n'était pas raisonnable de s'attendre à ce que le chef de famille monoparentale ait à reprendre les jours de travail perdus la semaine suivante pour pouvoir répondre au critère des 30 heures. Par conséquent, quand elles ont été invitées à proposer des améliorations au Projet d'autosuffisance, voici ce qu'elles ont dit: *“Raccourcissez-le.” “Rendez-le plus flexible.” “Abaissez les exigences pour les personnes handicapées ou celles qui dépendent de l'assistance sociale depuis longtemps.”* Dans chacun des groupes, plusieurs personnes étaient d'avis que l'assouplissement du critère des 30 heures améliorerait le Projet d'autosuffisance parce qu'il serait ainsi plus facile d'accepter l'offre de supplément et de continuer à répondre au critère après avoir commencé à toucher le supplément. Il est intéressant de noter que, même si plusieurs participantes se plaignaient de cet aspect du Projet d'autosuffisance, très peu d'entre elles ont évoqué la semaine de travail de 30 heures comme un obstacle comme tel à l'acceptation de l'offre.

Comme on pouvait s'y attendre, étant donné le nombre de fois où les participantes ont évoqué leur manque d'instruction, plusieurs d'entre elles trouvaient que l'offre de supplément aurait eu plus d'attrait si le programme avait comporté un volet éducation et formation ou soutien au placement ou les deux. Comme l'a dit Kristen: *“Ce qu'on nous offrait, c'était un emploi, pas une carrière. On nous offrait la possibilité d'aller se trouver un emploi, mais pas d'obtenir une formation.”* C'était là un aspect qui faisait plus problème pour celles qui avaient refusé le supplément que pour celles qui l'avait accepté.

Enfin, tout comme la couverture médicale et dentaire venait au haut de la liste des avantages de l'Aide au revenu énumérés par les participantes, la perte de cette protection était évoquée par la plupart d'entre elles comme une des principales faiblesses du Projet d'autosuffisance. Bon nombre, jusqu'à la moitié parfois, des participantes aux divers groupes considéraient que le Projet

d'autosuffisance pourrait être amélioré de beaucoup s'il incluait une protection dentaire et une couverture médicale supplémentaire, mais elles reconnaissaient qu'il en résulterait des dépenses énormes. C'est une question qui préoccupait tout particulièrement les participantes du Nouveau-Brunswick, où la couverture médicale et dentaire assurée par l'Aide au revenu prend fin dès qu'on cesse de toucher les prestations d'assistance sociale de base.⁹

Comme on pouvait s'y attendre, la crainte de perdre la couverture médicale et dentaire était particulièrement forte chez les mamans qui avaient des factures médicales élevées. Denise, une de celles qui avait refusé le supplément, nous l'a expliqué en ces termes: *“Mes prescriptions coûtent presque 100 \$ par mois. En hiver, j'en ai un qui fait une amygdalite après l'autre, sans compter les gripes. Je calcule que ça me coûterait 250 \$ par mois en médicaments si j'avais à les payer moi-même, alors vous comprenez, ça ferait un gros trou dans mon budget si je me trouvais un emploi.”* Pour Alice, qui, elle, touche le supplément, les frais médicaux étaient aussi une inquiétude:

La dernière année a été très dure pour moi, parce que j'ai une fille qui est vraiment très malade depuis trois ans; elle commence tout juste à aller un peu mieux. Mais pendant trois ans de suite, c'était une prescription après l'autre. L'an dernier, j'ai payé plus de 900 \$ de frais d'hôpitaux. L'argent de plus que j'ai gagné en travaillant... J'ai rien pu économiser.

Malgré ses frais médicaux élevés, Alice considérait que cela valait la peine pour elle de travailler et de recevoir le supplément.

Circonstances personnelles

Même si elles n'y accordaient pas la même importance qu'aux facteurs dont il a été question plus haut, les participantes ont souvent fait état de deux autres facteurs comme étant des obstacles possibles à l'acceptation du supplément: les problèmes de santé et les problèmes de transport.

Les problèmes de santé étaient généralement un obstacle plus important pour celles qui ont refusé l'offre de supplément que pour celles qui l'ont acceptée, mais parmi ces dernières, certaines ont parlé de problèmes liés à leur mauvaise santé ou à d'autres restrictions attribuables à leur condition physique. Elles avaient parfois défié ces restrictions pour profiter de l'offre de supplément dans le délai de 12 mois. C'est ainsi qu'Alice, par exemple, avait fait reporter une opération qu'elle devait subir. Quand nous lui avons demandé si c'était là une décision sage, elle a répondu qu'elle ne doutait aucunement que sa décision avait été la bonne: *“C'était quelque chose [l'offre de supplément] d'extraordinaire, une occasion à ne pas rater... Ça m'aidera pendant des années; je pourrai suivre des cours du soir ou faire autre chose. J'ai été chanceuse.”* Toujours

⁹La Colombie-Britannique a un programme intitulé “Allocation de transition” qui maintient pendant 12 mois la couverture médicale et dentaire des chefs de famille monoparentale qui renoncent à l'Aide au revenu pour occuper un emploi à plein temps. Ainsi, la crainte de perdre cette couverture se trouvait atténuée à court terme pour les participantes de la Colombie-Britannique, mais c'était un problème auquel il leur faudrait faire face à l'avenir.

est-il que, parmi celles qui ont refusé le supplément, les problèmes de santé - les leurs ou ceux d'une personne à leur charge - ont souvent été évoqués comme motif de refus.

Les problèmes de transport ont été une préoccupation des membres de l'équipe de projet tout au long de la conception et de la mise en oeuvre du Projet d'autosuffisance. Ils craignaient que, dans les régions rurales, l'absence de moyens de transport constitue un obstacle à l'acceptation du supplément. Dans les faits, même si plusieurs participantes ont évoqué le transport comme étant un problème, il ne s'agissait pas d'un problème particulier à celles qui avaient refusé l'offre ni aux participantes des régions rurales.¹⁰ Pour celles qui les avaient évoqués, les problèmes de transport semblaient avoir eu un effet dissuasif certain. Voici ce que nous a dit une des participantes: *“Je dois marcher un mille et demi pour aller prendre l'autobus. Je dois être rentrée pour 2 h puisque mes enfants finissent à 1 h 45; ils arrivent à la maison à 2 h, et y a personne que je connais dans les alentours qui pourrait les garder.”* Manifestement, les problèmes de transport de cette femme étaient aggravés par la difficulté à trouver une gardienne. Une autre participante avait réussi à surmonter ses problèmes de transport en allant s'installer à mi-chemin entre la maison de sa gardienne et son lieu de travail; elle se rendait à pied chez la gardienne, puis continuait sa route jusqu'au travail. Même s'il lui fallait environ une heure et demie à l'allée et au retour, elle était assez contente de la façon dont elle s'était arrangée.

Évaluer les avantages et les inconvénients

Nous avons entendu plus haut les participantes nous parler de plusieurs des avantages que l'offre de supplément présentait pour elles. Si elles pouvaient travailler et toucher le supplément pour arrondir leur revenu, elles pourraient avoir une vie meilleure que celle qu'elles avaient comme prestataires de l'Aide au revenu. Elles pourraient ainsi faire avec leurs enfants et pour eux des choses qu'elles ne pouvaient pas faire auparavant. Pour beaucoup des participantes, le plus gros avantage était de ne plus dépendre de l'assistance sociale.

Pour d'autres, par contre, certaines des conséquences qu'il y aurait eu à accepter l'offre étaient de nature à les décourager, voire à les terrifier. Beaucoup d'entre elles considéraient qu'il leur serait impossible de se trouver un emploi, surtout de convaincre un employeur éventuel qu'elles méritaient d'être embauchées, même pour un emploi mal rémunéré. Il y avait aussi, bien sûr, la question de ce qui se passerait à la fin du délai de trois ans. Certaines envisageaient l'avenir avec confiance, voyant leur avenir comme prometteur, tandis que d'autres étaient persuadées qu'elles reviendraient inévitablement à l'Aide au revenu. D'autres encore, malgré leur peur, malgré la difficulté à trouver des services de garde et malgré l'avenir incertain qui les attendait, ont pris leur courage à deux mains et accepté l'offre de supplément, se sont trouvés un emploi et sont maintenant bien lancées dans la voie de l'autosuffisance.

¹⁰L'ironie du sort est telle qu'il est possible que celles qui avaient des problèmes de transport insurmontables n'ont tout simplement pas participé aux groupes de discussion parce qu'elles n'ont pas pu s'y rendre faute de transport.

Dans le chapitre qui suit, nous tournerons notre attention vers celles qui ont accepté l'offre de supplément. Nous essayerons de voir quels sont les facteurs qui ont fait la différence dans leur cas et de voir un peu ce qu'elles sont devenues depuis qu'elles ont décidé d'accepter l'offre de supplément. Avant toutefois de nous intéresser plus particulièrement à celles qui ont opté pour le supplément, nous jetterons un coup d'oeil à celles qui l'ont refusé.

Les principaux obstacles pour celles qui ont refusé l'offre

Plusieurs facteurs semblaient constituer des obstacles plus formidables pour celles qui ont refusé l'offre que pour celles qui l'ont acceptée. Chose certaine, les premières craignaient plus que les dernières de laisser leurs enfants et de ne pas pouvoir se trouver un emploi. Parmi les premières, il semblait aussi y en avoir un plus grand nombre pour qui l'acceptation de l'offre aurait nécessité un effort énorme pour surmonter une multitude d'obstacles combinés. Ces femmes semblaient également être moins honteuses de leur condition d'assistée sociale et semblaient accorder moins d'importance au gain financier. Interrogées sur la façon dont leur vie aurait pu changer si elles avaient accepté l'offre de supplément, elles accordaient peu d'importance à la possibilité d'accroître leur revenu, et c'était certainement là une considération qui les touchait moins que leur épanouissement personnel ou l'inquiétude qu'elles avaient de devoir laisser leurs enfants pour aller travailler. Avant d'examiner les raisons pour lesquelles ces femmes ont refusé l'offre de supplément, il est toutefois important de préciser que, si pour certaines il s'agissait d'un choix conscient, pour plusieurs autres, il s'agissait plutôt d'un choix qui leur avait été imposé par leurs circonstances personnelles.

Problèmes de santé

Bon nombre de celles qui avaient refusé l'offre ont évoqué leurs problèmes de santé comme le principal obstacle à l'acceptation du supplément; elles avaient des handicaps ou des maladies qui faisaient en sorte qu'il leur était impossible à toutes fins utiles de travailler à plein temps. Ainsi, une des participantes avait une maladie dégénérative qui affectait tous les muscles de son corps; une autre avait subi de graves traumatismes crâniens et troubles physiques à la suite d'un accident survenu plusieurs années auparavant et, même si elle arrivait à se déplacer à l'aide de deux cannes, elle décrivait son état mental et émotif comme étant extrêmement fragile et imprévisible:

Mon handicap est tel que je sais jamais d'un jour à l'autre comment je me sentirai - si ma fille devra être là pour m'aider à sortir du lit, si je pourrai même penser clairement, sans parler de travailler pour quelqu'un. Je suis pas fiable ni pour moi-même ni pour ma fille. Je peux donc pas l'être pour un employeur.

Ces deux femmes avaient été comptées parmi celles qui n'étaient "pas intéressées" par le projet, mais elles ont expliqué qu'elles n'avaient vraiment pas le choix. Comme nous l'a dit une d'elles: "Le choix pour moi, c'est que je dois vivre de l'assistance sociale." Quelques autres souffraient d'une affection temporaire ou moins grave - notamment du syndrome du canal carpien, d'allergies, de kystes aux ovaires, de problèmes de dos (parfois accompagnés d'un excès de poids) et

de dépression - qui limitaient leur capacité à travailler ou à accomplir certaines fonctions. Comme nous avons pu le constater, le Projet d'autosuffisance comportait aux yeux des participantes plusieurs éléments irritants, mais les remarques de celles qui disaient ne pas avoir le choix étaient peut-être les seules qui traduisaient une véritable amertume à l'endroit du projet. La réaction spontanée d'une participante handicapée qui avait refusé l'offre et qui avait noté "*un projet pour les bien portants*" en réponse aux mots "Projet d'autosuffisance" est d'ailleurs significative.

Moment inopportun

Plusieurs de celles qui avaient refusé l'offre ont dit qu'elle était venue à un moment où elles étaient en proie à des pressions particulières à la suite, par exemple, d'une rupture ou d'un décès dans la famille ou encore à un moment où un accident ou une maladie leur prenait presque toute leur énergie mentale, physique et affective. C'était le cas d'Évelyne:

On m'a offert de participer au Projet d'autosuffisance, mais j'étais enceinte à l'époque; j'avais déjà fait trois fausses couches et j'avais [des problèmes avec ma grossesse], alors je pouvais pas aller travailler... J'avais rien qu'un an pour accepter, et j'ai pas pu en profiter. Je serais prête maintenant à travailler, mais c'est trop tard.

D'après Marcia, l'offre de supplément était une occasion extraordinaire, mais elle n'avait pas pu en profiter à l'époque parce que ses enfants adolescents et elle-même essayaient encore de se remettre de l'échec de son mariage: "*C'était seulement le deuxième été depuis ma séparation, alors... Je sentais que j'avais besoin de récupérer et d'être à la maison avec mes enfants parce que j'étais leur seul parent.*"¹¹ Dans le cas d'une autre participante, ses enfants étaient en thérapie au moment où on lui a offert de participer au programme, et elle trouvait que ce n'était pas le moment de les laisser. Pour des raisons comme celles-là, celles qui avaient refusé l'offre étaient aussi plus nombreuses à penser que les critères comme le délai d'un an étaient trop rigides. Selon elles, on aurait dû prévoir un mécanisme d'appel pour tenir compte de circonstances particulières.

Inquiétudes concernant l'effet sur les enfants

La plupart des participantes, peu importe qu'elles aient accepté ou rejeté l'offre, n'aimaient pas l'idée de devoir confier leurs enfants à quelqu'un, mais celles qui ont refusé l'offre étaient bien plus nombreuses à dire qu'elles ne voulaient pas travailler à plein temps parce qu'elles tenaient à rester au foyer avec leurs enfants. Certaines croyaient qu'il était plus important de s'occuper de leurs enfants que d'aller travailler pour gagner leur vie, mais d'autres avaient une réaction plus émotive. Pour Jeannine, par exemple, aller travailler, c'était "*abandonner mes enfants*".

Certaines avaient des sentiments contradictoires. Appelée à réfléchir à ce que cela signifierait pour ses enfants qu'elle aille travailler, Niki s'est dit: "*Ce serait peut-être mauvais pour eux d'une certaine façon, mais ce serait mieux pour eux à long terme*" parce qu'ils

¹¹Marcia est une de celles qui a choisi plutôt de poursuivre ses études, de retourner à l'université et de relever son niveau de scolarité avant de se lancer dans la recherche d'un emploi.

m'apprécieraient davantage.” Pour Rhonda, tout dépendrait du type d'emploi qu'elle pourrait obtenir. Si elle avait un emploi qu'elle aimait ou si elle retournait aux études, ses rapports avec ses enfants demeureraient inchangés, mais “si j'avais rien qu'un travail manuel où je me sentirais frustrée et que je pourrais pas laisser parce que j'aurais pas d'aide de personne d'autre, il me semble que, quand je rentrerais à la maison, la relation que j'aurais avec mes enfants serait désastreuse”.

Bien d'autres parents craignaient d'ailleurs d'avoir des problèmes avec leurs enfants. Dans certains cas, cette crainte leur venait d'une expérience précédente. Stella se souvenait comme cela avait été difficile pour elle et ses enfants quand elle était retournée aux études:

Je finissais à 5 h, j'étais à la maison à 5 h 30, et les enfants - ma plus jeune a commencé à avoir de sérieux problèmes de comportement à l'époque, et ils ont commencé à s'accrocher à moi parce qu'ils faisaient noir à cette heure-là et qu'ils s'imaginaient que je serais pas encore là quand ce serait l'heure de se coucher ou quelque chose du genre. Ils ont très mal pris ça, parce que j'étais fatiguée - pas aussi pleine d'entrain que j'aurais dû l'être.

Denise avait un fils de 15 ans avec qui elle passait beaucoup de temps. À bien des égards, comme elle le reconnaît elle-même, elle compense sa propre enfance, où elle a été privée d'un amour parental comme celui-là. Si elle travaillait, sa relation avec son fils en souffrirait, disait-elle: “Je pense que Daniel [son fils] se sentirait abandonné, vous comprenez.” Une autre maman craignait non seulement d'avoir moins de temps à passer avec ses enfants, mais de devoir leur imposer une plus grande part des tâches ménagères, de sorte que leur qualité de vie s'en trouverait diminuée: “Ils seraient peut-être obligés de renoncer à leur club ou à leurs leçons - y aurait pas que des avantages à aller travailler.” Elle a ajouté une réflexion qui semblait résumer les sentiments de plusieurs des participantes qui avaient refusé l'offre: “L'argent, c'est pas tout, voyez-vous. C'est bien d'en avoir, je dis pas le contraire, et j'aime pas dépendre de l'Aide au revenu, mais c'est encore plus difficile d'aller travailler ou même d'aller à l'école.”

Enfin, comme nous l'avons indiqué plus haut, bon nombre de celles qui avaient refusé l'offre disaient que ce serait très difficile pour leurs enfants de perdre le supplément au bout des trois ans. Marie l'a expliqué en ces termes:

Imaginez ce que ce serait que d'avoir plein d'argent pendant trois ans - et j'en sais quelque chose parce que j'ai vécu en union libre avec quelqu'un qui avait un bon revenu et je touchais moi-même des prestations d'assistance sociale - eh bien, vous pouvez pas imaginer comme les enfants se révoltent quand y a plus d'argent. Ils comprennent pas pourquoi ils ont plus de bicyclette, plus de cassetophone, pourquoi ils vivent plus dans leur bel appartement... C'est difficile de leur dire: “Non, tu peux pas avoir les vêtements que tu avais y a trois mois.” Non, à moins d'avoir connu ça, vous pouvez pas savoir... Ils sont très amers.

Une autre femme qui faisait partie du même groupe était arrivée à la même conclusion; elle

se disait qu'ils "*commenceraient tout juste à s'habituer à bien vivre, et on leur arracherait tout du jour au lendemain.*" Quelques autres étaient simplement d'avis que, s'il y avait plus d'argent, leurs enfants en voudraient encore plus.

Perspectives d'emploi décourageantes

Dans tous les groupes, on se plaignait du manque de possibilités d'emploi, mais encore là ce sont celles qui avaient refusé l'offre qui étaient les plus nombreuses à faire cette critique. Voici ce que disait cette femme de Saint John: "*Quand de toute façon tu cherches du travail depuis dix ans et que, tout d'un coup, on te donne neuf mois - vous comprenez? Après avoir cherché pendant dix ans, tu trouverais en neuf mois? J'y croyais pas vraiment.*"

En explorant cette question, nous avons constaté que, parmi celles qui avaient refusé l'offre, la moitié peut-être de celles qui avaient évoqué la pénurie d'emplois comme un obstacle important à l'acceptation de l'offre disaient en fait qu'il n'y avait pas d'emplois qu'elles trouvaient acceptables. Comme l'a expliqué une participante: "*Il est peut-être facile de trouver les 30 heures, mais j'étais pas prête à prendre n'importe quel emploi.*" Ce sentiment était peut-être plus fort chez celles qui avaient refusé l'offre parce qu'elles étaient bien plus instruites que l'ensemble des participantes, mais il y en avait aussi beaucoup qui, à cause de leur manque de compétences professionnelles et d'expérience de travail, pensaient qu'il était peu probable qu'elles obtiennent un "bon emploi" - autrement dit un emploi bien rémunéré qui mènerait à une carrière. Comme l'a expliqué Randi: "*J'ai pas l'éducation ni les compétences qu'il faut pour me trouver un bon emploi. Vous savez, je suis du genre salaire minimum, et je me sens coupable, mais je veux pas travailler pour le salaire minimum, je peux pas m'imaginer travailler dans un magasin à 5,50 \$ l'heure.*"

Elle aussi était persuadée qu'au bout des trois ans, ce serait le retour à la case départ - préoccupation importante pour celles qui avaient refusé l'offre. Même si Randi, comme d'autres participantes qui avaient refusé l'offre, ne considérait pas qu'elle souffrait d'un manque d'estime de soi, il est révélateur qu'elle se décrivait elle-même comme étant "du genre salaire minimum". De même, les propos suivants, bien qu'ils visent le délai d'un an - obstacle évoqué uniquement par celles qui ont refusé l'offre - témoignent du sentiment que la participante a de sa prédétermination à l'échec, sentiment compatible avec le manque d'estime de soi:

Je sentais des pressions qui s'exerçaient sur moi pour que je me trouve une carrière en l'espace d'un an... et je savais très bien que je pourrais pas me trouver une carrière... On nous dit de faire quelque chose qu'on veut faire et qui nous plaît. Je pouvais rien trouver, et je me disais: "Mais quand est-ce que ça viendra? Quand est-ce que je me lancerai dans cette carrière qui me plaira?"

Certaines participantes, comme nous l'avons vu, étaient d'avis que le délai d'un an n'était pas assez long pour tenir compte de circonstances imprévues, mais la plupart s'y opposaient parce qu'elles sentaient qu'on exerçait des pressions sur elles; on les obligeait à aller se trouver un emploi, et elles ne se sentaient pas prêtes à le faire. Comme nous l'a expliqué Mandy: "*La plupart de nous, on travaille pas depuis des années, alors on peut pas du jour au lendemain aller se trouver un*

emploi - il faut une formation pour ça, et en tout cas il faut du temps.” Ces femmes considéraient que, pour qu'elles puissent obtenir un emploi qui leur permettrait d'être vraiment autosuffisantes à long terme, il leur faudrait plus d'éducation et de formation avant qu'elles ne se lancent dans la recherche d'un emploi. Il n'est donc pas surprenant que les participantes qui avaient refusé l'offre étaient plus nombreuses que les autres à proposer d'améliorer le Projet d'autosuffisance par l'inclusion de services qui leur permettraient de parfaire leurs techniques de recherche d'emploi, de se choisir une orientation professionnelle et de rehausser leur image de soi, ou encore par des services de placement comme tels, avec un volet éducation et formation sur le tas. Certaines estimaient que, sans cette aide, elles se retrouveraient inévitablement dans un cul-de-sac.

Je me disais que c'était comme un château en Espagne. Tout cet argent; pendant trois ans, je vivrais comme une reine. On me disait: "Essaye de t'avancer, de monter l'échelle, de devenir gérante par exemple." Quand t'as rien qu'une 7^e année, y a pas moyen d'avancer. Donc, après avoir eu tout cet argent pendant trois ans, je reviendrais à l'assistance sociale et je dirais: "Je suis pas capable. Redonnez-moi mes prestations."

Il n'est pas surprenant non plus que, quand les participantes ont été appelées à choisir les “cartes émotions” qui correspondaient le mieux à ce qu'elles ressentaient à l'idée de se trouver un emploi, celles qui avaient refusé l'offre étaient bien plus susceptibles que les autres de choisir des mots comme “déprimée” et “triste”.

Problèmes multiples

Presque toutes les participantes ont fait état de problèmes qui les avaient découragées ou qui les avaient à tout le moins fait réfléchir quand elles avaient eu à décider si elles devaient accepter l'offre ou la refuser, mais c'est seulement dans les groupes de discussion composés uniquement de participantes qui avaient refusé l'offre que nous avons obtenu une liste d'obstacles multiples. Il est en tout cas difficile, dans les récits qui suivent, d'isoler un obstacle en particulier comme étant prédominant, et il était parfois difficile, bien sûr, de vérifier que les participantes nous donnaient ou qu'elles connaissaient même la véritable raison qui avait motivé leur refus.

Dana, qui avait été choisie pour le Projet d'autosuffisance peu après la naissance de ses jumeaux, souffrait d'arthrite, de sorte qu'elle ne pouvait pas accomplir certaines fonctions. Ce handicap physique n'était toutefois qu'un des nombreux problèmes auxquels se heurtait Dana quand elle a pesé le pour et le contre de l'offre de supplément:

Les jumeaux étaient encore nourrissons et y a personne qui veut garder des jumeaux de moins d'un an. Il faut les séparer, et il aurait fallu à ce moment-là que je les sépare tous les trois; j'avais déjà des problèmes avec celui de trois ans, qui s'était mis à frapper les jumeaux dès leur naissance. J'étais donc aux prises avec tout ça, et six mois après l'avoir reçue [l'offre de supplément], j'ai été hospitalisée pendant cinq semaines pour un problème d'intestin.

Kristen souffrait elle aussi d'un handicap physique, mais ce n'était pas la principale raison pour laquelle elle avait décidé de continuer à dépendre de l'Aide au revenu au lieu d'accepter l'offre de supplément:

Mon problème, c'est que j'avais pas assez d'éducation, je voulais retourner à l'école, mais j'avais aussi bien des problèmes avec mes enfants à l'époque, j'essayais de les aider à régler certaines choses, et j'avais moi-même beaucoup de choses à régler côté affectif. J'essayais donc de régler tout ça, j'essaye encore... et de trouver aussi des services de garde, ce qui est vraiment le plus dur.

Une autre participante était complètement aveugle depuis l'enfance, mais ce n'est pas son handicap qui l'avait empêchée d'accepter l'offre, disait-elle, mais plutôt un amalgame d'autres facteurs: *“Dans mon cas, c'était le délai de trois ans. C'était aussi que, si je renonçais au RAG, j'aurais du mal à le ravoïr. À part ça, si je devais travailler 30 heures par semaine et continuer ni plus ni moins à travailler à plein temps à la maison tout en essayant de trouver un emploi à plein temps...”*

Appelée à expliquer son refus, Pam a commencé par dire qu'il lui aurait fallu acquérir des techniques de recherche d'emploi pour pouvoir accepter l'offre, puis elle a enchaîné en parlant de la difficulté à faire garder ses enfants:

Croyez-moi, j'aurais bien aimé y aller [à un club d'emploi], mais il faut aller aux rencontres et, pour ça, il faut avoir une gardienne, et quand on a deux jeunes enfants, le choix est limité... Enfin, j'ai ma mère, mais elle travaille à plein temps, alors je peux les laisser seulement quand mon chum travaille pas, et c'est à peu près impossible, ou bien payer... les 5, 6, 7 \$ l'heure que certaines demandent pour garder deux jeunes enfants.

Quand nous avons exploré la question de façon plus approfondie, nous avons constaté qu'elle hésitait aussi à faire confiance à quelqu'un d'autre pour garder ses enfants: *“Je les laisserais pas avec n'importe qui; je les ferais pas garder par mes amies. Il faudrait que ce soit ma mère, ma belle-mère ou Bill [le père], personne d'autre, un point c'est tout.”*

Enfin, dans le cas de Charlène, elle a commencé par parler de la difficulté à faire garder son enfant, mais il est ressorti très rapidement qu'elle avait aussi une multitude de problèmes personnels, notamment un enfant gravement handicapé, des problèmes de transport, un niveau d'instruction insuffisant et que, en fin de compte, elle se sentait frustrée de ne pas avoir pu profiter du supplément parce qu'elle avait été incapable de régler ses problèmes dans le délai d'un an:

Pour trouver un emploi, il faut que t'aies une gardienne, il faut que tu payes ton transport pour aller en ville et en revenir. Comme je vis à 45 minutes de la ville, le transport est vraiment un sérieux problème. Pis, y a aussi le fait que j'ai un [enfant] handicapé grave. Personne veut garder un [enfant] handicapé grave... Je me suis dit, bon, déménageons en ville. Même là, j'arrivais pas à trouver quelqu'un pour

s'en occuper... Finalement, je me suis dit, essayons la garde à temps partiel... peut-être que j'arriverais comme ça à faire quelque chose de ma vie. C'est ce que j'ai fait, mais je savais que j'avais besoin d'éducation. Je me suis inscrite à des cours, mais [le délai d'un an] était fini.

Malgré les problèmes dont elles ont fait état, la plupart de ces femmes auraient aimé accepter l'offre de supplément. En fait, celles qui avaient refusé l'offre étaient encore plus susceptibles que celles qui l'avaient acceptée de considérer le Projet d'autosuffisance comme un moyen d'accéder à l'autonomie et de se sentir mieux dans leur peau. Elles étaient aussi plus susceptibles que les autres de décrire le Projet d'autosuffisance comme un coup de main. Il ne faut pas oublier, cependant, que ce sont aussi ces femmes qui témoignaient d'un attachement plus fort à l'Aide au revenu. Malgré leurs récriminations contre le système, elles étaient plus susceptibles que celles qui avaient accepté l'offre d'évoquer les avantages de l'Aide au revenu, notamment le fait que le système leur réservait très peu de surprises désagréables. En tout cas, c'est "un mal qu'elles connaissent". Compte tenu des obstacles réels et perçus auxquels elles se heurtent, il est peu probable que ces femmes puissent faire les démarches voulues pour devenir admissibles au supplément sans recevoir une aide considérable. Il faudrait que quelqu'un leur montre comment naviguer à bon port parmi tous les écueils, qui pris individuellement ne suffiraient peut-être pas à les arrêter dans leur course, mais qui ensemble deviennent insurmontables.

Chapitre 4

Acceptation de l'offre de supplément

Nous portons maintenant notre attention aux femmes qui ont donné suite à l'offre de supplément. Y avait-il quelque chose chez elles ou dans leur vie qui les a aidées à prendre cette décision? Avaient-elles moins d'obstacles à surmonter? D'après les données de notre enquête préliminaire, elles avaient à peu près le même âge que celles qui ont refusé l'offre, elles n'étaient pas mieux instruites et elles n'étaient pas moins susceptibles d'avoir des enfants d'âge préscolaire. Cependant, elles voyaient peut-être le monde sous un angle différent ou peut-être que l'offre est simplement venue à un moment plus opportun pour elles. Nous nous intéressons donc dans ce chapitre à celles qui ont accepté l'offre - à leurs priorités, à la façon dont elles ont surmonté les obstacles et à ce qu'elles sont devenues en travaillant et en touchant le supplément.

Caractéristiques de celles qui ont accepté l'offre

Il convient tout d'abord de signaler que l'offre de supplément inspirait bien souvent à celles qui l'ont acceptée les mêmes préoccupations qu'à celles qui l'ont refusée. Tout comme leurs consœurs, celles qui ont accepté l'offre s'inquiétaient de confier leurs enfants à quelqu'un d'autre, de ne pas pouvoir se trouver un emploi et de ce qui se produirait au bout des trois ans quand elles cesseraient de toucher le supplément. Certaines avaient aussi des problèmes de santé et certaines avaient subi les pressions de leurs amis (y compris leur chum) et de leurs enfants qui avaient cherché à les dissuader d'accepter l'offre. Bien qu'il soit possible que, sur une base individuelle, la gravité des problèmes ait été plus aiguë pour celles qui ont refusé l'offre que pour celles qui l'ont acceptée (ainsi, parmi les participantes qui ont accepté l'offre, aucune ne souffrait d'un grave handicap physique), il semble ressortir des discussions de groupe que celles qui ont accepté l'offre avaient généralement tendance à accorder moins d'importance aux obstacles qui se dressaient sur leur chemin qu'à ce qu'elles pourraient retirer de l'expérience et qu'elles étaient plus déterminées que celles qui avaient refusé l'offre à surmonter ces obstacles.

Prenons par exemple la difficulté à se trouver un emploi. Dans tous les groupes, les participantes ont dit comme il était difficile dans la conjoncture actuelle de se trouver un emploi, plus particulièrement un emploi rémunéré à un taux supérieur au salaire minimum, mais celles qui ont accepté l'offre semblaient moins portées à considérer cette difficulté comme un obstacle insurmontable. En outre, quelques-unes ont dit regretter ne pas pouvoir participer à des cours de rattrapage dans le délai d'un an qui leur était accordé, mais elles étaient moins nombreuses que celles qui ont refusé l'offre à évoquer ce délai d'un an comme un obstacle important. Par ailleurs, tant celles qui ont accepté l'offre que celles qui l'ont refusée se sont plaintes du fait qu'elles cesseraient de toucher le supplément au bout des trois ans, mais les premières étaient bien moins portées à évoquer le délai de trois ans comme un véritable obstacle à l'acceptation de l'offre.

Les réflexions des participantes donnent à entendre que, si celles qui ont accepté l'offre ont réussi à surmonter ces obstacles éventuels, c'est en partie du moins parce qu'elles étaient plus capables d'entrevoir la possibilité de passer d'un emploi peu valorisant à un emploi valorisant. Ainsi, alors que celles qui ont refusé l'offre se distinguaient par leur incapacité à surmonter leur peur de l'«escarpement», plusieurs de celles qui ont accepté l'offre et qui partageaient cette crainte essayaient de trouver des moyens d'éviter de retomber dans le vide. Parmi ces dernières, il y avait Doris, qui avait calculé ce que serait son revenu au bout des trois ans si elle commençait à 6,62 \$ l'heure et qu'elle recevait une augmentation toutes les 800 heures, et il y avait aussi Lénore, qui n'avait aucune expérience de travail et très peu d'instruction, mais qui se disait que *“refuser une occasion comme celle-là, ça se fait pas”* et qu'elle pourrait suivre des cours du soir pour accroître ses chances de réussir.

Les récits comme ceux-là étaient d'ailleurs tellement nombreux parmi celles qui ont accepté l'offre qu'il semble que ce qui les distinguait de façon marquée de celles qui ont effectivement refusé l'offre, c'était cette détermination ou cette volonté pure. Prenons le cas de Heather, cette jeune maman de deux garçons de moins de cinq ans qui avait décidé d'accepter l'offre de supplément malgré les protestations de son chum qui, nous a-t-elle dit, *“ croyait pas que je recevrais cet argent d'extra”*. D'après elle, même si son chum avait essayé de la dissuader d'accepter l'offre, *“il m'a pas arrêtée”* parce que *“j'étais déterminée”*. Elle a précisé que son chum avait continué à s'opposer à ses ambitions après qu'elle avait commencé à travailler et qu'il devenait de plus en plus jaloux de sa réussite et mécontent du fait qu'elle passait moins de temps avec lui. Elle a fini par se rendre compte à quel point il cherchait à la dominer, et elle a mis fin à la relation. Heather a ajouté que son nouveau compagnon ne se sent pas menacé par son autonomie financière, ni par sa confiance en elle, ni par le fait qu'elle suit des cours de comptabilité le soir. Ce que nous a raconté Heather illustre bien la détermination que nous avons relevée, dans le dernier chapitre, dans les propos des femmes qui avaient surmonté des problèmes de santé, de garde ou de transport, comme dans le cas de cette femme qui était allée s'installer entre la maison de sa gardienne et son lieu de travail.

Dans l'ensemble, celles qui avaient accepté l'offre disaient avoir été plus souvent encouragées activement que découragées par leurs amis et leurs enfants. Il était toutefois fréquent de les entendre dire qu'elles avaient eu besoin de très peu d'encouragement pour se décider. Elles tenaient plutôt des propos comme ceux-ci: *“Y avait aucune raison de pas le faire.” “Je m'en serais mordu les doigts si je l'avais pas fait.” “Ç'aurait été stupide de rater une occasion pareille.”* Comme nous l'a expliqué une des participantes: *“Rien qu'à l'idée que j'aurais assez d'argent pour lui [son fils] acheter autant de lait qu'il voulait”*, c'était tout l'encouragement qu'il lui fallait. Une autre à qui on avait demandé si elle avait reçu des encouragements a répondu: *“Oui, MOI j'étais pour.”* La réponse catégorique donnée par un groupe en particulier était peut-être encore plus révélatrice de la motivation interne de celles qui avaient accepté l'offre. Quand nous leur avons demandé s'il y avait quelque chose ou quelqu'un qui aurait pu les *empêcher* d'accepter l'offre, elles ont répliqué par un *“NON!”* retentissant.

Enfin, si la perception du travail comme activité fort louable semblait être bien ancrée chez tous les groupes, les participantes qui avaient accepté l'offre semblaient avoir des sentiments plus

positifs à l'égard du travail. Elles tenaient des propos comme ceux-ci: "*Je voudrais pas ne pas travailler*" et "*J'adorais travailler.*" Une participante est même allée jusqu'à dire: "*Je suis tellement pleine d'énergie, je peux pas faire autrement que d'aimer ça!*" Une autre nous a dit: "*J'étais très heureuse quand je travaillais. Je perdais du poids et je me sentais vraiment bien dans ma peau.*" Les réflexions de celles qui avaient refusé l'offre montraient généralement une plus grande distanciation; l'observation de cette femme qui disait que le Projet d'autosuffisance était là pour "*aider les gens à se trouver un emploi et à se faire une vie meilleure*" était d'ailleurs typique. Une seule d'entre elles a parlé d'être heureuse en rapport avec le mot "emploi" et, même dans son cas à elle, ce n'était pas l'idée du travail qui la rendait heureuse, mais le fait qu'en travaillant elle pourrait sortir de chez elle et "s'aventurer" dans le monde extérieur. L'exercice où elles étaient appelées à choisir des "cartes émotions" a également révélé des différences entre celles qui avaient accepté l'offre et celles qui l'avaient refusée quant aux sentiments qu'elles éprouvaient à l'idée de travailler. Alors que les trois cinquièmes des cartes "heureuse" et "enthousiaste" qui avaient été déposées dans l'enveloppe marquée "acceptation de l'offre" venaient de celles qui avaient accepté l'offre, près des trois quarts des cartes "triste" et "déprimée" déposées dans l'enveloppe marquée "obtenir un emploi" venaient de celles qui avaient refusé l'offre.¹² Il ne faut pas oublier non plus que, d'après leur réaction spontanée aux mots "Aide au revenu", celles qui avaient accepté l'offre détestaient bien plus que leurs consœurs la honte qui se rattache à la condition d'assistée sociale et que, quand elles ont été appelées à énumérer les avantages du Projet d'autosuffisance, elles avaient plus tendance à concentrer sur les gains matériels qu'elles pourraient en retirer.

Maintenant que nous avons examiné certains des facteurs qui semblent avoir influencé dans leur décision celles qui ont accepté l'offre de supplément, voyons un peu ce qu'elles ont vécu après avoir pris cette décision.

Démarches préalables

Celles qui avaient décidé d'accepter l'offre devaient entreprendre certaines démarches avant de pouvoir commencer à toucher le supplément: elles devaient trouver quelqu'un pour s'occuper de leurs enfants et elles devaient se trouver un emploi à plein temps, ou à tout le moins un ou plusieurs emplois totalisant 30 heures de travail par semaine. Qu'est-ce qui était le plus difficile quand il s'est agi de trouver quelqu'un pour s'occuper des enfants? A-t-il été difficile de se trouver un emploi? En règle générale, elles n'ont pas eu tellement de problèmes à trouver quelqu'un pour s'occuper de leurs enfants, mais elles en ont eu pour se trouver un emploi, du moins pour se trouver un "bon emploi".

¹²Ces résultats ont été calculés en fonction de la proportion du nombre total de cartes pour chaque groupe émotion (123 heureuse/enthousiaste; 26 triste/déprimée), mais ils ont été pondérés de manière à compenser la répartition inégale entre celles qui ont accepté l'offre et celles qui l'ont refusée (55 pour cent contre 45 pour cent).

Trouver un service de garde

Naturellement, trouver un service de garde ne faisait pas problème pour les chefs de famille monoparentale qui avaient de grands enfants. Parmi celles qui en avaient besoin, la plupart avaient opté pour un service de garde privé; les autres avaient mis leurs enfants en garderie. Bien qu'il y ait eu quelques problèmes ici et là, la plupart des participantes étaient assez contentes du service de garde qu'elles avaient trouvé.

En règle générale, bien que quelques-unes aient évoqué le coût comme étant un problème, les chefs de famille monoparentale qui ont accepté l'offre ne semblent pas avoir eu trop de difficulté à trouver des services de garde abordables. Plusieurs des participantes vivaient dans des petites localités où il est difficile de trouver des gardiennes et, pour une d'entre elles au moins, le problème était aggravé du fait qu'elle avait un enfant de moins de trois ans. Cette femme a toutefois persévéré dans sa recherche, car disait-elle: *“Je savais que je pouvais pas ne pas saisir l'occasion et j'étais bien décidée à trouver des services de garde convenables et à m'arranger avec les conséquences.”* Il convient toutefois de signaler deux problèmes particuliers: trouver une gardienne digne de confiance et trouver un service de garde quand on travaille à des heures inhabituelles.

La principale préoccupation de toutes les mamans qui avaient besoin de services de garde était de trouver quelqu'un qui était digne de confiance. Lénore nous a expliqué pourquoi cela avait tellement d'importance pour elle: *“La vie qu'elles ont entre les mains, c'est celle de nos enfants; c'est vraiment pas facile de faire confiance à quelqu'un comme ça.”* Pour Brenda, le plus difficile quand il s'est agi de trouver une gardienne a été de *“savoir qui était cette personne, [de savoir] si je pouvais lui faire confiance”*. Elle a poursuivi en disant: *“Bon, d'accord, c'est possible de trouver une bonne gardienne et tout ça, mais si elle reste assise sur son derrière toute la journée, alors non, ça va pas; je veux qu'il puisse aller au parc, je veux qu'on s'occupe de lui, qu'on le stimule, quand je suis pas là.”*

Pour des mamans comme Wanda, qui avait eu une mauvaise expérience avec une gardienne, il était particulièrement difficile de trouver une gardienne en qui elle pouvait avoir confiance. Quand Wanda avait commencé à travailler et à toucher le supplément, elle avait confié sa fillette d'un an à une femme qui était sa meilleure amie depuis l'école primaire. À sa grande horreur, elle a découvert après plusieurs mois que son amie maltraitait physiquement son enfant. Wanda a fini par trouver une autre gardienne en qui elle avait confiance, mais non sans beaucoup de tiraillements, ne pouvant se résoudre à courir encore une fois le risque de confier sa fillette à quelqu'un d'autre. Comme elle l'a dit elle-même: *“Je savais pas si je pourrais jamais faire confiance à qui que ce soit... Quand tu peux pas faire confiance à ton amie, comment peux-tu faire confiance à une étrangère?”*

Plusieurs de celles qui ont touché le supplément se sont heurtées à des difficultés particulières du fait qu'elles travaillaient le soir ou à des heures irrégulières. Ainsi, Annette, quand elle travaillait, alternait sans cesse entre le poste du jour et celui du soir, de sorte qu'elle n'a jamais réussi à trouver une formule de garde satisfaisante:

Je conduis pas, j'ai une peur terrible de conduire. C'[était] difficile de faire lever les enfants, de tout préparer... Si je travaillais le matin, je pouvais pas être là à 7 h; il fallait que je demande à ceux qui travaillaient de nuit de travailler une heure de plus à ma place parce que la garderie ouvrait pas avant 7 h 30... Le lundi soir, c'était invivable, parce qu'ils revenaient tout juste de chez leur père et ils étaient fatigués, alors le lundi matin, c'était presque impossible de les faire lever, de les emmener à la garderie, qui se trouve quelques maisons plus haut, et ensuite de me rendre au travail, puis de rentrer chez moi, de faire à manger... J'avais pas de temps... et le peu de temps que j'avais pour moi, je le passais à pleurer.

Le récit que nous a fait Annette illustre de façon saisissante le fait que les problèmes sont souvent entrelacés. Quand on ne peut pas compter sur un service de garde stable et sûr, les autres problèmes comme les pressions et la fatigue extrême prennent encore plus d'ampleur.

Trouver un emploi

Quand nous avons demandé à celles qui avaient accepté l'offre s'il leur avait été difficile de se trouver un emploi, les avis étaient partagés. Dans chaque groupe, peu importe la localité ou la région, certaines ont répondu non, tandis que d'autres ont répondu oui. La plupart étaient d'accord pour dire qu'il était facile d'obtenir “*un emploi quelconque*”, mais qu'il était difficile d'obtenir “*un emploi valorisant*”. Comme l'a expliqué une participante: “*J'ai cherché, j'ai cherché, et j'ai pas ce qu'il faut pour la plupart des emplois qui payent plus que 7 \$ l'heure. C'est tout ce que je pouvais obtenir.*” Les participantes du Nouveau-Brunswick ont indiqué qu'il était difficile de trouver quelque emploi que ce soit, même un emploi à temps partiel.

Plusieurs des participantes qui étaient décidées à accepter l'offre ont décrit les efforts qu'elles avaient fait au début pour se trouver un emploi “*où y avait de l'avenir*”, mais elles avaient fini par accepter un emploi moins intéressant. Dana a expliqué que, comme le délai était près d'expirer elle était “*prête à prendre n'importe quoi*”, et Pam nous a dit qu'elle aussi avait fini par prendre “*ce que je pouvais trouver*” après avoir cherché pendant plusieurs mois un emploi “*où j'aurais pu monter et gagner plus d'argent avant que le supplément du Projet d'autosuffisance expire*”. L'emploi que Kathleen s'était trouvé dans une station-service à 6 \$ l'heure était typique de ces emplois sans avenir. “*Je l'ai pris, a-t-elle dit, rien que pour avoir le supplément le temps que je me cherche un meilleur emploi.*” Elle a précisé que, deux semaines et demie plus tard, elle s'était trouvé un meilleur emploi.

Comme nous l'avons déjà montré, l'expérience de celles qui avaient accepté l'offre attestait souvent leur détermination. Il n'y a qu'à voir comment Éléonore s'y est prise pour surmonter les obstacles auxquels elle se heurtait du fait qu'elle vivait dans une petite localité où les services de transport étaient insuffisants:

Les emplois sont rares dans [ma région] comme c'est pas possible. Sans moyen de transport, c'est encore plus difficile. Alors, quand j'ai entendu parler de ce projet, j'ai dû convaincre un vendeur de voitures d'occasion de m'en donner une à crédit; il

a accepté, heureusement, puis j'ai dû presque tordre le bras à quelqu'un d'autre pour qu'il me donne un contrat de travail; il voulait vraiment pas embaucher personne.

Cette détermination était aussi manifeste dans les démarches de plusieurs femmes qui, à cause de leur manque de compétences ou d'instruction, risquaient tout particulièrement de tomber en bas de l'«escarpement» au bout des trois ans. Les observations de bon nombre de ces mamans montrent qu'elles comptaient sur l'expérience de travail qu'elles acquerraient ou les études qu'elles feraient ou les deux pour assurer leur autosuffisance à long terme. Voici ce que disait une d'elles: *“Je veux faire quelque chose pour m'améliorer maintenant pendant que j'ai de l'argent qui rentre.”* Chose certaine, la crainte de redevenir prestataire de l'Aide au revenu était une importante source de motivation pour cette femme:

Je fais des cours du soir et j'ai presque terminé mon secondaire. J'ai l'intention d'aller au collège ensuite. Ce projet m'a permis de vraiment me prendre en main. Que vais-je faire après, retourner à l'assistance sociale? Pas question - je veux pas me retrouver au bout des trois ans travaillant à 5 \$ l'heure et obligée de retourner à l'assistance sociale.

De même, une autre femme nous a dit qu'elle avait l'intention de faire en sorte que son acceptation de l'offre de supplément *“soit réaliste”* en suivant des cours pour rehausser ses compétences en gestion, domaine où elle travaillait auparavant. Elle a rajouté: *“Et je retournerai jamais à l'assistance sociale, parce que je veux absolument pas y retourner.”*

“Bons” emplois “mauvais” emplois

La plupart des participantes qui travaillaient occupaient un emploi de premier échelon. Elles étaient caissières, serveuses ou commis de magasin. Elles travaillaient chez McDonald, chez Tim Horton, dans des stations-service, derrière des comptoirs de poulet minute ou des pizzerias. Elles étaient femmes de chambre ou faisaient du télémarketing. Beaucoup d'entre elles travaillaient par poste et plusieurs d'entre elles travaillaient à plus d'un emploi à temps partiel pour avoir leurs 30 heures.¹³ Très peu des participantes travaillaient à des emplois qui pourraient être considérés comme des emplois col blanc, même si certaines d'entre elles travaillaient comme secrétaire. La plupart avait très peu d'instruction; la moitié seulement d'entre elles avaient leur 12^e année, et on pouvait compter sur les doigts de la main celles qui avaient fait des études universitaires. Alors, que pensaient-elles de leurs emplois? Étaient-ce de bons emplois selon elles?

De nos jours, on a généralement tendance à considérer que les bons emplois sont ceux qui sont axés sur le savoir ou la technologie ou les deux, parce qu'ils offrent de meilleures perspectives d'emploi. De l'avis général, les mauvais emplois sont ceux qui exigent très peu de compétences et

¹³C'est le cas, par exemple, de cette femme qui avait quatre emplois à temps partiel et qui travaillait entre autres dans un bureau et aussi comme plongeuse dans un restaurant.

qui offrent très peu en fait de sécurité d'emploi, de rémunération ou d'avantages sociaux. Jugés à l'aune de cette définition, la plupart des emplois auxquels pouvaient aspirer les participantes seraient considérés comme de mauvais emplois, mais cette mesure n'est pas celle qui avait été retenue par la plupart des bénéficiaires du supplément.

Pour elles, les bons emplois étaient ceux qui offraient une rémunération suffisante, ce qui voulait normalement dire pour elles un salaire supérieur au salaire minimum. Même les emplois mal rémunérés étaient bons à leurs yeux s'ils permettaient d'espérer des augmentations salariales ou de l'avancement ou s'ils comportaient une formation sur le tas. Les très bons emplois étaient ceux qui leur assuraient en outre une couverture médicale et dentaire. Les mauvais emplois étaient ceux qui ne leur laissaient entrevoir aucun espoir d'améliorer leur situation avant que le supplément n'expire. Les mauvais emplois étaient aussi ceux où les employées se sentaient exploitées ou dévalorisées. Enfin, les participantes faisaient une distinction entre les "emplois qui mènent à quelque chose" et ceux qui étaient "rien que des emplois". Elles auraient toutes été d'accord pour dire que l'emploi de Bélinda qui travaillait dans une fabrique de cure-dents au salaire minimum était un mauvais emploi.

La plupart de celles qui avaient accepté l'offre, peu importe qu'elles soient toujours employées ou pas, considéraient que l'emploi qu'elles avaient obtenu était un bon emploi, et elles n'hésitaient pas à proclamer leur enthousiasme. Elles tenaient des propos comme ceux-ci: "*J'adore mon emploi*" et "[c'est un emploi] *formidable!*" Il y avait autant de raisons d'être enthousiastes qu'il y avait de participantes. Certaines aimaient leur travail parce que les heures étaient bonnes, de sorte qu'elles pouvaient travailler à des moments où elles avaient accès aux services d'une gardienne. L'emploi de cuisinière qu'avait Grace, même si elle l'a laissé pour des raisons médicales, était un bon emploi, disait-elle, parce "*les heures étaient bonnes et j'étais là toute la soirée avec les enfants*". Kathleen aimait bien travailler derrière un comptoir de poulet frit justement parce que son employeur cotisait à un régime de soins médicaux, avantage considérable aux yeux des participantes. Ainsi, quand Sarah a dit qu'elle avait un emploi avec régime de soins médicaux et dentaires, toutes les autres ont applaudi. Pour ces femmes, l'emploi qu'avait Sarah était incontestablement un bon emploi parce qu'il lui assurait une protection médicale et dentaire.

Enfin, il y avait celles qui aimaient leur emploi, non pas tellement à cause du travail en tant que tel, mais à cause du sentiment d'autonomie qui s'y rattachait. Rébecca disait:

Je travaillais dans une pizzeria. C'était pas grand chose, c'était pas ce que je voulais, mais je me disais: "Au moins, j'ai un emploi, je reste pas là à rien faire. Je travaille." Je travaillais autant d'heures que possible. Quand le gérant décidait de prendre congé, je travaillais deux postes de suite, le mien et le sien, jusqu'à trois heures du matin.

Néanmoins, ces emplois décrits en des termes positifs étaient parfois aussi considérés comme des emplois "cul-de-sac", critique généralement réservée pour les "mauvais emplois". C'était le cas d'un groupe de participantes en Colombie-Britannique, qui se sont toutes exclamées "*cul-de-sac*" quand nous leur avons demandé de décrire les emplois qu'elles occupaient (elles ont

expliqué par la suite que le salaire était trop bas ou qu'elles avaient l'impression de n'avoir aucune perspective d'avenir). C'est ainsi que Heather considérait son emploi de serveuse: *“J'ai pas à me plaindre, mais c'est un emploi qui mène nulle part. Y a pas d'amélioration, pas d'avancement.”*

Plusieurs des participantes, surtout celles du Nouveau-Brunswick, où le salaire minimum est moins élevé qu'en Colombie-Britannique, disaient travailler à des emplois où elles gagnaient 5 ou 6 \$ l'heure, ce que beaucoup de chefs de famille monoparentale considéraient comme “lamentable”. Certaines qui, comme Bélinda, avaient laissé ces emplois ne s'étaient pas trouvées d'autre emploi, retournant bien souvent à l'assistance sociale. D'autres, comme Pam, continuaient à travailler à ces emplois mal rémunérés. Peu importe qu'elles travaillent, qu'elles soient au chômage ou qu'elles soient retournées à l'assistance sociale, ces femmes disaient qu'elles voulaient un emploi où elles auraient droit à plus que le salaire minimum. Invitée à préciser sa pensée, Édith a répondu: *“N'importe quoi, du moment que je reçoive au moins 2 \$ de plus que 6 \$ l'heure... [car] je gagne 6 \$ maintenant.”* Une autre a répondu: *“Même maintenant, j'ai toujours en tête de trouver quelque chose de mieux payé. Je lis toujours les offres d'emploi dans le journal - pour voir s'il y aurait pas quelque chose. Vous comprenez, je me plains pas de ce que je fais, mais...”* Bien entendu, il y a aussi le fait que ces femmes veulent plus qu'un revenu de subsistance quand elles n'auront plus droit au supplément que leur verse le gouvernement. Comme l'a expliqué Linda: *“J'espère bien que, dans trois ans, j'aurai trouvé quelque chose où je gagnerai plus d'argent, parce que le supplément va prendre fin un moment donné et je peux certainement pas vivre avec 700 \$ - bon, je suppose que je pourrais le faire, mais après avoir été habituée pendant trois ans à avoir plus d'argent qui rentre, on veut quelque chose de mieux.”*

Beaucoup des femmes parlaient d'aspirations qui dépassaient le simple relèvement de leur situation financière comme en témoignent ces propos d'Elaine: *“Je veux travailler le reste de mes jours, mais le travail - l'initiative - je veux aller plus loin. Je veux m'améliorer.”* Elaine était à ce moment-là gérante adjointe d'un petit restaurant où elle avait commencé à travailler quand elle avait accepté l'offre de supplément. Ces mêmes aspirations se retrouvaient aussi chez d'autres participantes qui, qu'elles travaillent à ce moment-là ou qu'elles aient laissé leur emploi pour en chercher un autre, disaient qu'elles *“voudraient certainement faire mieux”*. Pour des femmes comme Elaine, cela voulait dire se *“trouver un autre emploi. Comme de travailler à un emploi pour prendre de l'expérience et essayer ensuite de trouver quelque chose de mieux.”* Certaines des participantes avaient toutefois peu d'espoir de pouvoir s'améliorer à moins de relever considérablement leur niveau de compétences ou d'instruction ou les deux. Comme l'a expliqué Heather: *“Je suis pas qualifiée pour rien d'autre.”* Elle disait qu'à moins de retourner aux études, *“je serai serveuse, ou je prendrai les manteaux au vestiaire”*. Comme nous avons pu le voir, certaines de celles qui avaient accepté l'offre avaient déjà fait des démarches pour améliorer leur niveau d'instruction au moment où les groupes ont eu lieu à l'automne 1994. Des recherches ultérieures permettront de déterminer dans quelle mesure ces efforts auront contribué à l'autosuffisance économique des femmes concernées.

Incidence du Projet d'autosuffisance sur la vie des participantes

Celles qui avaient accepté l'offre ont été appelées à répondre à plusieurs questions sur la façon dont le fait de travailler et de toucher le supplément avait changé leur vie, y compris leurs rapports avec leur entourage. Elles ont été invitées à réfléchir aux changements qui s'étaient produits dans leur vie au foyer, dans leurs rapports avec leurs enfants, leurs amis et leur famille et, le cas échéant, dans leur vie amoureuse. Si l'on en juge uniquement par le nombre de fois où il en a été question dans les réponses des participantes, il semble que c'est au chapitre des gains matériels et des rapports parent-enfant que se sont produits les changements les plus remarquables. Bien que les participantes en aient moins souvent fait état, le Projet d'autosuffisance a également eu une incidence sur leur épanouissement personnel et sur leurs rapports avec les autres, y compris sur leurs rapports amoureux.

Gains matériels

Les participantes disaient s'être achetée une voiture et des vêtements, avoir emménagé dans un meilleur quartier et avoir réglé leurs dettes. Dans l'ensemble, elles étaient d'avis que leur niveau de vie s'était amélioré. Certaines, comme Tanya, avaient connu un changement de vie radical:

Voilà, je suis passée d'un appartement miteux à un appartement avec plancher de bois, foyer, verrou de sécurité... C'est tout mon niveau de vie, et celui de ma fille, qui s'est amélioré... On a commencé à s'habiller différemment; on a commencé à manger - on pouvait aller à l'épicerie et, si elle voulait tel type de céréales, je pouvais lui dire, très bien, on en prend deux boîtes.

Mary, quant à elle, avait connu une amélioration moins radicale mais quand même appréciable de sa situation matérielle: *“Avec le supplément, je regardais l'indicateur d'essence et je me disais ‘Oh, je peux bien faire un petit détour avant d'aller travailler’, et j'avais quand même assez d'argent pour me rendre au travail le lendemain.”* Elle a expliqué qu'elle avait déjà travaillé avant de toucher le supplément, mais qu'elle ne pouvait qu'acheter assez d'essence pour se rendre au travail et en revenir. Plusieurs des participantes ont dit qu'elles avaient acheté une voiture, et quelques-unes avaient même pu s'acheter une maison, même si dans un cas la différence était attribuable au fait que l'intéressée vivait avec son fiancé et que le ménage avait donc deux revenus. Une participante était toute fière d'annoncer: *“D'ici à novembre, j'aurai 15 000 \$ à mettre sur une maison. Une maison, imaginez ça, une maison!”* Certaines participantes étaient contentes de pouvoir enfin épargner de l'argent: *“Je pouvais rien épargner avant, mais maintenant, c'est comme si je roulais sur l'or.”* D'autres disaient qu'il leur était impossible d'épargner à cause des dépenses supplémentaires qu'elles devaient assumer, notamment pour les frais médicaux et dentaires.

Quand les participantes parlaient d'avoir plus d'argent, c'était pour elles un moyen d'offrir à leurs enfants ce dont ils étaient privés quand la famille devait vivre de l'Aide au revenu. Bien souvent, il s'agissait de choses bien simples que les parents à revenu moyen ou élevé considéreraient comme des dépenses mineures. Ainsi, une maman se disait soulagée de pouvoir maintenant emmener ses enfants chez McDonald. Une autre maman, qui ne travaillait plus, se

souvenait comme elle aimait pouvoir *“emmener les enfants au restaurant certains soirs. Ou simplement faire quelque chose avec eux, comme d'aller quiller ou sortir le soir sans que je me sente coupable de dépenser de l'argent pour ça, parce que, vous savez, j'en aurais peut-être pas assez pour payer mes comptes.”* De même, Cindy disait que, du fait qu'elle travaillait et qu'elle touchait le supplément, elle pouvait faire *“des choses qui coûtent de l'argent. Comme aller au cinéma le samedi et acheter du popcorn... Comme aller au musée des sciences, prendre le train aérien, et des choses comme ça.”* Rennie disait pour sa part qu'elle pouvait faire plus *“d'activités de qualité avec eux, comme de les emmener camper”*, activité qui était au-dessus de ses moyens quand elle vivait de l'Aide au revenu. Bon nombre des participantes se sentaient soulagées de pouvoir faire des choses comme ça pour leurs enfants, de ne plus se sentir coupables d'avoir à toujours leur dire non. Cette culpabilité, Leila la ressentait de nouveau depuis qu'elle ne travaillait plus. Elle l'a expliquée en ces termes:

Leurs amies sont dans des clubs, et elles veulent aller elles aussi aux Jeannettes et faire d'autres choses comme ça, mais j'ai pas les moyens de leur payer ça. Mais avec le supplément, j'avais cet argent de plus qui rentrait... elles comprennent pas, voyez-vous, que j'ai pas l'argent. Elles me regardent comme avec l'air de dire “T'es méchante”.

Refuser des choses à leurs enfants, ce n'était pas seulement refuser de les inscrire aux Jeannettes ou à d'autres activités du genre, mais leur refuser des choses fondamentales: *“Avec le supplément, quand on manque de lait pendant la semaine ou vers la fin du mois, je peux aller en acheter; j'ai pas besoin de leur dire ‘Ah, pas de lait ce soir, les enfants. C'est dommage, mais c'est comme ça.’”* Heather a bien résumé ce que ressentent ces mamans quand elle nous a rapporté cette conversation entre elle et sa fille: *“‘Tu répètes toujours la même chose, qu'elle me dit. J'haïs ça.’ ‘C'est quoi que je dis?’ que je lui ai demandé. ‘Tu dis toujours “un jour”.’”*

Incidence sur les enfants et sur les rapports avec les enfants

Comme on pouvait s'y attendre, quand nous leur avons demandé de nous dire comment leur vie avait changé, beaucoup de ces mamans nous ont parlé des conséquences sur leurs enfants et sur leurs rapports avec leurs enfants. La moitié du temps environ, elles ont fait état de changements positifs. Ainsi, Léa était d'avis que les rapports qu'elle avait avec ses enfants étaient *“meilleurs qu'ils avaient été depuis des années”*. Loretta nous a dit tout simplement: *“Mes enfants sont heureux”*, pas seulement à cause des avantages financiers, mais parce qu'ils avaient maintenant une vie plus stable: *“Avant, je m'inquiétais toujours de savoir où je prendrais l'argent pour telle ou telle chose.”* Selon Candace, *“les enfants sont contents que je travaille, même si c'est dur”*. Ses enfants étaient assez grands qu'ils n'avaient pas besoin de gardienne, et comme elle rentrait chez elle à peu près au même moment qu'ils arrivaient eux-mêmes de l'école, elle ne leur manquait pas vraiment. Ils veulent qu'elle travaille, nous a-t-elle dit: *“Le matin, quand j'essaye de prendre juste dix minutes [de sommeil] de plus, ma fille est à ma porte: ‘Maman, tu vas être en retard, lève-toi.’”* Quelques mamans nous ont dit qu'il y avait plus d'interaction entre elles et leurs enfants. Grace nous l'a expliqué en ces termes: *“Mon fils m'apprécie plus. Il a hâte de me voir arriver à la maison. Nous faisons plus de choses ensemble la fin de semaine - c'est comme le seul temps que je*

...passe vraiment avec lui, parce qu'il est à l'école maintenant. J'ai hâte de le voir et lui aussi a hâte de me voir."

Selon une des participantes, le fait de travailler et de toucher le supplément a fait une différence énorme dans la relation qu'elle a avec sa fille de 17 ans: *"L'argent, c'est très important pour elle. Alors, elle m'appréciait plus comme personne aussi. Elle me traitait mieux."* Quand nous lui avons demandé de préciser de quelle façon sa fille la traitait mieux, elle a expliqué qu'avant qu'elle commence à travailler, elle avait très peu d'influence sur sa fille. Quand elle essayait de la pousser à l'école, par exemple, sa fille l'envoyait promener: *"Je serais bien folle d'y aller. Qu'est-ce que tu fais toi-même?"* Elle nous a rapporté que, comme elle la voit *"faire quelque chose de sa vie"*, sa fille est plus prête à assumer ses propres responsabilités.

Cependant, les observations des participantes étaient positives la moitié du temps seulement. Certaines s'inquiétaient du fait qu'elles ne passaient pas assez de temps avec leurs enfants ou que leurs enfants devenaient trop matériels ou trop *"dépendants"*, comme cette maman qui disait: *"Les miens ont rien que cinq ans et trois ans, et ils font déjà ça."* Elle nous a expliqué: *"J'ai un emploi où je suis payée toutes les semaines et, pour l'autre, c'est toutes les deux semaines, et ils savent c'est quand mon jour de paye pour la semaine ou les deux semaines que j'ai travaillées; ils savent aussi quand je reçois le supplément. Et ils sont là à attendre que je leur achète des souliers, du linge ou autre chose."*

Certaines mamans disaient qu'elles s'ennuyaient de leurs enfants et que leurs enfants s'ennuyaient d'elles. Elles s'inquiétaient parce qu'elles n'avaient plus assez de temps pour leurs enfants et parce qu'elles étaient trop fatiguées pour profiter du temps qu'elles passaient avec eux. Molly était d'avis que sa fille ne demanderait pas mieux que de remplir un formulaire de plainte au sujet du Projet d'autosuffisance:

Elle pourrait dire tous les désavantages qu'elle voit, parler de toutes les heures où je suis pas là et dire comme c'est injuste. C'est pas que je me plains tout le temps, mais je travaille tellement fort, et elle sait que mes jambes me font souffrir terriblement et que j'ai parfois du mal à marcher après le travail; elle le voit bien.

Quand nous lui avons demandé si elle pensait à laisser son emploi, Molly a répondu qu'elle était venue tout près de le faire à plusieurs reprises - le sentiment était tellement fort qu'elle avait pensé retourner à l'assistance sociale.

Pour des raisons semblables, Wanda avait fini, elle, par laisser son emploi, même si elle aimait ce qu'elle faisait:

Je trouvais que j'avais moins de temps pour les enfants, pour la maison, pour moi. J'étais toujours à court de temps. Y avait jamais assez d'heures dans la journée. J'allais travailler, je rentrais à la maison, je faisais la vaisselle, je préparais le souper, je m'occupais des enfants. En fin de compte, je sentais que c'était vraiment trop.

Dans certains cas, non seulement les participantes s'inquiétaient de passer moins de temps avec leurs enfants, mais elles se sentaient coupables de les laisser en garderie ou chez une gardienne. Elles disaient que leurs enfants pleuraient toujours quand elles les laissaient. Une maman nous a raconté: *“Il me dit ‘Maman, je veux pas que tu m'achètes rien. Je serai fin, je te promets. Est-ce qu'on peut rester à la maison aujourd'hui?’ Je me sens coupable, et comment!”* Bérénice, au contraire, croyait que la garderie était une expérience positive pour son fils. Elle nous a dit qu'il était devenu plus indépendant:

Quand j'ai commencé à travailler, il était tellement bébé. En l'espace de quelques mois, il a changé comme c'est pas possible. C'est un grand garçon maintenant. Je me suis demandé: qu'est ce que je faisais qui était pas correct avant? [Bérénice et les autres se mettent à rire.] On lui a appris bien des choses que j'avais même pas pensé à lui apprendre.

Le fait que la même expérience - à savoir la garderie - puisse donner deux réactions très différentes donne à entendre que le résultat dépend d'autres facteurs que l'expérience comme telle.

Rapports avec les amis et la famille

Parmi celles qui avaient accepté l'offre, beaucoup ont connu des changements dans leur vie sociale quand elles ont commencé à travailler, perdant souvent des amies de longue date. C'est le cas de cette femme qui nous a dit: *“Certaines [amies de longue date] me parlent plus.”* Quand nous lui avons demandé pourquoi, elle a répondu: *“Eh bien, c'est qu'avant j'étais toujours là pour les aider, et maintenant je le suis pas.”* Pour d'autres, le fait de travailler les empêchait de cultiver les amitiés qu'elles avaient. Comme nous l'a dit Julie: *“J'ai plus de vie sociale. Je travaille tout le temps.”* Le travail par poste avait complètement bouleversé la vie sociale d'une autre femme: *“Mes amies - mes bonnes amies et les membres de ma famille - eh bien, personne vient me rendre visite maintenant parce qu'elles savent que, quand elles travaillent pas, moi je travaille.”*

Quant à Pam, elle avait perdu une de ses amies - qui était elle aussi prestataire de l'Aide au revenu - parce que cette amie lui en voulait d'avoir été choisie pour le Projet d'autosuffisance alors qu'elle ne l'avait pas été. *“Elle était vraiment très fâchée, parce qu'elle trouvait que sa situation était bien pire que la mienne et elle se disait que c'était pas juste qu'on l'ait refusée et que moi je l'aie eue.”* Même si plusieurs d'entre elles ont parlé de la possibilité de compenser en se faisant de nouvelles amies au travail, elles ont fait remarquer que cela n'était pas toujours facile, parce qu'elles se trouvaient maintenant dans un milieu social où elles n'avaient plus en commun avec les autres le fait d'être prestataire de l'Aide au revenu:

C'était difficile au début, parce que, quand t'es assistée sociale, tes amies sont généralement d'autres assistées sociales, parce que les autres te voient différemment et te parlent différemment. Tu te sens inférieure à elles, parce qu'elles sont là en train de parler de ce qu'elles ont, de ce que toi t'as pas.

Pour certaines de celles qui avaient accepté l'offre, le fait d'échapper à la honte d'être assistée sociale leur avait permis de se faire de nouveaux amis: *“T'as pas peur de te faire de nouveaux amis. C'est plus facile, parce que t'es plus assistée sociale.”* Quand nous lui avons demandé pourquoi c'était plus facile, cette participante a répondu: *“Oh, je sais pas. Ils pourraient découvrir que t'es assistée sociale. Ils auraient une moins bonne opinion de toi à ce moment-là.”*

Cependant, le fait de se faire de nouveaux amis au travail ne semblait pas être le gage d'une vie sociale active le soir. Bon nombre des participantes disaient que les heures qu'elles passaient au travail ne leur laissaient pas de temps pour les contacts sociaux. Quand nous leur avons demandé si elles avaient remarqué des changements dans leur vie amoureuse, la plupart se sont simplement esclaffées. Comme l'a dit une d'elles: *“Quand tu travailles six soirs par semaine, t'as pas le temps d'avoir un chum.”* Il y avait quand même des exceptions: au moins quatre femmes ont annoncé qu'elles s'étaient mises en ménage avec quelqu'un; trois d'entre elles s'étaient mariées depuis qu'elles avaient commencé à toucher le supplément ou étaient sur le point de se marier. Lénore nous a dit qu'elle n'aurait jamais rencontré son futur si elle n'avait pas accepté l'offre de supplément. C'était quelqu'un qu'elle connaissait déjà et qui, en apprenant qu'elle avait commencé à travailler, lui avait *“apporté un bouquet de fleurs et insisté jusqu'à ce que je dise oui.”*

Changement personnel

Bien des participantes nous ont dit que le fait de travailler et de toucher le supplément avait influencé de bien des façons leur épanouissement personnel et leur vision des choses. Elles se sentaient davantage aux commandes de leur vie et étaient plus satisfaites du résultat. Bérénice, par exemple, disait avoir davantage confiance en elle. *“C'est juste que c'est pas un chèque de bien-être que je reçois. Quand je vais à la banque, ça me dérange pas qu'on voit mon chèque; c'est un vrai chèque de paye, pas un chèque de bien-être! J'ai l'impression d'être quelqu'un.”* Une participante particulièrement dynamique et expansive du nom de Corinne nous a dit: *“J'ai une personnalité maintenant. J'en avais pas quand je vivais du bien-être.”* Quand les autres se sont esclaffées, Corinne a répliqué: *“Je sais, je sais. Mais tout le monde me demande ‘Qu'est-ce qui t'arrive depuis deux ans?’ Avant, je disais pas un mot. Je serais jamais venue à quelque chose comme ça - jamais de la vie!”*

D'autres ont indiqué qu'elles se sentaient plus efficaces dans leur vie personnelle. Sarah, par exemple, avait réussi à quitter le compagnon qui la maltraitait. Avant de toucher le supplément, elle devait se fier à lui pour l'aider à payer son loyer. Elle nous a dit que l'argent de plus que lui assurait le Projet d'autosuffisance *“m'a donné plus de courage financièrement pour me sortir de là”*, mais a-t-elle ajouté: *“J'y suis pour beaucoup moi aussi dans cette décision-là.”* Léa avait, elle aussi, laissé le chum qui la maltraitait:

Quand j'ai commencé à travailler, mon ex-chum est devenu très jaloux. Je passais pas assez de temps avec lui; je rencontrais de nouvelles personnes. Il m'arrivait constamment au travail et me faisait des scènes; je suis plus avec lui... Avant, quand je travaillais pas, j'aurais sans doute essayé d'arranger les choses et de le rendre heureux, mais après que j'ai commencé à travailler, j'avais une meilleure image de

moi et tout le reste, et c'est devenu: 'Si t'arrives pas à t'adapter, salut casseau.' Je suis maintenant avec quelqu'un d'autre. C'est très bien, c'est vraiment très plaisant.

D'autres ont trouvé une certaine tranquillité d'esprit. Pour Évelyne, si sa vie avait changé, c'est dans le sens que *"maintenant je peux généralement me coucher l'esprit tranquille. Je peux me faire un budget maintenant: ça c'est pour ça, ça pour autre chose... Le soir, je peux m'asseoir et regarder la télé et... j'ai pas ce poids sur les épaules."* Mandy, qui avait cessé de travailler, nous a dit:

J'étais plus heureuse, plus dynamique. Je me sentais mieux avec moi-même et avec les autres. J'étais pas toujours en train de râler contre eux. Je pouvais me lever le matin et me sentir bien d'aller travailler, au lieu de me lever et de me dire: "Dis-moi donc pourquoi je me lèverais? J'ai pas de raison de me lever."

Enfin, Bélinda, qui avait été prestataire de l'Aide au revenu pendant de nombreuses années, a déclaré: *"J'ai des options maintenant; je peux décider moi-même."* Cette nouvelle autonomie ne lui venait pas de l'amélioration de sa situation matérielle; Bélinda disait qu'elle avait toujours eu une voiture et était propriétaire de sa maison, mais que sa vie avait changé *"pour la simple raison que je me suis prise en main. J'ai plus honte de moi."* Elle en était aussi venue à accepter ses années comme prestataire de l'Aide au revenu - toutes ces années pendant lesquelles elle n'avait même pas dit à ses enfants que le chèque qu'elle recevait tous les mois venait de l'Aide au revenu; elle leur disait que l'argent venait de leur père. Bélinda a toutefois défendu sa décision de faire vivre sa famille avec les prestations de l'Aide au revenu: *"J'ai fait du mieux que j'ai pu dans les circonstances... Je suis contente d'avoir été à la maison avec mes enfants, parce qu'il me semble qu'ils sont plus sûrs d'eux. Mon fils de 18 ans a trois emplois; ma fille de 15 ans va commencer à travailler cet été. J'étais là pour eux. Je leur ai donné confiance en eux."* Consciente de sa pauvreté et de sa situation peu enviable, Bélinda nous a expliqué qu'elle avait toujours dit à ses enfants: *"Je veux pas que vous vous retrouviez comme moi. Je veux pas que la même chose vous arrive."* Elle ne *"regrettait pas"* d'être restée prestataire, parce que *"quand j'entends dire comme c'est dur quand on a rien que le salaire minimum, je me compte chanceuse. Parce que, quand mes enfants étaient malades, j'avais des médicaments pour eux."*

Bien que les participantes aient fait état de nombreux changements positifs sur le plan personnel, leur nouvelle situation comme bénéficiaire du supplément ne leur paraissait pas toujours meilleure. Plusieurs ont évoqué la lourdeur du fardeau qu'elles devaient assumer étant donné leur triple rôle comme soutien de famille, maman et maîtresse de maison. Elles trouvaient qu'elles étaient *"vraiment très occupées"* et qu'elles n'avaient plus le temps pour leurs loisirs personnels, y compris les loisirs avec les enfants. Le récit que nous a fait Annette illustre le problème de façon saisissante:

Quand j'ai commencé à travailler, j'avais pas encore de quoi payer une gardienne, alors je travaillais de 11 h le soir à 7 h du matin, puis je rentrais et ma mère partait travailler... Je restais debout jusqu'à 1 h... elle revenait à la maison... je dormais quelques heures, puis je me levais, je préparais le souper, je baignais les enfants et

je retournais me coucher un peu avant d'aller travailler. Je faisais ça sept jours par semaine, parce qu'il y avait longtemps que j'avais pas travaillé et il me semblait que c'était ce que je devais faire pour garder mon emploi.

La plupart de celles qui ont accepté l'offre participent toujours de façon active au programme - autrement dit, elles travaillent toujours. Nous les appelons simplement celles qui ont accepté l'offre. Cependant, un certain nombre de celles qui avaient décidé de participer au programme ne travaillent plus; elles avaient, pour diverses raisons, laissé l'emploi qu'elles avaient obtenu pour avoir droit au supplément et, au moment où elles ont participé aux groupes de discussion, elles ne travaillaient toujours pas ou étaient retournées à l'Aide au revenu. Nous appelons ces femmes celles qui ont décroché. Même si elles n'étaient pas assez fortement représentées dans nos groupes de discussion pour nous permettre de donner vraiment un sens aux différences que nous avons pu constater entre elles et les autres participantes, celles qui avaient décroché présentaient manifestement des caractéristiques particulières qui les distinguaient tant de celles qui ont accepté l'offre que de celles qui l'avaient refusée. Le reste du chapitre sera donc consacré à l'exploration de ces différences.

Celles qui ont décroché et pourquoi elles ont décroché

Celles qui ont décroché se distinguaient des autres participantes par le sentiment de frustration et de perte de pouvoir que leur inspirait le fait d'être prestataire de l'Aide au revenu. Elles étaient aussi plus portées que celles qui avaient accepté l'offre à considérer le Projet d'autosuffisance comme un moyen d'accéder à l'autonomie. Ces sentiments leur venaient sans doute en partie du fait qu'elles avaient eu l'occasion de voir ce que c'était que d'être autonomes et aux commandes de leur vie et que, pour une raison quelconque, elles avaient dû y renoncer. Il est révélateur que, quand elles ont été interrogées sur l'incidence du supplément sur leur vie, celles qui avaient décroché ont surtout parlé de changement personnel; elles accordaient beaucoup moins d'importance aux gains matériels qu'elles avaient tirés de l'expérience. En fait, tout comme celles qui avaient refusé l'offre, celles qui avaient décroché semblaient accorder très peu d'importance au fait d'avoir plus d'argent en tant que tel et elles étaient presque unanimes à ne pas inclure la réussite financière parmi leurs objectifs de vie.

Nous le répétons, elles étaient peu nombreuses (peut-être 22 en tout), et les différences d'attitude qui semblent se dégager de notre étude devront être approfondies. Pour comprendre celles qui ont décroché, il est peut-être plus instructif de se pencher sur les raisons qu'elles ont données pour avoir laissé l'emploi qu'elles avaient pris pour avoir droit au supplément.

Quand nous leur avons demandé pourquoi elles avaient laissé leur emploi, le plus souvent, celles qui ont décroché se plaignaient de leurs conditions de travail ou de problèmes avec leur patron, mais certaines aussi disaient avoir pris "*n'importe quel emploi*" pour avoir droit au supplément et s'être ensuite découragées. Quelques-unes ont décroché parce qu'elles n'avaient pas réussi à obtenir des services de garde convenables. Enfin, quelques participantes avaient laissé leur

emploi à cause de problèmes de santé, à la suite d'un accident ou d'une maladie ou comme conséquence de leur milieu de travail.

Problèmes de santé

Deux des femmes qui ont participé à des groupes organisés pour celles qui avaient décroché avaient travaillé dans la même usine de produits chimiques, et leur santé à toutes deux en avait souffert. Parmi les autres, quelques-unes avaient des problèmes de santé qui étaient plutôt d'ordre émotif ou psychologique. Ainsi, Kristen, qui nous a dit qu'elle ne faisait que travailler dans un restaurant, alors qu'elle faisait partie de la direction et qu'elle gagnait plus que le salaire minimum, nous a expliqué:

J'avais tellement de responsabilités, et j'avais tellement de problèmes à la maison - mon septième mois de travail, il m'est arrivé tellement de choses qui auraient suffi à assommer n'importe qui. J'étais vraiment malade et, comme je l'ai dit, j'avais déjà été hospitalisée, et j'étais en train de tomber dans la déprime encore et de perdre la carte. J'allais travailler et j'arrivais pas à dire aux filles ce qu'il fallait faire.

Le patron de Kristen a été compréhensif et lui a accordé un congé de maladie au lieu de la congédier.

Problèmes de garde

Ruth ne pouvait trouver personne pour s'occuper de son enfant le soir pour qu'elle puisse travailler comme hôtesse dans un restaurant. De même, Annette travaillait de très longues heures derrière un comptoir de restopouce: *“J'avais travaillé 55 heures par semaine pendant sept mois... Je travaillais trois ou quatre postes s'il le fallait.”* Faire garder ses enfants n'était pas un problème au début parce que sa mère était là pour s'en occuper, mais quand sa mère est déménagée, Annette a dû réduire ses heures: *“C'est devenu bien plus dur, et j'ai perdu mon emploi. Mon patron s'est tanné et m'a congédiée.”*

Un emploi, oui, mais pas “n'importe quel emploi”

Une participante qui était typique de celles qui avaient pris *“n'importe quel emploi”* pour avoir droit au supplément s'est retrouvée à travailler dans une manufacture au salaire minimum. Elle nous a dit toutefois que le salaire ne faisait pas problème puisqu'elle touchait le supplément. En outre, d'autres circonstances dans sa vie l'incitaient à retourner au travail. Le problème, d'après elle, c'est que son travail exigeait si peu d'intelligence qu'il aurait pu être accompli par un “bébé” ou par un “singe”. Finalement, elle a décidé qu'il ne valait pas la peine de garder cet emploi ni, semble-t-il, de prendre quelque emploi que ce soit qui ne promettait pas plus que celui-là:

Bon, d'accord, je peux travailler pour 6 \$ ou 7 \$ l'heure. Ma fille a maintenant dix ans; je peux la confier à une gardienne - pas de problème. Mais pour faire quoi? Je travaillais dans une fabrique de cure-dents; je fabriquais des cure-dents à coeur

de jour. Et je me suis dit: "Je pourrais avoir de l'argent comme ça pendant trois ans mais il faudrait que je reste assise ici à faire ça?"

Au moment où elle a participé au groupe de discussion, cette femme était enceinte et, dans son esprit, cela réglait ses problèmes financiers: *"Eh bien, ils peuvent quand même pas me faire débarquer de l'assistance sociale - je suis enceinte."*

Rennie avait un problème légèrement différent. Elle travaillait dans une garderie - où le niveau de stress était élevé - mais elle aimait son travail. Elle pouvait notamment y emmener sa fillette. Cependant, après avoir travaillé là pendant six ans,¹⁴ elle était *"épuisée"*. Elle ne gagnait que 5 \$ l'heure et, disait-elle, *"j'arrivais pas à joindre les deux bouts"* même avec le supplément (elle avait eu des frais médicaux supplémentaires pour son enfant). En outre, elle voulait améliorer sa situation:

Je suis partie parce que je voulais faire autre chose où je gagnerais plus d'argent, parce que quand j'aurai plus le supplément, je veux pas dépendre - bon, c'est que je veux savoir que, quand le projet sera fini, je gagnerai assez d'argent pour payer la gardienne et, vous comprenez, si j'ai pas d'avantages supplémentaires ni rien... alors j'essaye de penser à mon avenir.

Elle est actuellement à la recherche d'un emploi mieux payé.

Plusieurs autres femmes qui avaient aussi des emplois sans beaucoup d'avenir partageaient les sentiments exprimés par ces deux femmes. Certaines étaient à la recherche d'un emploi mieux rémunéré, mais un petit nombre de celles qui avaient décroché avaient délibérément commencé à travailler pour profiter de l'ouverture de trois ans, puis avaient laissé leur emploi pour retourner aux études.

Problèmes au travail

Un certain nombre de celles qui avaient décroché ont dit qu'elles avaient laissé leur emploi à cause de politiques patronales dénuées de compréhension, de problèmes avec leur patron ou les autres employés ou de conditions de travail médiocres. Cindy était typique de celles qui se plaignaient de la mauvaise qualité des rapports au travail. Elle considérait que son employeur manquait de compréhension à cause de la façon dont les employés étaient traités: *"Une demi-heure seulement pour manger, et t'étais debout tout le temps, et en plus on t'enlevait ça sur ton chèque."* Sally, qui travaillait comme vendeuse dans un magasin à rayons, a dit qu'elle était partie à cause d'un conflit avec le gérant. Tanya avait été congédiée par son patron quand elle avait appelé pour dire qu'elle était malade. Vanessa aussi avait eu des problèmes avec son patron. Voici ce qu'elle disait de son travail: *"Je faisais du télémarketing, des sondages et des études de marché, c'est tout, [mais] c'était vraiment bien et j'aimais ça."* Les choses se sont gâtées quand *"j'ai commencé à*

¹⁴Dans certains cas, les bénéficiaires du supplément travaillaient déjà comme employées bénévoles ou rémunérées et avaient pu être embauchées ou obtenir plus d'heures pour avoir droit au supplément. Rennie était sans doute de celles-là.

sentir qu'on me dévalorisait parce que j'étais une femme". Elle a expliqué que son patron, un homme, avait tendance à accorder un traitement préférentiel à ses collègues masculins et à se montrer insensible quant à ses obligations parentales à elle. Le conflit a éclaté un jour où elle a demandé à partir parce que la garderie l'avait appelée pour lui dire que ses enfants étaient malades; son patron s'est mis en colère et l'a congédiée.

Dans certains cas, le problème tenait aux rapports avec un autre employé. Erin, qui travaillait derrière un comptoir de beignes parce que *"c'est tout ce que j'avais pu trouver"*, est partie à cause d'un conflit avec une collègue: *"J'aurais préféré rester là jusqu'à ce que j'aie trouvé un autre emploi, mais j'en pouvais plus. Ou bien je laissais mon emploi ou bien je l'assommais celle-là."* Même si ses employeurs disaient qu'ils l'avaient congédiée parce qu'elle *"n'était pas assez rapide"*, Lénore était d'avis que c'était plutôt à cause des problèmes qu'elle avait avec un autre employé. Lénore a indiqué qu'elle n'avait pas encore trouvé d'autre emploi; parce que l'employeur avait insisté pour écrire *"congédiée"* sur son formulaire de cessation d'emploi, prétendant que sinon il lui serait impossible d'embaucher quelqu'un d'autre, elle avait du mal à se trouver autre chose et elle n'avait pas pu toucher d'assurance-chômage.

Plusieurs des participantes se plaignaient de conditions de travail injustes. Sarah, par exemple, trouvait que son emploi dans une boutique de vêtements était *"déprimant"*. Les employés ne gagnaient que 6,25 \$ l'heure et n'avaient que 20 minutes pour dîner. *"J'étais rebelle. Une autre femme était là depuis 20 ans, mais moi, j'ai dit: 'J'aime à manger moi.'"* Elle estimait que, de manière générale, elle n'était pas bien traitée et on s'attendait à ce qu'elle travaille de longues heures, y compris la fin de semaine. Quand les propriétaires ont décidé d'ouvrir le dimanche, Sarah a décidé qu'il était temps de partir. Quand nous lui avons demandé pourquoi elle avait pris cet emploi-là, elle a répondu: *"Parce que je voulais être dans l'Autosuffisant [sic] et qu'il y avait rien d'autre"*. Dana aussi considérait que ses employeurs *"s'attendaient à beaucoup trop de moi"*. Comme il ne lui restait qu'un jour pour se trouver du travail avant la fin du délai d'un an, elle avait pris un emploi comme femme de chambre dans un hôtel. *"Et ils s'attendaient à ce qu'on fasse 14, 15 chambres par jour. Je trouvais simplement que c'était trop [dur] physiquement - j'ai perdu tellement de poids."*

Enfin, bien qu'elles ne l'aient pas dit en toutes lettres, certaines de celles qui ont décroché ont peut-être été déçues par l'écart entre leurs attentes et la réalité. Ainsi, elles avaient bien plus tendance que celles qui avaient accepté l'offre à dire qu'elles avaient moins de temps pour elles-mêmes et pour leurs enfants. Si, en outre, le gain financier s'était révélé moins important que ce qu'elles avaient espéré, leur déception a peut-être fait pencher la balance en faveur de l'Aide au revenu. Cependant, l'histoire de celles qui ont décroché ne s'arrête pas là. Celles qui ont décroché constituent un groupe à part parmi celles qui avaient initialement accepté l'offre, et des recherches ultérieures permettront notamment d'approfondir les perceptions que nous avons glanées de cette première série de groupes de discussion et de déterminer si celles qui ont décroché cette fois-ci n'auront pas raccroché par la suite.

Chapitre 5

Regard sur l'avenir

Dans les paragraphes précédents, nous avons fait la connaissance des femmes qui ont participé aux groupes de discussion. Elles nous ont dit ce qu'elles pensaient de leur situation de prestataire de l'Aide au revenu, du travail et du travail qui rapporte plus qu'un revenu de subsistance. Nous les avons entendues nous raconter pourquoi, dans certains cas, elles ont sauté sur l'occasion de toucher le supplément de revenu, tandis que, dans d'autres, elles ont hésité à accepter l'offre de supplément et, dans d'autres cas encore, elles estimaient qu'il était hors de question, du moins pour le moment, d'accepter le supplément. Enfin, nous avons eu un aperçu de ce qu'elles sont devenues.

Celles qui travaillent sont, de manière générale, plus satisfaites de leur situation matérielle; elles sont contentes de pouvoir acheter des choses pour leurs enfants et de pouvoir faire plus d'activités avec eux qu'elles ne le pouvaient auparavant. Beaucoup d'entre elles ont toutefois aussi des sentiments de culpabilité et d'inquiétude, parce qu'elles ne passent plus autant de temps avec leurs enfants. Celles qui sont restées au foyer n'éprouvent pas ces sentiments de culpabilité et d'inquiétude, mais elles regrettent par contre de devoir souvent refuser à leurs enfants les petits luxes qu'ont les autres enfants. Celles qui travaillent se sentent maintenant mieux dans leur peau; elles ont l'impression d'être plus autonomes et d'être davantage aux commandes de leur vie. Celles qui sont toujours prestataires de l'Aide au revenu voudraient être davantage aux commandes et voudraient tout particulièrement ne plus dépendre de l'aide sociale, mais ou bien elles ont l'impression de ne pas avoir d'autre choix ou bien elles ne sont pas prêtes à renoncer en contrepartie de la réalisation de ces objectifs personnels à la sécurité et aux prestations que leur garantit l'Aide au revenu.

Il ne faut pas oublier que les groupes de discussion ne nous fournissent qu'un aperçu immédiat de l'expérience des participantes à un moment précis de leur vie. Il se peut que, dans bien des cas, ce qu'elles nous ont dit en septembre 1994 ne corresponde plus à la réalité. Certaines de celles qui étaient à l'époque prestataires de l'Aide au revenu et qui n'avaient pas répondu aux critères du programme avant l'expiration du délai ont peut-être quitté d'elles-mêmes l'Aide au revenu pour le marché du travail. Certaines de celles qui ne travaillaient plus pourraient avoir recommencé à travailler. Parmi celles qui travaillaient, certaines ne travaillent peut-être plus ou sont redevenues prestataires de l'Aide au revenu ou poursuivent des études. Le Projet d'autosuffisance s'est notamment donné pour mission de suivre le cheminement de ces femmes, et nos recherches ultérieures nous permettront d'avoir une perspective longitudinale.

Dans l'intervalle, cependant, les chercheurs voulaient savoir où les participantes aux groupes de discussion *voulaient* être plus tard - plus particulièrement, où elles voulaient être dans cinq ans.

Comme dernier exercice, chacune des participantes a choisi, parmi un assortiment d'images dépeignant une ou plusieurs personnes occupées à des activités diverses, d'images plus abstraites représentant par exemple une ampoule, ou encore d'expressions diverses, l'expression ou l'image qui correspondait le plus à ses objectifs futurs. Il ressort des choix et des réflexions des participantes que les objectifs de ces chefs de famille monoparentale semblent se répartir en trois grandes catégories: réalisation ou épanouissement personnel ou les deux, relations harmonieuses et réussite ou sécurité financière ou les deux. Le plus souvent, les images qu'elles ont choisies représentaient la réalisation de plusieurs objectifs. C'est le cas de cette participante qui voulait acheter une maison qu'elle partagerait avec tous ceux qui lui étaient chers et qui seraient eux aussi propriétaires de la maison: "*Ce sera notre maison.*"

"Je serai contente de moi et de ma vie"

La plupart des femmes ont choisi des images où, disaient-elles, elles se voyaient comme des personnes ayant atteint un certain contentement, satisfaites de ce qu'elles étaient devenues et de l'effort qu'elles avaient consenti pour y arriver. Elles se voyaient comme des personnes indépendantes et libres de choisir comme elles le voulaient puisque c'est elles qui décideraient de ce qu'elles feraient de leur temps et de leur vie: si elles voulaient partir en voyage, elles pourraient le faire; si elles voulaient simplement se détendre et lire un livre, elles auraient mérité le droit de le faire. S'imaginant comme les personnages qui y étaient représentés, elles considéraient qu'il ressortait de ces images qu'elles étaient contentes d'avoir accompli certaines choses dans leur vie. Une personne en particulier qui avait choisi l'image d'un homme très heureux nous a expliqué: "*Cet homme déborde de vitalité. Il rayonne. Si je suis encore là dans cinq ans, j'espère que c'est l'image que je donnerai de moi - tout est au beau fixe. Il a relevé le défi de la vie et gagné.*" Selon l'interprétation qu'en donnaient les participantes, les personnages représentés dans ces images avaient terminé leurs études, étaient bien installés dans une carrière qui leur donnait beaucoup de satisfaction ou prenaient des vacances bien méritées après avoir travaillé très fort.

Plusieurs des participantes s'imaginaient d'ailleurs être parvenues au stade où elles pourraient évoquer avec satisfaction leurs nombreuses années d'effort acharné. Sorrel s'identifiait avec la femme qu'on voyait regardant l'oeuvre d'art de sa fillette; l'image la présentait comme une femme de carrière. Sorrel nous a dit: "*J'imagine que, dans cinq ans, je reverrai ces années difficiles que j'ai connues et je serai fière d'avoir réussi malgré ces obstacles.*" Elle a poursuivi en ajoutant qu'elle ne savait pas ce qu'elle ferait comme travail, mais "*j'espère que j'aurai une carrière et que je serai contente d'avoir fait ce que j'aurai fait pour y arriver.*" De même, Grace a choisi l'image d'une ampoule, car, dans cinq ans, elle voulait en quelque sorte être baignée de lumière, avoir la "*récompense*" de toutes ces années de travail acharné. Kathleen a, quant à elle, choisi une scène de vacances, car disait-elle: "*Quand les enfants seront grands, dans cinq ans, je saurai que j'aurai fait de mon mieux, et je pourrai alors me payer des vacances.*"

Pour quelques-unes des participantes, le contentement viendrait de leur épanouissement personnel et de la prise de conscience de soi. Ainsi, Carrie a choisi l'image d'une femme étendue sur un divan, expliquant: "*Elle n'a pas de comptes à rendre. Elle est libre d'être qui elle veut, et ça*

lui suffit. Elle est seule et contente d'être seule, contente de qui elle est. Elle a appris à bien se connaître comme personne, et elle en est très satisfaite."

Annette a choisi les mots "ligne d'arrivée", car pour elle ce serait le signe qu'elle serait "enfin" allée jusqu'au bout de quelque chose. Elle a rajouté: *"J'ai suivi des cours où j'ai été ridiculisée et humiliée. Tout ce que je veux, c'est d'aller enfin jusqu'au bout de quelque chose."* Elle voulait ouvrir son propre commerce et s'acheter une maison au bord d'un lac où elle trouverait la tranquillité et avoir quelqu'un qui travaillerait pour elle. Pour des raisons semblables, Kay a choisi l'image d'un chapeau qu'on avait jeté dans les airs. Pour elle, c'était le symbole d'une bataille d'où elle serait sortie gagnante; cette bataille, c'était de terminer le cours de comptable agréé qu'elle avait commencé. Bon nombre des participantes considéraient le fait de travailler - surtout à un emploi dit professionnel - comme un objectif personnel. Rhonda a choisi l'image de la professionnelle et de son enfant dont nous avons parlé tout à l'heure. Pour elle, cette image, c'était le "paradis":

Sa mallette est là dans l'escalier à l'entrée et c'est comme si elle arrivait tout juste du travail, de son emploi professionnel, et que sa fillette lui montrait ce qu'elle avait fait ce jour-là - à l'école ou ailleurs; c'est comme ça que je m'imagine, parce que je tiens vraiment à avoir une carrière, une profession.

Plusieurs ont pensé à l'effort personnel qu'elles devraient fournir pour réaliser leurs objectifs. C'est le cas de cette femme qui a choisi la carte où on pouvait lire les mots "de l'énergie à revendre". Ces mots avaient une résonance pour elle, parce que, disait-elle: *"Je suis déterminée. Je veux travailler. Je veux pas vivre de l'aide sociale."* Tout ce qu'elle voulait dans cinq ans, c'était de travailler, d'avoir *"un chez-moi confortable et [d'] être avec ma fille."* Une autre participante a exprimé des sentiments semblables quand elle a expliqué pourquoi elle avait choisi l'image d'un alpiniste: *"Pour moi, c'est l'espace grand ouvert, la force, la liberté de faire ce que je veux faire. Je suis vraiment entêtée, tête de cochon même, et les travailleurs de l'aide sociale vous le diront. Quand je veux quelque chose, je l'obtiens, et ce gars-là veut aller jusqu'au sommet."*

D'autres imaginaient simplement le jour où elles seraient de nouveau aux commandes de leur vie. Joanne, une de celles qui avaient refusé l'offre, a choisi l'image de la femme étendue sur le divan, parce que *"c'est elle qui décide et tout est bien"*. Elle a rajouté: *"Je voudrais bien être là, mais je le suis pas."* Denise a pour sa part choisi l'image d'un chalet et nous a décrit ce que nous ne pouvions pas voir: la mer d'un côté, le pâturage de l'autre et *"un beau brun"*, grand et élancé. Pour elle, cette scène représentait la liberté, *"la liberté d'être qui je suis"*, d'être aux commandes de sa vie: *"C'est moi qui décide. Personne d'autre."*

Quand elles parlaient d'être aux commandes et de faire ce qu'elles voulaient faire, les participantes songeaient notamment à pouvoir décider elles-mêmes de leur emploi du temps. Ainsi, Loretta a choisi l'image de deux personnes à bicyclette avec un enfant derrière, parce qu'elle souhaitait vivement *"avoir le temps de faire des choses comme ça - avoir des heures de loisir, pouvoir prendre le temps de faire quelque chose ensemble"*. Elle disait que ce n'était *"pas du tout"* son cas à l'heure actuelle.

Pour plusieurs participantes, le sentiment de contentement viendrait en grande partie du fait d'avoir atteint un degré élevé de tranquillité et de bonheur. Ainsi, Marie a choisi l'image d'un quai, qui représentait pour elle tant la sécurité financière que la tranquillité. Si elle a choisi cette scène, c'est parce qu'elle s'imaginait avoir *"un emploi qui me permettrait d'emmener ma famille à cet endroit, et la scène qu'on voit en arrière-plan représente bien la tranquillité que je voudrais dans ma vie et dans mes sentiments, avec la possibilité qu'il y ait des tempêtes - mais pas tout le temps."* De même, tranquillité et réalisation personnelle étaient liées dans l'esprit de Jodie. Elle a choisi les mots "rien de mieux" parce que *"dans cinq ans, j'aurai fait ce que je voulais faire. On veut tous réussir. C'est pas le pouvoir que je cherche; je veux simplement réussir dans ce que j'ai choisi de faire. Pour moi, la réussite, c'est la tranquillité d'esprit. Je veux une vie calme, tranquille."*

Enfin, pour réaliser leurs objectifs, plusieurs participantes devaient surmonter des problèmes de santé. Kristen a, elle aussi, choisi l'image paisible du quai, parce que *"je voudrais un jour être assez bien pour aller m'installer à la campagne"*, ce qu'elle ne croyait pas pouvoir faire tant qu'elle aurait besoin de soins médicaux qu'on trouve seulement en ville. Une autre participante nous a dit que tout ce qu'elle voulait dans cinq ans, c'était *"d'avoir appris à me servir de ma main gauche pour remplacer la droite dont je suis en train de perdre l'usage"*.

"Je serai avec ceux qui me sont chers"

Quand les participantes parlaient de ce qu'elles voulaient pour l'avenir, il s'agissait pour le cinquième d'entre elles de passer plus de temps avec d'autres personnes ou, dans plusieurs cas, de pouvoir avoir d'autres enfants. Naturellement, les objectifs d'avancement personnel et financier des participantes s'accompagnaient bien souvent d'aspirations relationnelles. Ainsi, pour celle qui parlait d'avoir enfin la *"récompense"* de ses efforts acharnés, cette récompense était bien illustrée par l'image de la famille manifestement de la classe moyenne, où maman, papa et les deux enfants vivaient un moment agréable en partageant un repas ensemble, image fort appréciée des participantes de cette catégorie. Édith a choisi elle aussi l'image de cette famille, car *"c'est ce que je veux pour mes enfants: une vie familiale stable et assez de succès pour que la vie soit agréable"*.

Les aspirations relationnelles des participantes étaient parfois liées au besoin de stabilité et de sécurité personnelle. Pam disait vouloir une famille *"parce que j'en ai jamais eu. Ma mère était seule pour nous élever les quatre. Elle est encore seule, et moi aussi."*

Quelques-unes avaient des aspirations plus romantiques. Ainsi, plusieurs participantes ont choisi l'image d'un couple d'un certain âge qui était manifestement heureux, dans l'espoir que dans cinq ans environ elles vivraient elles-mêmes une relation heureuse. C'est ainsi que Niki se voyait elle-même avec son mari dans cinq ans, quand ils ne seraient plus *"obligés de nous cacher et de compter des menteries"*, attestant par là l'agacement qu'elle ressentait de voir sa relation amoureuse soumise aux contraintes imposées par l'Aide au revenu. Tony, qui était, elle aussi, au nombre de celles qui avaient refusé l'offre, voulait *"quelqu'un qui m'aimerait pour moi, pas pour mon apparence ni pour ce que je fais. C'est évident, j'ai des problèmes comme tout le monde, mais tout"*

ce que je veux, c'est l'amour et le bonheur." Une autre participante disait: *"La famille, c'est ça qui compte pour moi. Je veux un mari; j'en ai pas. Je veux me marier."* Ces aspirations romantiques avaient parfois aussi un côté plus pragmatique, plusieurs des participantes se délectant à imaginer - elles le disaient généralement la langue dans la joue - qu'un homme riche viendrait régler tous leurs problèmes économiques.

"J'aurai la sécurité financière"

En règle générale, les aspirations financières des participantes étaient modestes, et elles étaient souvent liées à d'autres objectifs. L'ambition d'une participante se résumait à avoir *"une maison et un bon emploi"*. Une autre voulait *"de l'argent pour étudier et pour l'avenir"*. Évelyne tenait à avoir *"de l'argent qui rentre"* et un emploi *"qui me permette de faire mon chemin"*. Naturellement, quand elles imaginaient une situation financière meilleure, la plupart des mamans y voyaient le moyen de réparer le passé. Tanya a choisi l'image d'un petit garçon qui jouait du violon, disant que c'était son futur fils qui suivrait les cours de violon que *"j'ai pas pu payer à ma fille parce que j'étais chef de famille monoparentale vivant de l'aide sociale"*.

L'image de la petite maison de briques était particulièrement appréciée des femmes qui souhaitaient une meilleure situation financière et pour qui le fait d'être propriétaire était souvent lié à l'impression d'être davantage aux commandes de leur vie. Pour elles, avoir *"ma maison à moi"*, c'était synonyme de stabilité, d'indépendance et d'autonomie. Comme nous l'a expliqué Norrie, elle voulait une maison pour avoir *"quelque chose qui m'appartienne, pour que j'aie pas à payer de loyer ni à entendre quelqu'un me dire ce que je dois faire de ma pelouse ou [si je peux] accrocher des choses au mur"*. Wanda a, elle aussi, choisi l'image d'une maison parce que, disait-elle: *"Je veux une maison qui sera toujours là pour mes enfants, que je pourrai aménager comme je veux, où je pourrai vivre, qui m'appartiendra. La maison sera toujours là, jour après jour, année après année. Je n'aurai pas besoin de déménager ou de déraciner mes enfants."*

Les objectifs exprimés par les chefs de famille monoparentale qui ont participé aux groupes de discussion montrent qu'elles veulent un avenir semblable à celui que veulent la plupart des parents: elles veulent le bonheur et la sécurité pour elles-mêmes et pour leurs enfants; elles veulent l'amour et la gaieté; elles veulent vivre des moments agréables, prendre des vacances par exemple; et elles veulent se sentir bien dans leur peau et fières de ce qu'elles sont devenues. Si elles sont différentes des parents mieux établis, c'est peut-être uniquement du fait que leurs objectifs financiers sont sans doute plus modestes, que la tranquillité d'esprit a peut-être plus d'importance pour elles et qu'elles ont peut-être bien plus à coeur - surtout celles qui continuent à dépendre de l'Aide au revenu - d'avoir une bonne image d'elles-mêmes.

Chapitre 6

Éléments de conclusion

Qu'elles aient accepté l'offre, qu'elles aient décroché ou qu'elles aient refusé l'offre, les personnes choisies pour participer au Projet d'autosuffisance au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique avaient bien des choses en commun. D'abord, elles savaient toutes ce que c'était que d'être chef de famille monoparentale et d'élever des enfants dans la pauvreté. Comme le montrent les images qu'elles ont choisies pour illustrer ce qu'elles voulaient pour l'avenir, le fait que les deux parents ne soient pas présents n'est pas considéré comme un obstacle important au bonheur; par contre, la pauvreté et les maux qui en découlent, comme de devoir dépendre de l'Aide au revenu, le sont.

Toutes les participantes avaient la même attitude envers le travail, c'est-à-dire qu'elles semblaient souscrire au principe selon lequel le travail constitue une activité normale et une valeur positive de notre société.¹⁵ Néanmoins, la grande majorité d'entre elles prisait le travail, non pas pour sa valeur intrinsèque, mais comme instrument. Pour elles, le travail ouvrait la voie à l'indépendance et à une meilleure qualité de vie, et c'était un moyen d'échapper à la honte et à la perte de pouvoir liées au statut de prestataire de l'Aide au revenu. Si toutefois elles considéraient que le travail ne leur permettait pas d'atteindre les deux premiers objectifs, elles accordaient peut-être moins d'importance à échapper à la honte et à la perte de pouvoir.

Les participantes aux groupes de discussion, si elles en avaient eu le choix, auraient préféré ne pas dépendre de l'Aide au revenu. Elles étaient bien sûr conscientes des avantages de cette aide sociale, qui leur procurait notamment un revenu garanti quoique peu élevé, une couverture médicale et dentaire, des possibilités d'apprentissage et des subventions pour la garde de leurs enfants, mais leur état de prestataire était pour elles synonyme d'humiliation et de dégradation, sentiment qui, selon elles, était aggravé par le système d'Aide au revenu, tel qu'il était représenté par le bureau de l'Aide au revenu et par la personne qui les accueillait à la réception. Si, par ailleurs, il y avait parmi les intervenants de l'Aide au revenu des bons et des méchants, la plupart d'entre eux étaient perçus comme vivant dans "un autre monde", de sorte qu'ils étaient parfois insensibles à ce que vivaient leurs clients et insensibles à leurs sentiments et à leurs besoins. Néanmoins, le thème qui revenait

¹⁵D'après l'enquête préliminaire réalisée par Statistique Canada auprès des participantes au Projet d'autosuffisance, les trois quarts de celles qui ont accepté l'offre et de celles qui l'ont refusée étaient d'accord pour dire qu'"on ne devrait pas continuer à dépendre de l'aide sociale quand on peut obtenir un emploi, même si c'est un emploi qu'on n'aime pas", et la proportion de celles qui étaient d'accord pour dire que "Dans un an, je prévois travailler" était presque aussi importante. Bien que l'on puisse soupçonner que les réponses étaient biaisées, la conclusion selon laquelle les pauvres ne sont pas sans accorder une certaine valeur au travail est étayée par l'étude de Leonard Goodwin, intitulée *Do the Poor Want to Work?* (Washington, D.C.: Brookings Institution, 1972). Quand on leur a demandé s'ils préféreraient qu'on leur donne simplement "chaque semaine l'argent dont vous avez besoin" sans qu'ils soient obligés de travailler, 72 p. 100 des répondants, tant dans les quartiers pauvres que dans les quartiers riches de New York, ont dit qu'ils préféreraient travailler.

dans tous les groupes de discussion, c'est que, quand on est chef de famille monoparentale, ce n'est pas la peine de laisser l'aide sociale pour un emploi mal payé, sans avantages sociaux et sans avenir.

Quand elles ont entendu parler pour la première fois du Projet d'autosuffisance, les prestataires de l'Aide au revenu étaient majoritairement sceptiques et craintives, beaucoup d'entre elles y voyaient une "*attrape*", un moyen déguisé de les rayer des registres de l'aide sociale. Rassurées quant à la validité du projet, les participantes n'ont pas tardé à avoir une attitude plus positive. Même si elles avaient toutes des suggestions à faire pour améliorer le Projet d'autosuffisance, elles étaient généralement d'accord pour dire qu'elles y avaient trouvé compréhension et soutien, qu'elles ne s'étaient pas senties jugées, que les bureaux étaient "*accueillants*" et que, dans l'ensemble, le personnel était "*bienveillant*" et "*encourageant*". Pourquoi alors, étant donné qu'elles pouvaient compter sur ce soutien et qu'elles étaient mues par le dégoût de leur condition sociale et par la pression constante d'avoir à vivre avec un revenu de subsistance, les mères célibataires n'ont-elles pas été plus nombreuses à sauter sur cette occasion d'améliorer considérablement leur qualité de vie?

Il y avait bien sûr des obstacles très réels à l'acceptation de l'offre. Quelques-unes souffraient d'un handicap physique grave; plusieurs autres, surtout celles dont la journée de travail n'était pas continue, avaient du mal à trouver des services de garde; la pénurie d'emplois à plein temps était un problème particulièrement aigu au Nouveau-Brunswick; et, dans les régions rurales, les problèmes de transport venaient souvent s'ajouter à la difficulté à se trouver un emploi. Outre ces obstacles plus tangibles, il convient de signaler que beaucoup des participantes craignaient d'être coincées dans un emploi cul-de-sac parce qu'elles n'avaient pas l'instruction ni les compétences voulues pour obtenir un "emploi valorisant".

Certaines constatations allaient toutefois à l'encontre de ce que les chercheurs avaient pensé trouver. Ainsi, ils avaient pensé que celles qui avaient accepté l'offre avaient peut-être reçu plus d'encouragement de la part de leurs amis et de leur famille que celles qui l'avaient refusée. Même si celles qui avaient accepté l'offre ont plus souvent fait état des encouragements qu'elles avaient reçus, il n'était pas clair que ce soutien de leur entourage avait influé de façon importante sur leur décision d'accepter le supplément. Bien sûr, l'évaluation que faisaient les participantes de la réaction de leur entourage était subjective et relative; si elles avaient l'habitude dans leur milieu d'entendre des propos qui n'étaient pas particulièrement encourageants, elles n'auraient pas tendance à considérer les réactions négatives au Projet d'autosuffisance comme étant particulièrement décourageantes. En outre, beaucoup de participantes nous ont dit que, comme elles n'avaient pas révélé leur statut de prestataire de l'Aide au revenu aux membres de leur entourage, elles n'avaient jamais discuté avec eux de l'offre de supplément. Quoi qu'il en soit, les réponses données par les participantes indiquent que, si celles qui ont accepté l'offre étaient plus motivées à travailler que celles qui l'avaient refusée, leur motivation ne pouvait pas être attribuée au fait qu'elles avaient plus l'appui de leur entourage que les autres, du moins pas de leur entourage actuel.

Les chercheurs avaient également pensé que le fait d'avoir de très jeunes enfants influencerait davantage sur la décision des prestataires de renoncer à l'aide sociale. D'après les statistiques sur la main-d'oeuvre, les chefs de famille monoparentale qui ont des enfants de moins de six ans sont bien

moins susceptibles de participer au marché du travail que les mamans qui ont un partenaire et leur taux de participation a même diminué depuis 1986, alors que celui des mères célibataires a augmenté.¹⁶ Par conséquent, les chercheurs s'attendaient à ce que la présence de jeunes enfants serait plus souvent considérée comme un obstacle que la présence d'enfants plus âgés. Dans les faits, cependant, les participantes ayant de très jeunes enfants ne voyaient pas plus d'inconvénient au fait de travailler que celles qui avaient des adolescents.

Par ailleurs, s'il était difficile pour celles qui travaillaient à des heures inhabituelles de trouver des services de garde, elles n'en ont pas parlé comme d'un obstacle important à l'obtention d'un emploi. Par contre, d'autres problèmes liés aux services de garde avaient plus d'importance aux yeux des participantes que les chercheurs ne l'avaient prévu, notamment la difficulté à trouver une gardienne digne de confiance. Plusieurs participantes ont évoqué des expériences malheureuses à cet égard, notamment des cas où les enfants avaient été maltraités par l'amie à qui ils avaient été confiés. Bien des participantes, surtout celles qui avaient refusé l'offre, étaient très réticentes à l'idée de confier leurs enfants à quelqu'un d'autre. Dans une certaine mesure, cette réticence pourrait être liée à la perte d'influence; comme elles avaient l'impression de n'être pas vraiment aux commandes de la plupart des aspects de leur vie, ces mamans avaient peut-être du mal à céder la place à quelqu'un d'autre dans un des rares domaines où elles gardaient une certaine influence.

En résumé, les résultats des groupes de discussion indiquent que le désir d'une vie meilleure pour leurs enfants et pour elles-mêmes, qui leur permettrait notamment de s'épanouir et de se sentir aux commandes, le désir, particulièrement fort chez celles qui avaient accepté l'offre, d'améliorer leur situation matérielle, le dégoût de leur état de prestataire de l'Aide au revenu et le besoin connexe de sentir que leur vie leur appartenait et qu'elles pouvaient en faire ce qu'elles voulaient, l'encouragement de leur entourage, et plus particulièrement de leurs enfants, et l'intériorisation de la culture de l'emploi sont autant de facteurs qui ont joué un rôle de premier plan dans l'acceptation de l'offre de supplément. Les participantes ont évoqué au nombre des obstacles réels ou possibles à leur acceptation le désir de rester au foyer avec leurs enfants, la pénurie d'emplois et plus particulièrement de "bons" emplois, le manque d'estime de soi, les propos décourageants des autres et la crainte de voir leur qualité de vie diminuée à certains égards, en ce sens qu'elles éprouveraient plus de tension et de fatigue et qu'elles auraient moins de temps pour elles-mêmes et pour leur famille. Par ailleurs, parmi celles qui ont refusé l'offre, certaines ont dit que le moment était "*mal choisi*", et ce, pour diverses raisons, certaines vivant alors une crise familiale et d'autres ayant prévu de rester au foyer avec leurs enfants ou de poursuivre leurs études.

Les participantes ont également évoqué comme des obstacles certains problèmes liés au Projet d'autosuffisance comme tel, notamment la perte de leur couverture médicale et dentaire, l'inflexibilité du critère des 30 heures de travail par semaine et le délai de trois ans imposé aux bénéficiaires du supplément. Cette dernière restriction était particulièrement problématique pour celles qui avaient refusé l'offre, car elles craignaient les conséquences pour leur famille de la perte éventuelle de ce revenu supplémentaire. En outre, celles qui avaient refusé l'offre étaient plus

¹⁶Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Statistiques établies à partir des résultats du recensement de 1991.

susceptibles de s'être heurtées à une multitude d'obstacles et d'avoir considéré le délai d'un an pour accepter l'offre comme un problème. Il n'est donc pas surprenant que, quand les participantes ont été appelées à proposer des façons d'améliorer le Projet d'autosuffisance, les problèmes évoqués ci-dessus venaient au haut de la liste. Celles qui avaient refusé l'offre ont également insisté sur le fait qu'elles avaient besoin d'aide pour relever leur niveau d'instruction, pour se trouver un emploi et pour améliorer leurs compétences professionnelles, notamment par la formation pré-emploi et en cours d'emploi. Dans l'ensemble, celles qui avaient refusé l'offre trouvaient plus à redire au Projet d'autosuffisance que celles qui l'avaient acceptée.

La question cruciale est donc de savoir ce qui distingue celles qui ont accepté l'offre de celles qui l'ont refusée? À première vue, il ne semble pas y avoir de grandes différences entre les deux groupes, pour ce qui est de l'âge des enfants, de l'appui des amis et de la famille ni même, à quelques exceptions près, des obstacles auxquels elles se heurtaient. Il est toutefois ressorti de nos discussions qu'il existait des différences appréciables entre les deux groupes.

Celles qui ont accepté l'offre

S'il y a une chose qui distingue vraiment celles qui ont accepté l'offre des autres, c'est qu'elles semblent accorder bien plus d'importance au genre de vie qui va de pair avec un revenu plus élevé. De fait, quand nous les avons interrogées sur l'impact du supplément sur leur vie, elles ont tout de suite songé aux gains matériels qu'elles en tiraient. Celles qui avaient accepté l'offre avaient aussi bien plus tendance que les autres à avoir des objectifs d'avenir axés sur la réussite financière. Il ne faut pas oublier, bien sûr, que celles qui avaient accepté l'offre étaient à même d'apprécier les avantages que leur procurait leur situation financière améliorée; par conséquent, le lien était peut-être plus immédiat et plus réel pour elles.

Celles qui avaient accepté l'offre ont montré à bien des égards une plus grande détermination à travailler que celles qui l'avaient refusée ou même que celles qui avaient décroché.

Quand elles se heurtaient à des obstacles, elles semblaient pouvoir trouver le moyen de les contourner. Même celles qui souffraient d'une condition limitant leur activité physique savaient aller au-delà de ces limites pour pouvoir travailler et toucher le supplément. De même, malgré la crainte que ressentaient beaucoup d'entre elles à l'idée de devoir se trouver un emploi, celles qui avaient accepté l'offre semblaient être davantage en mesure de vaincre leur peur. Elles semblaient également moins intimidées que celles qui avaient refusé l'offre à la perspective de ne plus toucher le supplément dans trois ans. Celles qui avaient refusé l'offre prévoyaient qu'elles reviendraient alors au statu quo, tandis que les réflexions de celles qui l'avaient acceptée montraient que le délai de trois ans les obligeait à planifier leur avenir pour éviter de redevenir prestataire de l'Aide au revenu.

Celles qui avaient accepté l'offre étaient dans l'ensemble plus en mesure d'entrevoir la possibilité de passer d'un emploi inférieur à un emploi valorisant. Elles pouvaient imaginer se servir de cet emploi inférieur comme d'un tremplin, projetant de parfaire leur éducation ou d'acquérir de l'expérience de manière à pouvoir se trouver un meilleur emploi. C'est peut-être pour

cette raison aussi qu'elles semblaient plus disposées que celles qui avaient refusé l'offre à accepter un emploi payé au salaire minimum pour ne pas rater le délai d'un an. Même si elles étaient préoccupées par le fait qu'en travaillant elles étaient trop fatiguées pour bien profiter du temps qu'elles passaient avec leurs enfants, leur crainte ne ressemblait pas du tout à celle exprimée par les participantes qui avaient refusé l'offre et qui avaient tendance à s'inquiéter surtout de devoir confier leurs enfants à quelqu'un d'autre ou simplement de ne pas être là pour leurs enfants.

Celles qui ont refusé l'offre

Une des caractéristiques qui distinguent à priori celles qui ont refusé l'offre, c'est que, si le travail fait partie intégrante de leur vocabulaire, leur état de prestataire de l'Aide au revenu en fait tout autant partie. Tout comme celles qui avaient accepté l'offre, elles considéraient qu'un des pires désavantages qu'il y avait à être prestataire de l'Aide au revenu, c'était la honte qui s'y rattachait, et de toute évidence elles trouvaient énormément à redire au système et détestaient le manque d'autonomie que leur valait leur état de dépendance. Cependant, contrairement à leurs consoeurs, pour qui la honte d'être prestataire de l'Aide au revenu était immédiatement présente à leur esprit, celles qui avaient refusé l'offre étaient plus portées à penser à l'Aide au revenu en termes positifs, donnant à entendre ou bien qu'elles en sont venues à accepter leur état de prestataire ou bien qu'elles ont trouvé des moyens d'atténuer le malaise psychologique qu'il y a à vivre en porte-à-faux avec ses principes. Cette dichotomie est bien présente chez celles qui ont refusé l'offre comme en témoignent leurs aspirations où la réalisation et l'épanouissement personnels jouent un rôle primordial.

Celles qui avaient refusé l'offre avaient plus tendance que leurs consoeurs à évoquer les difficultés attribuables à leur manque d'instruction et à craindre que, si elles avaient accepté l'offre de supplément, elles auraient été incapables d'apprendre à vivre selon leurs moyens pendant qu'elles faisaient "*la belle vie*". Par ailleurs, même si elles étaient plus portées que leurs consoeurs à louer l'autonomie que leur apporterait vraisemblablement le Projet d'autosuffisance, celles qui avaient refusé l'offre étaient également plus portées à penser que, quand le supplément prendrait fin au bout des trois ans, elles régresseraient inévitablement et leurs enfants seraient de nouveau obligés de se passer de bien des choses. Dans leur esprit, il ne leur resterait plus d'argent à la fin, et elles n'avaient pas le moindre espoir de "*pouvoir s'améliorer*".

Compte tenu de ces craintes, il n'est pas surprenant que celles qui ont refusé l'offre étaient plus susceptibles de considérer le manque de "bons" emplois comme un obstacle à l'acceptation de l'offre - cette constatation tient peut-être au fait que, dans les divers groupes, la proportion de participantes qui avaient un niveau de scolarisation plus élevé que la moyenne était plus importante chez celles qui avaient refusé l'offre que chez celles qui l'avaient acceptée; elle tient peut-être aussi à la différence d'attitude entre les deux groupes, dont l'un était plus optimiste et l'autre plus pessimiste. Les perceptions négatives de celles qui avaient refusé l'offre n'étaient sans doute pas étrangères non plus au fait qu'elles étaient les seules parmi les trois groupes à indiquer au nombre des avantages qu'il y avait à être prestataire de l'Aide au revenu le fait de ne pas avoir de ces problèmes liés au travail comme de devoir supporter les remarques ou les gestes déplacés d'autres

employés, travailler dans des conditions injustes, se trouver du transport ou confier ses enfants à quelqu'un d'autre.

Cependant, il ressort de notre étude que la différence la plus frappante entre celles qui ont accepté l'offre et celles qui l'ont refusée tient à l'apparente différence d'attitude des unes et des autres envers l'argent. Celles qui avaient refusé l'offre ne semblaient tout simplement pas être aussi intéressées par la possibilité d'acquérir des biens matériels que celles qui l'avaient acceptée. Naturellement, elles n'y étaient pas indifférentes, mais l'argent avait pour elles une valeur secondaire. Ainsi, alors qu'une proportion importante de celles qui avaient accepté l'offre faisaient le lien entre participer au Projet d'autosuffisance et gagner plus d'argent, celles qui l'avaient refusée considéraient plutôt le Projet d'autosuffisance comme un moyen de quitter l'Aide au revenu et d'avoir une plus grande autonomie et un plus grand pouvoir de décision. Une des participantes nous a parlé du Projet d'autosuffisance en ces termes: *"L'argent, c'est pas tellement important pour moi; ce qui compte, c'est de faire quelque chose de ma vie. Bien sûr, ce serait bien d'avoir deux ou trois cents dollars de plus, mais c'était pas tellement l'argent qui m'intéressait."* Évidemment, il est possible que celles qui ont refusé l'offre, étant donné qu'elles avaient renoncé à la possibilité de toucher le supplément, minimisaient l'importance du gain financier qu'elles auraient pu en retirer.

En nous fondant sur les résultats décrits plus haut, nous pouvons émettre certaines hypothèses prudentes. Il se peut par exemple que, si celles qui ont accepté l'offre semblent plus en mesure de surmonter les obstacles que celles qui l'ont refusée, c'est parce qu'elles ont au départ une plus grande estime de soi en général. Auquel cas cette plus grande estime de soi aurait des conséquences à bien des égards. Ayant davantage le sentiment de leur valeur personnelle, celles qui ont accepté l'offre se sentiraient plus capables de relever les défis qu'elles rencontreraient en cours de route. Elles auraient aussi davantage confiance en leur capacité à se sortir de situations qu'elles jugent dégradantes, ce qui pourrait renforcer leur désir de cesser de dépendre de l'Aide au revenu.

Celles qui ont accepté l'offre ont peut-être, non seulement une plus grande estime de soi, mais aussi une plus grande détermination à réussir dans la vie, du moins selon leurs critères, ou un plus grand besoin de se réaliser. Il convient de se rappeler à ce propos l'image qu'avait choisie une des participantes quand nous lui avons demandé d'imaginer à quoi ressemblerait sa vie dans cinq ans: *"Il a relevé le défi de la vie et gagné."*

Chose certaine, celles qui avaient refusé l'offre avaient tendance à décrire en des termes plus passifs le sentiment qu'elles avaient de leur manque de valeur. Plusieurs d'entre elles, au lieu de réagir à l'injustice de la comparaison qui faisait d'elles des êtres inférieurs, se voyaient elles-mêmes sous cet angle. Par conséquent, elles étaient moins en mesure d'envisager un avenir différent de la vie qu'elles menaient et avaient tendance, bien souvent dans une proportion conforme au nombre d'années qu'elles avaient passé comme prestataire de l'Aide au revenu, à critiquer le système avec moins de véhémence et à hésiter davantage à renoncer à la sécurité de revenu qu'elles avaient.

Dans l'ensemble, les résultats de cette exploration qualitative donne à penser qu'il y aurait des facteurs pas toujours aussi évidents les uns que les autres qui expliqueraient que certaines ont accepté l'offre alors que d'autres l'ont refusée. Notre recherche débouche également sur de

nouvelles questions. Ainsi, bien que beaucoup de ces participantes aient dit avoir besoin de relever leur niveau d'instruction pour s'assurer un revenu convenable à l'avenir, le simple fait d'avoir un niveau de scolarisation plus élevé ne semble pas avoir été une variable importante qui les aurait incitées à renoncer à l'Aide au revenu.

Il ne faut pas oublier non plus que les opinions exprimées dans les groupes de discussion ont été prises sur le vif. L'avenir pourrait modifier non seulement les possibilités qui s'offrent aux participantes, mais l'image qu'elles ont d'elles-mêmes et les décisions qu'elles prendront. Ainsi, même si elles s'inquiétaient d'avoir moins de temps pour leurs enfants et pour elles-mêmes, la plupart de celles qui avaient accepté l'offre étaient dans l'ensemble enthousiasmées par l'amélioration de leur qualité de vie en général et optimistes quant à leur avenir. Il reste à voir comment elles se sentiront quand elles cesseront de toucher le supplément au bout des trois ans. L'expérience de travail qu'elles sont en train d'acquiescer assurera-t-elle leur avenir professionnel? Auront-elles encore l'impression que le prix du travail qui les oblige à laisser leurs enfants en vaut la chandelle? Seront-elles d'avis que l'expérience profite à leurs enfants autrement que par les avantages matériels qu'elle leur procure?

Dans des travaux ultérieurs sur les conséquences du Projet d'autosuffisance, on cherchera sans doute à répondre à ces questions et à d'autres questions encore sans réponse. Il faudra se demander, bien sûr, dans quelle mesure le supplément contribue à amener les prestataires à couper le cordon ombilical de l'Aide au revenu. On pourra également s'intéresser aux différences entre les prestataires admissibles au Projet d'autosuffisance et les inadmissibles. Celles qui ont accepté l'offre sont-elles plus susceptibles d'avoir profité des trois ans pour poursuivre leurs études que celles qui, même si elles n'étaient pas admissibles au Projet d'autosuffisance, ont quitté d'elles-mêmes l'Aide au revenu? Il faudra aussi se pencher sur les éventuelles conséquences négatives du Projet d'autosuffisance, notamment déterminer si le Projet d'autosuffisance n'a pas pour effet à court terme de dissuader les prestataires de l'Aide au revenu de travailler en les incitant à rester plus longtemps prestataires uniquement pour satisfaire aux critères du programme. L'enquête longitudinale qui se poursuit à l'heure actuelle pourrait permettre de répondre à certaines de ces questions, tandis que d'autres pourraient être abordées dans le cadre d'une évaluation plus qualitative comme celle dont nous faisons rapport ici. La Société de recherche sociale appliquée espère que les efforts de recherche réunis permettront d'analyser le projet dans tous ses détails et de proposer des éléments de solution pour aider les chefs de famille monoparentale à atteindre l'autonomie financière et personnelle.